

ation	18
bord	19
1	2
gie	2
	2
	2
tural	2
division	2



# INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FÉVRIER 1999

**BALKANS** Les négociations entre Serbes et Albanais du Kosovo devaient prendre fin samedi 20 février à Rambouillet. Les six ministres des affaires étrangères du

Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie) devaient se réunir pour décider des mesures à prendre. A

quelques heures de l'échéance, un succès des pourparlers paraissait très peu probable. **SLOBODAN MILOSEVIC** est apparu, une fois de plus, comme l'homme clé d'un ré-

glement de la crise. Ses atermoiements, sa rebuffade à l'encontre de l'émissaire américain Christopher Hill, qu'il a refusé de rencontrer, vendredi, rappellent son comporte-

ment lors des négociations antérieures. **A POZAREVAC**, la ville du président Milosevic, la population est d'abord préoccupée par la crise économique.

## Slobodan Milosevic nargue une nouvelle fois les grandes puissances

Le président yougoslave a fait obstacle jusqu'au dernier moment à la conclusion d'un accord pour régler la crise du Kosovo. Réunis à Rambouillet, les ministres du Groupe de contact devaient tirer les conclusions des pourparlers

Si les négociations sur le Kosovo ont eu lieu à Rambouillet, c'est à Belgrade que Slobodan Milosevic en détient la clé. C'est un « homme élégant, charmant et évasif », écrit, dans son livre *Pour terminer une guerre*, le diplomate américain Richard Holbrooke, après sa première rencontre de six heures avec Slobodan Milosevic, en août 1995. Mais il rapporte aussitôt la remarque de l'ambassadeur américain Warren Zimmerman : « Milosevic fait une excellente impression à ceux qui ne possèdent pas les informations nécessaires pour réfuter ses fréquentes allégations erronées. Beaucoup de sénateurs ou de députés américains sont ainsi sortis de son bureau en s'exclamant : "Il n'est pas aussi méchant que je pensais". »

Toute l'habileté du président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) tient là, dans sa capacité à séduire ou à se rebiffer. A accorder un jour ce qu'il a violemment refusé la veille, ou à faire machine arrière après avoir été félicité du bout des lèvres pour un éventuel « pas en avant ». Dans ses relations avec les multiples émissaires ou ministres, Slobodan Milosevic agit de même. Il a par exemple longuement reçu, il y a une semaine, l'un des négociateurs de Rambouillet, l'Américain Christopher Hill, pour lui infliger ensuite un camouflet en refusant de le rencontrer, vendredi 19 février, à la veille de la clôture des pourparlers. Le président yougo-

slave prend ainsi un malin plaisir à multiplier les contre-pieds et à surprendre ses adversaires. Les exemples sont nombreux et édifiants.

Ainsi, après avoir imposé l'état d'urgence au Kosovo en 1989, il le lève, un an plus tard, et annonce la libération d'une centaine de détenus politiques dont le « doyen » des prisonniers yougoslaves, l'écrivain Adem Demaci, incarcéré près de trente ans pour « activités nationalistes ». Dans le même temps, il promet aux Serbes de sauvegarder ce qu'il appelle leur « berceau ».

### MANÈVRES DILATOIRES

Slobodan Milosevic entend régler la crise du Kosovo à sa manière, sans ingérence extérieure. Il propose, au mois d'août 1991, le maintien d'une sorte de mini-Yugoslavie qui rassemblerait la Serbie, une partie de la Croatie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine dans « un Etat commun de Républiques égales en droit ». Le chantre de la « grande Serbie » a déjà fait son deuil de la fédération « moderne et centralisée » qu'il appelle de ses vœux, mais pas de son rêve de faire vivre ensemble « tous les Serbes dans un Etat serbe ».

Slobodan Milosevic va dès lors multiplier les manœuvres dilatoires dont il a le secret : il accepte le plan de paix européen de Lord Carington, en août 1991, en le qualifiant de « plan de bonne volonté », mais du



bout des lèvres, et sous la menace de sanctions. Et il s'empresse ensuite de décréter la mobilisation de l'armée fédérale. Il rencontre, au mois d'octobre, le président Franjo Tudjman à Moscou avec qui il estime « indispensable de mettre rapidement un terme à tous les conflits armés », mais, deux jours plus tard, l'armée fédérale sous son contrôle attaque massivement la ville de Dubrovnik.

Alors que la Bosnie-Herzégovine est à feu et à sang, une conférence

européenne, présidée par Lord Owen et Cyrus Vance, est réunie en janvier 1993 à Genève. Le porte-parole Fred Eckhart remarque que Slobodan Milosevic, invité à participer aux négociations, « n'a dit non à rien, et a répondu qu'il faut ».

Ses revirements et rebuffades peuvent, à l'occasion, être teintés d'un profond cynisme. Lorsque Danielle Mitterrand se rend à Belgrade, en juillet 1993, pour tenter de faire libérer de prison le leader de l'opposition Vuk Draskovic, arrêté

à la suite d'une manifestation antigouvernementale violemment réprimée, Slobodan Milosevic refuse sa libération. Il explique que cette décision est « entre les mains de la Cour suprême », et souhaite ensuite, devant les caméras de télévision, un agréable séjour à Belgrade à M<sup>me</sup> Mitterrand, en lui demandant de ne pas oublier de saluer son époux... Cinq ans plus tard c'est le même Vuk Draskovic qu'il appellera à ses côtés pour lui confier le poste de vice-premier ministre de la RFY.

Ce comportement avec ses « ennemis », Slobodan Milosevic n'hésite pas à l'adopter avec ses « amis ». Ainsi avec les Serbes de Bosnie, qu'il soutient tout d'abord activement, en consacrant environ 20 % du PIB yougoslave (quelque 30 milliards de francs) à l'approvisionnement de ses « frères » en armes, munitions et carburant, et en envoyant des unités de choc pour soutenir Radovan Karadzic. Jusqu'à l'été 1994, le soutien de Slobodan Milosevic aux Serbes de Bosnie est pratiquement total. Mais il opère à cette date un de ces revirements dont il a le secret, aidé par l'intransigence de plus en plus grande dont fait preuve Radovan Karadzic.

La « rupture » est consommée un an plus tard lorsqu'il lance, en août 1995, un énigmatique « appel à la paix » en s'adressant au général Ratko Mladic pour se dire « fermement

convaincu qu'une paix stable (...) ne peut être atteinte par des moyens militaires mais seulement par un règlement politique qui permettra une affirmation égale des trois peuples, musulman, serbe et croate », et ajoute qu'un tel règlement est « possible sur la base du plan de paix proposé par la communauté internationale ». A ce moment, les observateurs notent que Slobodan Milosevic ne s'adresse pas au « président » Radovan Karadzic, mais à son général, et que ce geste officialise sa rupture avec le chef autoproclamé des Serbes de Bosnie.

### L'HOMME DE LA PAIX

Au mois de septembre, le gouvernement de Belgrade confirme cette thèse en annonçant que « les Serbes bosniaques ont abandonné leur ligne intransigeante en se ralliant totalement à la direction yougoslave et à sa ligne conciliante pour négocier le processus de paix dans l'ex-Yugoslavie ». La presse, contrôlée par le pouvoir, condamne alors régulièrement la stratégie « guerrière » de Radovan Karadzic. Ce revirement va permettre à Slobodan Milosevic, principal fauteur de guerre, d'apparaître comme un « homme de la paix ».

Au soir du 21 novembre, la conclusion de l'accord de Dayton sur la Bosnie est saluée sur les chaînes officielles de Belgrade comme « un grand jour pour la Serbie et une victoire éclatante pour le président Slobodan Milosevic, qui est apparu comme l'homme de la paix ». Dans un discours enregistré aux Etats-Unis, le président serbe affirme que « les citoyens de Yougoslavie peuvent se réjouir, car après de longues négociations, le résultat est proportionnel à l'effort entrepris ».

Tout à tour qualifié d'opportuniste, d'obsédé du pouvoir, de dirigeant implacable et de tacticien habile, Slobodan Milosevic est un peu tout cela. Ce juriste de formation, âgé de cinquante-huit ans, est entré en politique tardivement, en 1984, pour jouer très vite d'un véritable culte de la personnalité. Même si cette époque est largement révolue, il est aujourd'hui fasciné par sa propre capacité à tenir tête aux grands de ce monde, à apparaître comme l'interlocuteur indispensable et courtois de la communauté internationale, alors qu'il n'est que le dirigeant d'une petite république balkanique de plus en plus exsangue.

Pour continuer à jouer ce rôle, il est prêt, comme il le montre régulièrement, à faire monter les enchères, à se dédier, voire à plier, mais en cherchant toujours à s'affirmer comme le maître du jeu. « Une négociation avec Milosevic, disait un diplomate, ne peut jamais être considérée comme définitivement conclue ».

Natalie Nougayrède

Denis Hautin-Guiraut

## Dans le bourg du président, on cherche d'abord à se procurer de l'huile

### POZAREVAC

de notre envoyé spécial : C'est dans cette ville qu'a grandi Slobodan Milosevic, qu'il a rencontré sa future épouse Mira, qu'est né son fils Marko. Pozarevac,

### REPORTAGE

Réactions diverses et contradictoires dans le fief de Slobodan Milosevic

soixante mille habitants, située à 200 kilomètres au sud de Belgrade, est la « ville du président » yougoslave. Ce vendredi 19 février, à la veille de l'expiration de l'ultimatum plaçant la Serbie sous la menace des frappes aériennes de l'OTAN, rares sont les passants disposés à exprimer un soutien sans réserve au leader serbe. Au cœur même de son fief, la figure de Slobodan Milosevic ne semble pas susciter grand enthousiasme, et le thème des négociations de Rambouillet provoque des réactions éparpillées, signe d'une certaine confusion.

« Peut-on avoir confiance en nos dirigeants ? » s'interroge un ingénieur en textile. « Les politiciens vont et viennent. Moi, ce que j'attends, c'est que l'on signe demain [à Rambouillet], car nous sommes pour la paix. On nous diabolise alors que nous sommes une nation civilisée qui aspire à se remettre au travail. L'essentiel, dit-il, est que le « Kosovo reste dans le

cadre de la Serbie ». Quant au déploiement d'une force internationale dans la province, cela lui paraît acceptable « à condition que ce ne soit pas une force d'occupation ».

Plus que l'issue des pourparlers de Rambouillet, les habitants de Pozarevac vivent un autre suspense : se procurer de l'huile alimentaire. Elle a fait une subite réapparition dans les magasins après un mois de pénurie. Aussitôt de petites files d'attente se sont formées dans les épiceries. Les livraisons de sucre et d'huile souffrent en Serbie d'insuffisance chronique, jamais tout à fait expliquée. Mais aucune colère n'est perceptible sur les visages, juste une grande lassitude. On rentre tranquillement chez soi par les rues défoncées, couvertes de neige boueuse, un cabas à la main rempli des trois bouteilles d'huile maximum autorisées par client.

Une jeune mère de famille, qui rentre du marché, explique que si elle accorde une quelconque confiance à Slobodan Milosevic, c'est seulement « parce qu'il n'est pas payé par l'Occident, comme d'autres ». Si le président se braque face aux Occidentaux, c'est normal, « il marchandise, cela fait partie de la négociation ». Pense-t-elle que des frappes aériennes auront lieu ? « Cela dépendra de la Russie. Pour l'Ouest, s'en prendre à la Serbie n'est qu'une étape, une façon d'atteindre la Russie. » Les images de Boris Eltsine mettant en garde contre toute action militaire, largement diffusées par la télévision serbe, sont connues de tous ici. Un journal local publie en « une » les mots attri-

buis au président russe : « Ôtez vos mains du Kosovo ».

Un homme, qui se présente avec décontraction comme un ancien employé de la police secrète communiste, reprend le discours officiel. « En aucun cas [des troupes étrangères au Kosovo]. Ce serait la troisième guerre mondiale ! » Mais son propos est aussi une critique formulée contre M. Milosevic : « Il ne restera pas au pouvoir un jour de plus s'il accepte des soldats sur notre territoire. Il s'en va tout de suite. »

D'autres passants sont moins catégoriques : « J'espère juste une issue pacifique [à la crise du Kosovo] », déclare un paysan. « Si c'est fait de façon juste, s'il n'y a pas d'embrouilles, alors je suis d'accord [pour une force internationale]. » « Mais si vous laissez entrer quelqu'un dans votre cour, il faut prendre garde : le pouvoir bientôt s'emparer de votre maison », ajoute un autre en souriant. L'intrus serait l'OTAN, la cour le Kosovo, et la maison ce qui reste de la Fédération yougoslave.

Un large portrait de M. Milosevic trône derrière le bureau du maire, Dusan Antic, membre du Parti socialiste serbe, la formation du président fédéral. Il s'exprime avec la confiance du notable bien introduit à Belgrade. « Les sanctions [économiques prononcées contre la Serbie] ont suscité ici un sentiment de révolte », assure-t-il, notant que vingt mille Serbes de la région vivent et travaillent à l'étranger, d'où les transferts d'argent sont difficiles. « Afin de protéger le peuple de souffrances, nous [la direction serbe] avons accepté

d'aller à Rambouillet. Pourquoi les conditions qui nous sont posées sont-elles sans cesse élargies ? » Comment réagira-t-il si, ce week-end, un accord est tout de même conclu à Rambouillet sur le déploiement d'une telle force ? « Si telle est la décision de notre Etat, je l'accepterai. Personne d'entre nous ne souhaite voir son enfant tué. »

### NOS DIRIGEANTS NOUS ONT TRAHIS

Pozarevac, ville connue pour sa fabrique de biscuits, a ses nouveaux riches, dont fait partie le fils de Slobodan Milosevic, Marko. « Entrepreneur local », il a fait construire, en rase campagne, une immense discothèque à ciel ouvert, bleue et orange. Dans la rue, quelques véhicules 4x4 japonais neufs et des passants arborant des costumes italiens chic illustrent l'enrichissement d'un petit nombre pendant que la crise s'aggrave. Deux élégants se présentant comme des « avocats », commentent en ces termes les tracasseries internationales autour du Kosovo : « On [la Serbie] signera tout ce que nous demande l'Occident, comme avant. Personne ne nous demande notre avis. Nos dirigeants nous ont trahis depuis longtemps déjà. » Le Kosovo restera formellement dans la Serbie, prédisent-ils, mais cela ne sera que formel. Iraient-ils jusqu'à se battre pour qu'il en soit autrement ? Ils rigolent : « Il vaut mieux vivre pour son pays que de mourir pour son pays. »

Natalie Nougayrède

Denis Hautin-Guiraut

## Fin de partie à Rambouillet, suspense à Belgrade

**LES SERBES** seront « tenus pour responsables » d'un échec aux négociations de Rambouillet qui rendrait nécessaire une campagne de frappes aériennes de l'OTAN, a prévenu, vendredi 19 février, le président américain Bill Clinton, qui recevait Jacques Chirac à Washington. Slobodan Milosevic « détient la clé » de la suite des événements, a ajouté le chef de l'Etat français : « Le moment est venu pour lui de prendre toutes ses responsabilités et de choisir la voie de la sagesse et non celle de la guerre. »

A quelques heures de la fin des négociations sur le Kosovo, prévue pour samedi à midi, toutes les attentes se tournaient vers Belgrade. Sans grand espoir cependant de voir Slobodan Milosevic accepter dans les temps le plan de règlement de la communauté internationale. Vendredi, les pays occidentaux avaient usé de tout le poids de la menace militaire pour

tenter de faire plier l'intransigence du président yougoslave ; ils se livraient ostensiblement aux derniers préparatifs des frappes aériennes contre les Serbes, et annonçaient l'évacuation de leur personnel diplomatique à Belgrade. La réponse de Slobodan Milosevic fut un camouflet infligé au médiateur américain Christopher Hill, qui s'était rendu dans la matinée de Rambouillet à Belgrade pour le rencontrer et que le président yougoslave refusa de recevoir.

### REBUFFADE

Cette rebuffade laissait mal augurer de l'issue des pourparlers de Rambouillet, d'autant que s'y ajoutèrent peu après des déclarations intraitables de Slobodan Milosevic rapportées par l'Agence Tanjug : « Nous ne donnerons pas le Kosovo, fût-ce au prix de bombardements », la Yougoslavie n'accepte pas « une occupation étrangère » de cette partie de son territoire.

Le refus de Belgrade de laisser une force internationale se déployer au Kosovo pour y faire respecter les dispositions de l'accord négocié à Rambouillet apparaissait dès lors comme la cause principale de l'échec probable. « Il ne peut y avoir d'accord sans mesures d'application de l'accord », ont répété ces derniers jours les diplomates occidentaux, rejetant ainsi par avance une position des Serbes qui consisterait à approuver la seule partie politique du plan de règlement instituant une autonomie pour le Kosovo, en en rejetant la partie militaire.

Pour ce qui est des Albanais du Kosovo, on s'attendait à une position plus conciliante. La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, de retour à Paris samedi à l'aube, a pris immédiatement le chemin de Rambouillet, où elle devait rencontrer à nouveau les deux délégations. Selon une source américaine, elle se faisait fort

d'obtenir l'accord de la délégation albanaise sur le plan proposé : « Les Albanais du Kosovo ont compris que c'est un bon arrangement pour eux. Le monde vient les protéger des Serbes. Ils savent que s'ils refusaient le plan, ils perdraient le soutien de la communauté inter-

### « La sagesse ou la guerre »

Les présidents Bill Clinton et Jacques Chirac ont lancé, vendredi 19 février, un ultime avertissement au dirigeant yougoslave Slobodan Milosevic en affirmant leur détermination à déclencher des frappes aériennes si Belgrade s'opposait à un accord de paix sur le Kosovo. « Nous sommes unis dans notre détermination à utiliser la force, si la Serbie renie ses engagements antérieurs (...) et refuse d'accepter un accord de paix », a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français.

Le président Chirac a affirmé que « le moment est venu pour le président Milosevic de prendre toutes ses responsabilités et de choisir la voie de la sagesse et non celle de la guerre ». « La seule possibilité pour M. Milosevic (...) est d'accepter les propositions qui lui sont faites aujourd'hui. Toute autre solution comporterait pour lui les plus graves inconvénients », a ajouté le chef de l'Etat français qui a fait part de l'accord total entre la France et les Etats-Unis sur le Kosovo.

par téléphone, du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, avec les principaux alliés, évacuation des observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération européenne) du Kosovo, et déclenchement des frappes, sauf retournement en extremis de M. Milosevic.

Tôt dans la matinée de samedi ont convergé vers Rambouillet, outre M<sup>me</sup> Albright, ses homologues français et britannique, Hubert Védrine et Robin Cook, et le premier vice-ministre russe des affaires étrangères, Alexandre Avdeiev. On attendait qu'ils soient rejoints par l'Allemand Joschka Fischer et l'Italien Lamberto Dini. Ces représentants des pays membres du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie devaient évaluer ensemble les résultats de la conférence de Rambouillet et décider de la suite.

Claire Tréan







# Les Américains pressent les Européens de stimuler leur croissance

Les Etats-Unis expliquent qu'ils ne peuvent continuer à être l'unique moteur de l'économie mondiale. En Europe, où la croissance devrait être inférieure à 2 % en 1999, les gouvernements attendent une baisse des taux de la Banque centrale. Celle-ci demande des réformes structurelles

Les ministres des finances des sept principales puissances industrielles devaient se retrouver à Bonn, samedi 20 février, pour évoquer le ralentissement économique généralisé et sa cause principale, la crise mo-

nétaire. Sur le sujet des moyens à mettre en œuvre pour limiter ces crises et mieux contrôler les marchés financiers, les Sept devaient entendre les propositions du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer,

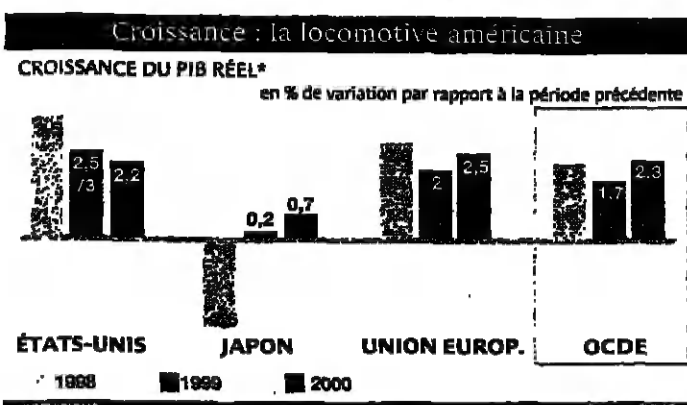
de créer un « Forum » des autorités monétaires. Concernant les fluctuations de change, les ministres devaient constater le changement de stratégie des Japonais qui semblaient avoir désormais opté pour un

yen faible. Ils devaient rejeter l'idée du gouvernement allemand de définir des « zones cibles » de variations des trois grandes monnaies mondiales, dollar, euro

et yen. Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor, devait demander aux Européens, comme aux Japonais, de prendre des mesures pour renforcer leur demande interne. En Allemagne, le PIB a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre de 1998.

LES ETATS-UNIS seuls peuvent-ils continuer à jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale ? L'Europe et le Japon sont-ils en mesure de prendre un tant soit peu le relais ? Ces deux questions devaient être posées avec une urgence particulière lors de la réunion des ministres des finances du G7, samedi 20 février à Bonn - réunion par ailleurs consacrée à la réforme de l'architecture du système financier international et des institutions qui en sont le cœur, FMI et Banque mondiale.

La gravité des déséquilibres économiques mondiaux vient d'être une nouvelle fois illustrée, vendredi 19 février, par l'annonce d'un déficit commercial record aux Etats-Unis (lire ci-contre), qui ne semble pas inquiéter outre-mesure les dirigeants de Washington. « Le scénario le plus probable demeure une croissance solide et sans inflation aux Etats-Unis (...). Je suis sûr que nous allons discuter de la façon dont l'Europe et le Japon entendent s'y prendre pour relancer leurs économies. C'est important pour les perspectives de reprise dans les économies émergentes », expliquait



L'OCDE a révisé en hausse, vendredi 19 février, ses prévisions pour la croissance américaine en 1999 (2,5 à 3 % au lieu de 1,5 %) et en baisse ses prévisions pour l'UE (2 % contre 2,2 % prévus en décembre dernier).

en milieu de semaine Robert Rubin, le secrétaire américain au Trésor. En d'autres termes, les Etats-Unis entendent faire pression sur leurs partenaires européens et japonais pour qu'ils « dopent » leur croissance.

Il est vrai que, jusqu'ici, les Etats-Unis ont permis d'empêcher le pire, alors que le spectre d'une récession mondiale est de retour de-

puis l'éclatement de la crise financière en Asie (juillet 1997). En baissant à trois reprises ses taux d'intérêt à l'automne 1998, la Réserve fédérale américaine a pris les devants pour empêcher une contraction généralisée du crédit. Par ailleurs, en laissant se creuser leurs déficits commerciaux tout en accumulant une dette extérieure considérable, les Etats-Unis ont

servi de « consommateur en dernier ressort » à l'échelle planétaire. Les ménages américains consomment et s'endettent à tour de bras (leur taux d'épargne est devenu égal à zéro). Les entreprises s'endettent elles aussi pour investir de manière massive, en particulier dans les nouvelles technologies de l'information. Ce phénomène attire les capitaux du monde entier, faisant des Etats-Unis le « débiteur structurel du village mondial » comme l'écrit la dernière lettre de conjoncture de Paribas.

L'économie américaine tire donc le reste du monde vers le haut, tandis que l'Europe et surtout le Japon demeurent, eux, bien en-deçà de leur potentiel de croissance : ils dégagent d'énormes excédents de biens et de capitaux tout en investissant au compte-gouttes chez eux. Ce dispositif d'ensemble est très fragile et fait peser un « risque américain » sur l'économie mondiale.

## UN SCÉNARIO INQUIÉTANT

A ce propos, la Banque des règlements internationaux (BRI), basée à Bâle, décrivait voici quelques semaines un scénario inquiétant. Le danger, selon la BRI, est qu'une hausse des taux d'intérêt survienne aux Etats-Unis si les marchés perdent patience devant l'accumulation de la dette extérieure américaine (qui est une dette largement privée puisque l'Etat, lui, dégage des excédents budgétaires). Cette hausse des taux s'accompagnerait d'une chute du dollar, provoquant elle aussi par la désaffection des investisseurs. La baisse du dollar est désormais considérée comme probable par de très nombreux observateurs. Or elle pénaliserait durablement les économies du monde entier.

Comme en 1987, la hausse des taux provoquerait un krach boursier, prélude classique à une panique boursière qui répandrait ses effets sur toutes les places occidentales et affecterait les économies réelles notamment en Europe. Autrement dit, les Etats-Unis seraient le théâtre du quatrième acte de la crise financière internationale, qui

viendrait de passer par le Brésil après avoir touché l'Asie puis la Russie. La hausse des taux d'intérêt américains serait une très mauvaise nouvelle pour les pays émergents, non seulement parce qu'ils sont lourdement endettés, mais aussi parce qu'ils subiraient une nouvelle désaffection des investisseurs.

Dans l'ensemble des pays du G7, on réfléchit aux moyens de re-

## Nette aggravation du déficit commercial américain en 1998

La crise mondiale a provoqué une nette aggravation du déficit commercial américain en 1998, ce qui conduit Washington à accentuer la pression sur ses partenaires européens et japonais pour qu'ils ouvrent davantage leurs marchés. Ce déficit s'est établi à 168,6 milliards de dollars en 1998 (149 milliards d'euros), contre 110,2 milliards en 1997 (97,9 milliards d'euros), soit le plus haut niveau depuis dix ans, selon les chiffres publiés vendredi 19 février par le département du commerce américain. Il pourrait atteindre 200 milliards de dollars (177 milliards d'euros) en 1999. L'explosion du déficit en 1998 s'explique par la crise asiatique qui a entraîné un effondrement des marchés en Asie, en Russie et, désormais, en Amérique latine. Les Etats-Unis estiment que le système financier international ne peut « indéfiniment supporter » une telle situation, a prévenu le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin.

médier à ces déséquilibres économiques porteurs de menaces pour le monde entier. Du point de vue de Washington, les autres pays du G7 doivent supporter l'essentiel de la charge de l'ajustement en réformant leurs économies sur le modèle américain afin d'augmenter la rentabilité du capital et de soutenir la croissance future : dérégulation, recul des dépenses de l'Etat, plus grande flexibilité du

marché du travail, ouverture des marchés, etc. Ce discours sera répété à Bonn par Robert Rubin, le secrétaire américain au Trésor.

Du point de vue des Européens et des Japonais, les Américains doivent avant tout balayer devant leur porte et stabiliser leur dette extérieure tout en ramenant le taux d'épargne des ménages à des niveaux plus raisonnables. C'est ce qui explique les récentes déclarations d'Eisuke Sakakibara, vice-ministre des finances japonais, sur la surévaluation des actifs boursiers aux Etats-Unis, prélude à la formation d'une « bulle » comparable à celle qui a éclaté au Japon au début des années 90.

En dépit de ces divergences, seuls les Etats-Unis font aujourd'hui figure de référence en matière de croissance, alors que les Européens et les Japonais hésitent sur leur propre stratégie économique. Qu'on puisse ou non parler de « modèle américain » (ou d'un « nouvel âge » économique outre-Atlantique), le cycle qui porte les Etats-Unis depuis 1992 repose sur plusieurs éléments fondamentaux.

Olivier Passet, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), rappelle les trois principaux ingrédients du succès américain des dix dernières années : « Révolution informationnelle, dont la forte densité des investissements informatiques et télématiques serait le vecteur ; (...) réglage monétaire fin et mesuré... Certains y voient l'expression d'un pacte implicite entre le Congrès et la Réserve fédérale, cette dernière modérant sa rigueur pour faciliter l'objectif de rééquilibrage des finances publiques ; (...) qualité de l'insertion financière des Etats-Unis... Le drainage de l'épargne nationale et internationale et sa gestion à travers des organismes spécialisés, a pu profiter davantage aux Etats-Unis. » Même s'ils ne veulent pas adopter le « modèle américain » en tant que tel, l'Europe et le Japon cherchent manifestement à tirer quelques enseignements de ce succès.

Lucas Delattre

## TROIS QUESTIONS À... YVES-THIBAUT DE SILGUY

1 Les gouvernements des Quinze ont accepté, maintenant que l'euro existe, que la représentation européenne au G7-finance soit limitée. Vous-même, commissaire aux affaires économiques et financières, ne ferez pas partie de la délégation à Bonn. Considérez-vous cette décision comme une concession exagérée faite aux Américains ?

Une décision avait été prise par les chefs d'Etat et de gouvernement à Vienne, en décembre, pour compléter la délégation d'avant l'euro qui comprenait les ministres des finances et les gouverneurs d'Allemagne, de France, d'Italie et de Grande-Bretagne. Elle prévoyait une formule qui ajoutait, de façon

indissociable, le président de la Banque centrale européenne, le ministre des finances du pays président l'Union ou le président de l'Euro 11 et la Commission. Les Etats-Unis ont dit qu'ils ne voulaient ni du ministre des finances d'un pays non membre du G7 ni de la Commission. Par exemple, le ministre des finances de Finlande, pays qui présidera l'Union au second semestre 99, ne pourrait pas assister au G7. Je pense que ce n'était pas à un tiers d'imposer notre forme de représentation. C'est le problème des Européens.

2 En quoi la présence de la Commission est-elle légitime ? La Commission est indissociable du conseil des ministres. Elle détient des compétences que lui a données le traité de Maastricht : c'est à elle de proposer au conseil des mesures concernant la surveillance macro-économique et les grandes orienta-

tions en matière de change. Si ces questions sont évoquées au G7-finance, il faut bien, par soud d'efficacité, qu'elle soit présente et pas seulement dans les coulisses.

3 Quelle solution préconisez-vous ? Il faut ajouter trois sièges à la table par rapport à la période pré-euro. Les Américains ont accepté la présence du président de la Banque centrale européenne. Reste seulement deux sièges à trouver. Je ne comprends donc pas la position américaine. En fait, le nombre de sièges est un faux problème. Je me demande ce que veulent les Américains au G7. Veulent-ils en faire un instrument de division des Européens ? Toute la question est celle de l'efficacité du G7 et de la crédibilité de l'Euro.

Propos recueillis par Eric Le Boucher

## Les Sept abandonnent l'idée d'encadrer les fluctuations du dollar, de l'euro et du yen

LA RÉUNION des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du groupe des sept pays les plus industrialisés, samedi 20 février, à Bonn, devait être l'occasion, avec la présentation du rapport rédigé par le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer (Le Monde du 18 février), d'examiner les moyens d'assurer une meilleure stabilité du système financier mondial mis en cause depuis la crise asiatique.

Pour discipliner les marchés, beaucoup de moyens sont évoqués : création d'un « forum » chargé de renforcer la coopération et la coordination internationale entre les autorités de surveillance des marchés, amélioration de la collecte d'informations sur la situation financière

des pays, développement des relations monétaires avec les pays émergents, instauration d'un contrôle des activités des fonds spéculatifs... On ne sait ce que décident les autorités du G7. Mais l'une des solutions, celles de créer des « zones cibles » pour les trois monnaies mondiales que sont le dollar, l'euro et le yen, proposée par les Allemands, devrait en tous cas être définitivement enterrée à Bonn.

L'idée d'encadrer étroitement les cours des grandes devises internationales, de limiter à l'intérieur de bandes définies à l'avance les fluctuations entre le dollar, l'euro et le yen, avait été émise par Oskar Lafontaine dès son arrivée au ministère allemand des finances, à l'automne 1998. Alors que

M. Lafontaine lui-même semblait y avoir renoncé, le chancelier Gerhard Schröder l'a relancée lors du sommet de Davos, au mois de janvier.

## OPPOSITION RÉSOLUE

Il s'agirait en quelque sorte de créer une sorte de système monétaire européen (SME) à l'échelle mondiale. Des cours pivots seraient fixés desquels les trois grandes monnaies mondiales n'auraient pas le droit de s'écarter d'un certain pourcentage. En cas de dépassement, les banques centrales des Etats-Unis, du Japon et de la zone euro agiraient, par le biais des interventions et de l'arme des taux d'intérêt, pour ramener les devises dans le corridor autorisé.

Le projet apparaît séduisant au vu

des fluctuations monétaires très importantes observées au cours des dernières années (comme le plongeon du yen entre l'été 1995 et l'automne 1998) et qui ont sérieusement perturbé le fonctionnement du commerce international et de l'économie mondiale. Mais la plupart des économistes le jugent peu réalisable. En premier lieu parce qu'un tel système ne pourrait fonctionner qu'en cas de convergence des économies des trois grands pays concernés. Ce n'est pas le cas. Comme le notent les experts de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), « les cycles sont déconnectés : récession en 1991 aux Etats-Unis, en 1992-1993 en Europe et au Japon ; stagnation au Japon depuis 1993, avec croissance modeste en Europe et

forte aux Etats-Unis. Dans ce cas, les politiques monétaires sont naturellement différentes puisque liées aux écarts de cycle, et ces différences entraînent les taux de change. Il ne faut pas s'opposer à ces mouvements (...). Si l'on voulait définir des zones cibles, il faudrait donc les corriger régulièrement des écarts de conjoncture, ce qui est difficile ».

En un mot, il est illusoire de vouloir stabiliser les taux de changes entre des devises de pays dont les économies ne fonctionnent pas au même rythme, ne suivent pas les mêmes politiques budgétaires et ne possèdent pas les mêmes structures. En s'appuyant sur l'exemple du SME, les analystes de la CDC notent, par ailleurs, l'absence de crédibilité et de robustesse de ce

type de système en cas d'attaque spéculative. « Ce type de système ne protège pas contre la spéculation, au contraire », concluent-ils.

Décrié par les économistes, le projet de zones cibles est également rejeté par la plupart des dirigeants des grands pays industrialisés. Seuls les Japonais se sont montrés réceptifs aux propositions allemandes. Paris est en revanche très réservé. « L'objectif que fixait Oskar Lafontaine en parlant de zones cibles me paraît lointain. Nous ne sommes pas encore capables d'arriver là », a estimé M. Strauss-Kahn, en suggérant des « étapes intermédiaires ».

Othmar Issing, membre du directoire de la Banque centrale européenne, s'est pour sa part prononcé contre des bandes de fluctuation entre les grandes devises mondiales, jugeant « absurde » le débat sur le sujet. Pour M. Issing, la stabilité sur les marchés des changes internationaux ne peut être atteinte par des réglementations administratives.

L'opposition des Américains est, tout aussi résolue. « Des bandes de fluctuation n'offrent pas beaucoup de certitude en matière de stabilité des changes », estime le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin.

« Si, par exemple, nous devions relever nos taux d'intérêt pour faire remonter un dollar affaibli à un moment de net ralentissement de la croissance, nous pourrions alors provoquer une récession », a-t-il ajouté. Pour M. Rubin, « la stabilité des monnaies est économiquement souhaitable », mais la meilleure manière d'y parvenir est « la mise en œuvre de bonnes politiques économiques ». A Bonn, M. Rubin ne manquera pas de s'appuyer sur la vigueur exceptionnelle de l'économie américaine pour contrer le projet de M. Lafontaine.

Patrice de Beer

Pierre-Antoine Delhommas

## A Washington, Jacques Chirac et Bill Clinton insistent sur leurs convergences

WASHINGTON de notre correspondant

La visite à Washington de Jacques Chirac aura fourni au président Clinton la première occasion de tenir une conférence de presse, vendredi 19 février, depuis son acquiescement par le Sénat, et même depuis le passage de Václav Havel à l'automne. D'entrée de jeu, M. Chirac a rappelé l'ancienneté de ses « sentiments d'estime et d'amitié » envers son hôte. Au cœur des conversations, a bien entendu, figuré la question du Kosovo à la veille de la date-butoir de samedi 20 février à midi. M. Clinton et M. Chirac se sont contentés de réaffirmer des positions très proches et de rappeler à Slobodan Milosevic les risques qu'il courait en cas de rejet du plan de paix du Groupe de contact (lire page 2).

Mais ce n'est pas tant sur la politique étrangère que sur les suites

du « MonicaGate » que les Américains attendaient leur président. Ce dernier paraissait tendu, craignant une question piège : mais les journalistes ont évité d'aborder la dernière révélation du Wall Street Journal sur une aventure datant de 1978. L'air contrit, la voix basse et embarrassée, Bill Clinton a reconnu avoir, depuis un an, « appris beaucoup de leçons ; les présidents sont aussi des hommes ». Espérant que « la présidence n'a pas trop souffert » de ses incartades, il a appelé le Congrès à se remettre au travail. « J'espère avoir deux bonnes années devant moi », a-t-il ajouté.

Au cours de leurs entretiens, les deux présidents ont fait le tour des principaux thèmes du dialogue franco-américain, qu'il s'agisse de la réforme des institutions financières internationales (Le Monde du 20 février), du Proche-Orient, de l'Irak, de l'Afrique ou de la crise

de la banane, seul sujet ayant donné lieu à des prises de position contradictoires. A propos de la réforme de l'OTAN, M. Chirac et M. Clinton se sont également efforcés d'arrondir au maximum les angles.

## « Bill » et l'avenir politique de « Hillary »

Bill Clinton s'est montré à la fois enthousiaste et prudent sur le projet de son épouse Hillary de se présenter à l'élection sénatoriale de New York. « Si elle décidait de le faire et si elle était élue, je pense qu'elle ferait un travail fabuleux. Mais il est important de se souvenir que les élections auront lieu fin 2000 et qu'elle vient de traverser une année épuisante (...). Mon avis est le suivant : « Repose-toi, écoute les arguments des deux côtés, fais ce que tu penses juste. » Et, quoi qu'elle décide, je la soutiendrai. » C'est New York qui est allée chercher M. Clinton, et non l'inverse, a-t-il ajouté. Il a toutefois jugé qu'il était « un peu tôt » pour qu'elle arrête sa décision.

Quelques heures auparavant, Hillary Clinton avait déjeuné à la Maison Blanche avec le sénateur new-yorkais Patrick Moynihan, dont elle pourrait briguer la succession. Celui-ci, qui va prendre sa retraite, est prêt à la soutenir, en dépit de ses nombreux différends avec le président américain. - (Corresp.)

à la fois bienveillance et frustrations aux Etats-Unis.

Comme l'explique Helmut Sonnenfeldt, de la Brookings Institution, « les déclarations françaises sur l'hégémonie américaine ne passent pas bien de ce côté de l'Atlantique. Les Américains ne voient généralement pas leur pays comme hégémonique. La couronne que portent les Etats-Unis en tant que dernière superpuissance est faite à la fois de joyaux et d'épines ».

Mais les officiels américains interrogés pendant la visite présidentielle ont insisté sur la place d'« allié fondamental » de la France. Les deux mois qui séparent du retour de Jacques Chirac pour le sommet anniversaire de l'OTAN permettront de voir si cette embellie dans les mots trouvera son reflet au niveau des problèmes concrets.



150

(Publicité)

er leur croissance  
Europe, ou la croissance  
demande des

vrroooooooooaaaaaw



www.lemans.org est un e-business IBM

Les 24 heures du Mans prennent le départ tous les ans avec l'Automobile Club de l'Ouest.  
Prenez part à la course toute l'année, 24 h/24, grâce à la technologie Web IBM.



22

ri-  
li-  
u-  
le  
de  
les  
a-  
ait  
on  
Un  
te-  
ux  
ice  
tis  
m-  
mt

ger  
d a  
de  
pas  
et  
est  
nce  
s à  
sau  
mi-  
se-  
im-  
née  
ne-  
ssé  
ont  
in-  
qui  
e page 23  
2000... 18  
e bord... 79  
mi... 72  
oie... 75  
... 26  
bord... 78  
Abénion... 79  
DUX



# FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FÉVRIER 1999

**GOUVERNEMENT** Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, assure dans un entretien au Monde qu'« on ne réformera pas

l'éducation nationale sans les enseignants ». « Si le malaise persiste, c'est bien parce que je ne cède pas », affirme M. Allègre, décidé à mettre en place la réforme des lycées

en classes de seconde à partir de septembre. ● FACE À LA DEMANDE de démission, le ministre réplique : « Il y a des gens qui veulent que je me couche, eh bien, je ne me

coucherai pas. » ● M. ALLÈGRE se déclare attaché à la concertation mais fustige le rassemblement des « conservatismes ». ● LA FRONDE des députés socialistes est minimi-

sée par le ministre, qui juge qu'elle est « derrière nous ». Un vote sanction aux élections européennes serait « injuste », dit-il, alors que le PCF réclame un débat public.

## Claude Allègre refuse de céder face aux « révolutionnaires du statu quo »

Dans un entretien au « Monde », le ministre de l'éducation nationale se déclare décidé à respecter le calendrier prévu sur la réforme des lycées et à jouer la concertation. Mais il exclut de « se coucher » devant le rassemblement « des conservatismes »

« Avez-vous le sentiment qu'on cherche à faire de vous le principal handicap de Lionel Jospin ?

— Non. Je pense qu'il y a une résistance aux réformes. Les gens qui n'ont pas envie de réformer et qui veulent une société statique me prennent aujourd'hui pour cible. Un autre jour, ce sera un autre ministre...

— Ce sont des cycles, pour vous, qui vont toucher l'un après l'autre tous les ministres de Lionel Jospin ?

— Lionel Jospin conduit un gouvernement qui réforme. La question posée est de savoir si on continue à réformer ou si les oppositions, inhérentes aux réformes, vont empêcher de réformer.

— Vos opposants veulent vous réduire au choix de vous soumettre ou de vous démettre ?

— Mais c'est une plaisanterie ! Il faut relativiser l'effet de loupe des médias déformant la réalité. Je n'ai pas de doutes sur la nécessité de ces réformes, qui, les sondages auprès des Français le montrent, sont soutenues massivement par l'opinion. Ces réformes de gauche rencontrent des résistances.

— Vous récusiez l'affirmation selon laquelle le point de rupture a été atteint entre les enseignants et vous ?

— On est dans un pays où ce ne sont pas les syndicats qui décident de la nomination des ministres. Jusqu'à preuve du contraire, on est dans un pays démocratique. Les méthodes employées ne me paraissent pas tout à fait orthodoxes. On a écrit que, parce que je parlais avec M. Vaillant [secrétaire général du Syndicat national des enseignants de second degré], j'avais reculé devant le SNES ; ce n'est pas vrai ! Si le malaise persiste, c'est bien parce que je ne cède pas. Il y a des gens qui veulent que je me couche, eh bien ! je ne me coucherai pas.

— Une mobilisation contre vous n'est-elle pas pourtant en train de s'amplifier ?

— Je ne gère pas l'irrationnel. Je travaille à améliorer le système éducatif, pour l'avenir de nos jeunes.

— Que pensez-vous des critiques qui montent des rangs du Parti socialiste, notamment d'un certain nombre de jeunes députés ?

— Elles ne montent pas, elles descendent.

— Elles ont donc été élevées ?

— Elles n'ont pas été élevées. Il y a eu des critiques d'un petit nombre de députés socialistes sans doute sensibles à une campagne qui était dûment orchestrée. Je crois que c'est derrière nous.

— On a parlé de cartes déchirées qui vous ont envoyées, de cartes d'électeurs renvoyées...

— Il n'y a jamais eu de secrétaires de section qui aient démissionné. Le député Didier Mathus m'a écrit pour démentir les propos qui lui avaient



CLAUDE ALLÈGRE

été prêtés. Tout cela a été très exagéré.

— D'autres députés socialistes comme Vincent Peillon ont fait état aussi de cartes déchirées.

— Actuellement, je reçois plein de lettres de soutien du Parti socialiste, notamment de la circonscription de Vincent Peillon. Et si je regarde les sondages pour les élections européennes, le PS n'a jamais été aussi haut.

— Vous ne croyez donc pas à un vote-sanction des enseignants ?

— Ce serait injuste vis-à-vis d'un gouvernement qui travaille à l'amélioration du système éducatif, à l'emploi des jeunes, et qui a nettement amélioré le pouvoir d'achat des enseignants.

— François Hollande soutient l'idée de réformes pour « faire bouger l'éducation nationale », mais il ajoute qu'elle doit être faite « avec les enseignants ». Le message, à peine subtilisé, suggère plus de communication et plus de dialogue.

— Je ne pense pas qu'il dise cela. Il est évident qu'on ne réformera pas l'éducation nationale sans les enseignants. Pour autant, est-ce que la réforme doit être faite en tenant uniquement compte des intérêts des syndicats enseignants ou des besoins de formation du pays et des jeunes ? Les enseignants seront gagnants grâce à l'aménagement de leur temps de travail, grâce à de meilleures conditions de vie suite au travail de la mission que j'ai confiée au recteur Daniel Bancel [de l'académie de Lyon]. Ils reprendront progressivement la place qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

— Comment analysez-vous le malaise persistant du monde enseignant à votre égard ?

— Le malaise avec les enseignants du secondaire est dû principalement à la baisse du taux de rémunération des heures supplémentaires annuées. J'ai pris cette décision en pensant que c'était un geste de solidarité pour l'emploi des jeunes. On a créé vingt mille postes supplémentaires d'aides-éducateurs avec cela, et l'éducation nationale est en tête dans la lutte contre le chômage des jeunes. Mais cela a été totalement incompris. Il faut que tout le monde en tire la leçon. Les syndicats eux-

mêmes disent qu'il faut supprimer des heures supplémentaires pour créer des emplois - c'est un mécanisme prôné pour les 35 heures. J'en ai fait l'expérience, cela ne passe pas. Les heures supplémentaires sont en France comprises comme un salaire.

— Il est faux, injuste et même caricatural de dire que je n'aime pas les enseignants. C'est ridicule, c'est de la pure propagande. Ma vie est tout entière baignée dans le milieu enseignant. J'ai passé ma vie à m'occuper de mes élèves. Alors cessons cette caricature odieuse, inventée par on sait qui.

— Êtes-vous prêt à revenir sur le décret concernant les heures supplémentaires, comme vous le demandent de nombreux enseignants ?

— Il faut sûrement aménager les choses. Je réfléchis...

— Après vous être « réconcilié » avec le SNES en décembre, vos relations sont-elles devenues tendues ?

— Pendant des mois, il y a eu une opposition fondamentale sur une question vraiment essentielle : le professeur doit-il aider les élèves ? La direction du SNES était opposée à ce concept. Ils disaient : le professeur doit enseigner, il n'est pas là pour aider les élèves. Puis ils ont changé d'avis sur cette question. Le dialogue était alors possible. Aujourd'hui, ils ne savent plus où ils sont. Le problème du SNES, c'est le double langage. On voit bien dans la déclaration signée par le SNES avec le SNACI et la CNGA [Le Monde du

« Le lycée à deux vitesses est celui que l'on connaît actuellement »

19 février] que tous les conservatismes sont rassemblés, jusqu'à l'extrême droite. Leur message est clair, ils sont les révolutionnaires du statu quo ! C'est une habitude, ils étaient déjà contre la création des IUT [Instituts universitaires de technologie], du lycée professionnel, du collège unique, de la réforme Savary, de la réforme Chevènement, de la réforme Jospin... Je suis en bonne place !

— Je veux aider les élèves et aussi les enseignants parce que leur métier est plus difficile qu'autrefois. Il est quand même étonnant que le ministre qui propose l'aménagement du temps de travail des enseignants soit le plus critique.

— Pour fournir un soutien à ceux qui ont le plus de difficultés, la seule solution est-elle de diminuer les heures de cours pour le plus grand nombre ?

— Contrairement à ce que disent les opposants à la réforme du lycée, le « lycée light », le lycée à deux vitesses est celui que l'on connaît actuellement. Tout le monde est perdant : l'élève en difficulté est boycotté, l'élève moyen fait de l'a-peu-près et le bon élève n'a plus le temps d'approfondir les sujets qui l'intéressent. Dans cette nébuleuse, seules les mathématiques permettent une sélection correcte.

— Par ailleurs, le système marche de moins en moins bien socialement, il exclut de plus en plus. Les horaires n'ont cessé de s'alourdir, mais les élèves ne sont pas mieux formés pour autant. Je souhaite que tout le monde ait les mêmes chances, que ce système soit équitable, juste, que l'enfant de famille modeste qui a du talent puisse l'exprimer. Cela grâce à un enseignement intensif, où toutes les disciplines jouent leur rôle, où l'élève ne survole pas les sujets mais les apprend et les assimile. Nous renforçons le système public et nous paierons les leçons particulières pour tous. Alors arrêtons les fausses sur-mat prétendues politiques néo-libérales.

— Vous retirez pourtant des heures d'enseignement au lycée. Les élèves auraient-ils moins besoin d'école ?

— On n'enlève aucune heure d'enseignement au lycée. La réforme propose simplement une autre organisation du temps. Certaines heures de cours seront soit dédoublées, soit données en petits groupes, ou en aide individuelle. Mais le temps de présence de l'élève au lycée reste le même et il y a le même horaire d'enseignement. On ne donne pas moins d'école. On organise mieux le temps, on aide mieux les jeunes à apprendre, à réussir, c'est la même idée à tous les niveaux.

— Dans le primaire, un aménagement du temps de travail permettra aux enseignants de faire vingt-quatre heures devant la classe entière et deux heures avec les élèves en difficulté. Pendant ce temps, les autres élèves pourront, avec des aides-éducateurs, s'initier, par exemple, à l'informatique, faire de la musique ou du dessin. Vingt-six heures devant les élèves pour un instituteur, dans certaines classes difficiles, c'est beaucoup. Il doit être aidé, surtout dans les quartiers difficiles.

— De quel droit un syndicat du secondaire pourrait-il demander le retrait d'une charte négociée avec les syndicats du primaire ? Y-a-t-il un primat du secondaire sur le primaire ?

— Le soutien au lycée sera-t-il donné sur la même base pour tous les établissements ?

— Ce sera effectivement la même base pour tous, mais nous donnerons des moyens supplémentaires dans les lycées où se concentrent les plus grandes difficultés. Comme nous en donnons au primaire.

— Pourquoi ne pas avoir profité de la dynamique du colloque de Lyon sur les lycées, en avril 1998, pour concrétiser rapidement votre réforme ?

— On ne peut pas vouloir une concertation et demander que les choses aillent très vite. Consulter le Parlement, les syndicats, les associations de spécialistes, ça prend du temps, mais ça permet d'enrichir le projet. Car je crois réellement à la concertation. La réforme se mettra en place en seconde à partir de septembre, les choses se feront dans le calendrier prévu. Ainsi, nous allons organiser la formation scientifique des enseignants pour leur faciliter la préparation de la mise en place de la

— N'y a-t-il pas dans la résistance que rencontre la réforme du lycée un refus d'accepter le mot d'ordre « 80 % d'une classe d'âge au bac » ?

— Le problème au collège et au lycée est qu'il y a un triangle chef d'établissement, enseignant, élève, et que ce trio dialogue mal, malgré les efforts constants des chefs d'établissement, qui sont des éléments essentiels du système et dont je veux renforcer les moyens et rénover le statut. Pour exprimer cette difficulté, tout le monde se retourne vers le ministre, mais ce dernier est trop lointain. Il faut rapprocher les lieux de décision des lieux d'action, c'est le sens de la déconcentration.

« Il est évident qu'on ne réformera pas l'éducation nationale sans les enseignants. Pour autant, est-ce que la réforme doit être faite en tenant uniquement compte des intérêts des syndicats enseignants ou des besoins de formation du pays et des jeunes ? »

réforme. Plusieurs Prix Nobel français sont prêts à se mobiliser pour cela : Pierre-Gilles de Gennes, Georges Charpak, Jean-Marie Léon. Ils donneront des cours télétransmis.

— Votre volonté de réformer à tous les étages du système éducatif n'a-t-elle pas moi à la compréhension de votre politique ?

— Tout le monde disait qu'il fallait commencer par le collège. Moi, je soutiens que le point central de tension, c'était le lycée. La suite a prouvé que j'avais raison. Aujourd'hui, nous engageons aussi la réforme de l'enseignement professionnel. Nous allons développer une pédagogie du stage en entreprise, ramener la loi sur la validation des acquis professionnels et permettre aux PME-PMI d'utiliser les plates-formes technologiques des lycées professionnels. Après avoir discuté longuement avec les syndicats d'enseignants et élaboré un projet assez consensuel, nous sommes en train de discuter avec le patronat et les confédérations syndicales. Nous lancerons, en mars, une campagne nationale en faveur de l'enseignement professionnel, que je veux revaloriser. C'est ce lycée qui, lors de sa création, était qualifié par le SNES de Canada Dry. Eh bien, je peux vous dire qu'il vaut bien de très bons whiskies ! Enfin, les horaires des enseignants de la filière professionnelle - qui ont un temps de travail beaucoup plus lourd que leurs collègues de l'enseignement général et technique - seront allégés.

« Car l'école a besoin d'évoluer. Aujourd'hui, on lui demande à la fois d'être le référentiel dans la cité et d'accueillir tout le monde, alors qu'elle a fonctionné de tout temps sur la sélection. C'est un divage fondamental et un débat lancinant. La politique du gouvernement, et pas seulement la mienne, est que les élèves doivent être aidés, y compris, bien sûr, les bons élèves. Ce n'est pas un lycée fait uniquement pour les élèves en difficulté que nous voulons construire.

— Comptez-vous toujours faire une réforme des lycées à coût constant ?

— Bien entendu, cette réforme aura un coût. Mais le gouvernement dépense beaucoup pour l'enseignement. Nous avons créé 3 500 postes dans le secondaire et nous n'avons supprimé aucun poste dans le primaire, alors que l'on y compte 35 000 élèves de moins cette année. Pour le reste, nous mettrons les moyens nécessaires. S'il s'agit de financer un nouveau projet, je me battrais pour obtenir des moyens, mais si c'est pour laisser le système en l'état, je dis clairement non. On est passé d'une gestion purement quantitative à une gestion qualitative, où les moyens sont donnés pour soutenir un projet.

Propos recueillis par Sandrine Blanchard, Béatrice Gurrey et Michel Noblecourt

## Chaque semaine, les députés socialistes relaient l'exaspération de leur électorat

LA PREMIÈRE réaction est presque toujours la même. Un gros soupir qui fuit comme un pneu se dégonfle, des yeux levés au ciel, une main qui se bécote, puis un air de « Ce que l'on entend sur Allègre ? Pff... Ouh, là, là, là, là... ». Le deuxième réflexe est plus politique : « Je ne veux pas l'accabler... Vous allez citer mon nom ? » Depuis que Lionel Jospin a fait savoir aux députés socialistes qu'il attendait d'eux qu'ils « rament » aux côtés du ministre de l'éducation nationale, rares sont ceux qui se risquent à dire publiquement ce qu'ils entendent chaque jour sur le compte du ministre. Mais, dans la coulisse, presque tous racontent la même chose : les enseignants exaspérés, les demandes de démission répétées, le divorce irrémédiable entre les membres du « mammoth » et celui qui veut le « dégraisser ».

Des députés rapportent presque chaque semaine des pétitions qui arrivent sur leur bureau en réclamant le départ de Claude Allègre

du gouvernement. « Il y a encore une semaine, soupire l'un d'eux, la femme d'un maître socialiste de ma commune, enseignante, m'a pris à part pour me dire : dis-lui au moins qu'il arrête de nous humilier. » Le 2 février dernier, lorsque le ministre est venu devant le groupe

socialiste de l'Assemblée nationale, le dialogue a été déroutant. M. Allègre, voulant rassurer chacun sur sa capacité à recoller les morceaux avec le milieu enseignant, a évoqué l'une de ses prochaines mesures : désormais, chaque instituteur partant à la re-

Le PCF réclame « un grand débat public » sur la politique éducative

Le Parti communiste estime, dans un communiqué publié vendredi 19 février, que « le gouvernement doit donner des signes forts d'une ambition réelle pour l'école », en commentant « le malaise profond des enseignants ». Le gouvernement « doit prendre l'initiative d'un grand débat public, démocratique sur le contenu de la politique éducative », écrit Nicole Borvo, secrétaire nationale du PCF, chargée du secteur « mouvements de la société ».

Selon M<sup>me</sup> Borvo, « il est temps, grand temps » de « reprendre le chantier » au moment où « la droite investit fortement le terrain de l'école et tente de capter ces inquiétudes à son profit ». Ces derniers temps, Robert Hue multiplie les rencontres publiques avec les enseignants et les rendez-vous sur les campus universitaires. Vendredi, en présentant la liste du PCF aux européennes, Pierre Blotin, numéro deux, précisait à chaque fois qu'il citait les candidats « du monde enseignant » : « Qui a bien des soucis en ce moment ».

traite sera nommé professeur afin d'arrondir sa pension. A-t-il entendu ceux qui soufflaient : « Ce n'est déjà plus le problème... » ?

Les élus sont d'autant plus conscients de la difficulté que beaucoup d'entre eux sont issus, comme une bonne part de l'encadrement du parti, du milieu enseignant. Certains ont d'ailleurs, très tôt, pris à part M. Allègre pour le mettre en garde. Lors des journées parlementaires de Montpellier, en 1997, on a ainsi vu Jacques Guyard (PS, Essonne), agrégé d'histoire, et Jean-Pierre Balligand (Aisne) s'entretenir en aparté avec le ministre pour l'avertir du danger : « Tu ne peux pas parler comme Charasse, qui avait fini par se mettre à dos les fonctionnaires des impôts. Les rieurs seront de ton côté au début, mais les profs seront très vite tes ennemis. »

Marcel Dehoux, ancien professeur, ancien proviseur, aujourd'hui député PS du Nord, explique : « Les attaques sur l'obscurantisme ont secoué le milieu, et, désormais, le conflit s'est cristallisé sur sa per-

sonne. Ce n'est même pas le fond de la réforme ou le gouvernement en général qui est en cause : par exemple, on ne me dit rien sur Séguin Royal. Mais la plaie ne se refermera pas. »

« ON EST DANS L'IRRATIONNEL »

C'est en partie ce qui rassure les socialistes et rend la position de M. Allègre très fragile. Plusieurs d'entre eux jurent avoir entendu leurs électeurs traditionnels assurer qu'aux élections européennes ils iront « reporter leurs voix ailleurs ». Mais ils restent convaincus qu'« il en faudra tout de même beaucoup plus pour que les enseignants quittent durablement le PS ». Autant dire que l'hypothèse d'un départ du ministre est largement envisagée dans le secret des conversations. « Les enseignants ne nous parlent que d'une chose : du départ d'Allègre. Ils ne s'apaisent qu'avec cela », assure une députée. Cela n'empêche pas les socialistes de le regretter, mais c'est

presque devenu une fatalité. « On est dans l'irrationnel, dans le régime de comptes, déplore M. Balligand. Mais l'éducation nationale a pris de mauvaises habitudes. Les enseignants, les lycéens ont déjà obtenu la tête de tellement de ministres... »

Pour répondre à la demande de Lionel Jospin, la plupart des députés ont juré d'aller plaider la cause du ministre dans les lycées. Combien mettent réellement à exécution ce qui s'apparente désormais à une entreprise masochiste ? « J'ai pris rendez-vous dans les quatre établissements de ma circonscription, assure André Vallin (Isère). Mais je ne m'attends pas à une partie de plaisir. » Le ministre, lui, semble encore chercher à les rassurer. Depuis quelques semaines, il a ainsi décidé de recevoir les députés à déjeuner par petites fournées. Histoire de prouver à ces relais que la situation n'est pas tout à fait désespérée.

Raphaëlle Bacqué





## LES CHANTIERS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

## LES ANNONCES

## ► École primaire

LE 28 AOÛT 1998, Claude Allègre présente sa « Charte pour bâtir l'école du XXI<sup>e</sup> siècle ». Ce projet prévoit un recentrage des programmes sur les savoirs fondamentaux : « parler, lire, écrire, compter », un aménagement des rythmes scolaires et une nouvelle conception du métier de professeur des écoles, appelé à devenir le « chef d'orchestre » d'une équipe composée d'aides-éducateurs et d'intervenants extérieurs.

## ► Lycées

CLAUDE ALLÈGRE lance, en janvier 1998, une consultation nationale intitulée « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? », pilotée par Philippe Meirieu. Trois millions de questionnaires sont adressés à tous les lycéens et à leurs enseignants. Un comité scientifique est présidé par Edgar Morin. Lors d'un colloque à Lyon, les 28 et 29 avril 1998, Philippe Meirieu livre quarante-neuf « principes » pour changer le lycée, et Claude Allègre annonce « une rénovation du lycée en octobre 1999 ».

## ► La déconcentration

DÈS SON ARRIVÉE rue de Grenelle, en juin 1997, Claude Allègre affirme sa volonté de « dégraisser le mammoth » et déclare sa préférence pour « un grand service public, simple, décentralisé, permettant aux enseignants d'être proches des décisions qui les concernent ». Il rencontre immédiatement l'opposition du Syndicat national des enseignants de second degré (SNE), qui veut conserver le « mouvement national » des mutations, géré par un ordinateur central à Paris.

## ► Les remplacements des enseignants

LE 4 SEPTEMBRE 1997, Claude Allègre déclenche un tollé syndical en déclarant : « 12 % d'absentisme dans l'éducation nationale, c'est beaucoup trop. » Quelques jours plus tard, il déplore que les enseignants « prennent leurs congés formation sur la scolarité ». Le 14 septembre, il assure qu'il faut « agir vite pour que l'objectif du zéro défaut, avec un professeur dans chaque classe, soit atteint pour la prochaine rentrée ».

## ► Emplois-jeunes

FIN AOÛT 1997, Claude Allègre enclenche un plan de créations d'emplois-jeunes dans l'éducation nationale. Objectif : embaucher 75 000 personnes, titulaires au minimum du baccalauréat, d'ici la fin 1998. En septembre 1997, les rectorats ouvrent des guichets de recrutement.

## ► Enseignement supérieur

A LA RENTRÉE d'octobre 1997, Claude Allègre précise les chantiers de l'université : relance de l'emploi pour les enseignants-chercheurs, plan social pour les étudiants ainsi qu'un plan de développement pour les universités baptisé schéma des universités du troisième millénaire (U3M). A la Sorbonne, les 24 et 25 mai, Claude Allègre et les ministres allemand, britannique et italien adoptent une déclaration commune préconisant une harmonisation européenne des diplômes.

## ► Classes préparatoires

LE DÉCRET du 30 juillet 1998 prévoyant la diminution du taux de rémunération des heures supplémentaires pour financer les emplois-jeunes affecte particulièrement les enseignants de classes préparatoires.

## ► Nouvelles technologies

EN NOVEMBRE 1997, Claude Allègre présente un plan de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication « de la maternelle au lycée ». A l'horizon 2000, chaque élève pourra « accéder à une activité sur support numérique ou audiovisuel ». Le plan ministériel met l'accent sur la formation des enseignants et la production de multimédia éducatif.

## LES RÉALISATIONS

UNE EXPÉRIMENTATION doit être lancée dans le courant de l'année dans mille huit cents écoles, dont la moitié en zone d'éducation prioritaire (ZEP). L'horaire hebdomadaire des élèves (vingt-six heures) comportera désormais deux heures de soutien réservé aux élèves en difficulté. Pendant ce temps, les autres élèves suivront deux heures d'activités artistiques et sportives assurées par des intervenants extérieurs ou des aides-éducateurs.

EN JUILLET, le ministre présente, devant la commission des affaires culturelles du Sénat, les dix « exigences insurmontables » qu'il retient du rapport Meirieu. En décembre, un texte, qui recueille l'accord du SNE, précise les contours de la réforme. Le 4 mars, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) doit examiner les changements qui interviendront dès le mois de septembre en classe de seconde.

EN NOVEMBRE 1997, Claude Allègre tente la déconcentration pour l'année suivante, mais échoue devant la protestation de l'ensemble des syndicats qui estiment la manœuvre prématurée. En juin 1998, soutenu officiellement par Lionel Jospin, il fait passer en force les décrets de la déconcentration lors d'un comité technique paritaire ministériel. Ils ont été publiés en octobre 1998.

EN JANVIER 1998, le recteur Daniel Bloch, président de la table ronde « pas de classe sans enseignant », rend son rapport sur le remplacement des enseignants absents. Le 24 septembre 1998, une note de service paraît au Bulletin officiel : toute convocation des professeurs pour une absence doit remonter par la voie hiérarchique. L'avis des chefs d'établissement est obligatoire pour tout stage de formation. Le 24 janvier M. Allègre déclare : « Aujourd'hui il n'y a plus que 2,5 % de classes sans enseignants ».

ENVIRON 60 000 « aides-éducateurs » travaillent désormais dans des établissements scolaires (écoles primaires et collèges). Le Conseil de sécurité intérieure du 27 janvier a prévu le recrutement de 10 000 emplois-jeunes supplémentaires réservés aux zones sensibles et aux zones d'éducation prioritaire (ZEP).

LE BUDGET 1998 prévoit la création de 4 200 postes d'enseignants-chercheurs. En 1999, les crédits en faveur des bourses d'études augmentent d'environ 10 % mais l'allocation « d'autonomie » est toujours en discussion. Les priorités du schéma U3M, évalué à 60 milliards de francs, sont définies mais elles dépendent des négociations sur les contrats de plan. La réforme de l'« architecture » des études supérieures, baptisée « 3, 5 ou 8 », est vivement contestée par les syndicats d'enseignants et d'étudiants.

LES NÉGOCIATIONS « officieuses » sont actuellement engagées sur l'organisation du temps de service des professeurs. Le ministre repousse la réforme des concours d'accès aux grandes écoles.

SELON le ministre, 85 % des lycées, 53 % des collèges et 10 % des écoles primaires sont connectés à Internet. Un plan d'urgence de 60 millions de francs (9,14 millions d'euros) sur deux ans a été lancé dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) pour assurer la formation des futurs enseignants. Un tiers de la formation continue proposée aux professeurs est désormais consacré aux nouvelles technologies.

## Le Parti communiste veut construire un « nouveau partenariat à gauche »

La liste pour le scrutin européen du 13 juin présentée par Robert Hue ne se veut ni « pro-gouvernementale, ni anti-gouvernementale »

« LE PC BOUSCULE la classe politique », titre le quotidien communiste *L'Humanité* en « une », samedi 20 février. « Une ouverture totale inédite, un acte majeur de la mutation communiste », estime Robert Hue. Face à l'enthousiasme manifesté, vendredi 19 février, par la direction du PCF, qui rendait publique la première mouture de sa liste d'« ouverture » pour les élections européennes (*Le Monde* du 20 février), les grognons se sont montrés très discrets. Vendredi matin, seule une petite dizaine de militants de Champigny-sur-Marne, ville de Georges Marchais, ont manifesté place du Colonel-Fabien. « Cette liste, c'est pour quel programme ? Pour quelle politique ? »

Lors de la réunion du comité national, Jean-Claude Danglot, patron de la fédération du Pas-de-Calais, a bien tenté d'expliquer, sous la « bulle », qu'il s'agissait d'une « liste auberge espagnole, où chacun apporte son manger ». Mais il a accepté de figurer sur la liste, comme les refondateurs Roland Favaro et Annick Davisse, comme le député

Maxime Gremetz ou le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet. « Est-ce que notre identité perd à créer les conditions de cohabitation des acteurs du mouvement social sur une base anti-capitaliste ? », a aussi rassuré Nicolas Marchand, secrétaire fédéral du Val-de-Marne, sans doute satisfait de considérer que les « personnalités extérieures » sont pour la plupart issues d'associations proches du PCF ou de la CGT - Denis Cohen figurera en 13<sup>e</sup> position, avec l'aval du secrétaire général de la confédération, Bernard Thibault. « Les proclamations révolutionnaires n'ont jamais fait un parti révolutionnaire, c'est ce qui nous distingue des gauchistes. »

Pierre Blotin, numéro « deux » du PCF, a d'ailleurs tenu à théoriser, devant le comité national, cette « conception nouvelle du rassemblement », éloigné de tout « tête-à-tête partisan », qui préside désormais aux choix du PCF. Ce dernier rejette tout « rassemblement autour du parti » qui se ferait sur la base « d'accords entre états-majors politiques ».

L'accord en trois points passé entre les 37 candidats suffit, selon lui, à donner une « cohérence » à la liste : l'antilibéralisme, une « réorientation progressiste de la construction européenne », le « respect » des personnalités de la liste. « Personne n'est obligé d'être pro-gouvernemental (...), étant entendu qu'on ne sera pas non plus anti-gouvernemental. »

Un peu plus tard, devant la presse, le secrétaire national a évoqué ce « nouveau partenariat à gauche » mis en place par le PCF pour les élections européennes, « mais aussi au-delà, pour le plus long terme ».

Une manière de répondre à ceux qui souhaitent voir le PS « rééquilibré », au lendemain du 13 juin, par trois formations - Verts, PCF, extrême gauche. Ou à d'autres, à l'extrême-gauche, qui rêvent d'un nouveau parti anti-capitaliste. Le PCF ne jouera pas ce jeu-là. Des convergences, oui, mais souples. Avec un « courant de gens ». Et qu'il veut construire.

Ar. Ch.

## François et Robert, deux amis sur la route de Strasbourg

DOMMAGE ! Cette fois, ils ne feront pas campagne ensemble. Pour les élections européennes, le premier secrétaire du PS et le secrétaire national du PCF devront faire la chasse aux voix séparés. L'an dernier, lors de la campagne régionale, ils ne se quittaient plus. On les voyait, dans les voyages aériens, assis côte à côte, refaire le monde, peut-être la gauche. Un jour, à l'aéroport de Tulle, leur conversation était tellement passionnante qu'ils se sont trompés d'avion et sont montés dans celui de... Laurent Fabius. Robert Hue en rit encore.

Quand on parle de François Hollande à Robert Hue, il soupire, avec un vrai sourire d'amitié : « Ah ! François ! » Quelqu'un parle du second au premier, il affiche leur complicité. « Je ne le connaissais pas avant d'être premier secrétaire, confie-t-il. Depuis, nous avons des relations de confiance, de respect et de sympathie. Il ne fait passer des messages pour Jospin. Et puis, on règle quelques questions locales. » Attention ! François Hollande reste social-démocrate, insiste Robert Hue. Leur amitié « est simplement une façon moderne de faire de la politique », explique-t-il, inquiet qu'on puisse y lire un recentrage suspect.

## « IL A CHOISI DE FAIRE COMME MOI »

Cette complicité, Robert Hue ne l'avait pas avec Lionel Jospin. « Quand je l'ai connu, il est devenu presque tout de suite premier ministre », plaide-t-il sans convaincre. Dans chaque période de tension de la gauche « plurielle », il plaisait volontiers - sans jamais le nommer - sur « certaines personnalités rigides », sur tel responsable « un peu autoritaire ». François Hollande, il l'aime. Les deux hommes préfèrent d'ailleurs leurs tête-à-tête aux rencontres entre délégations. De coups de fil en apartés à l'Assemblée nationale, de meetings en dîners, leurs relations sont « quasi hebdomadaires ». « Quand vous avez fait quinze meetings ensemble, ra-

conte François Hollande en évoquant les régionales, vous connaissez les trucs de votre partenaire. On sait ce que l'autre va dire, le bon mot qu'il a préparé, le moment où il gâche les applaudissements. On en rit avant et... après ! »

« Nous n'avons pas le complexe du responsable d'en face », dit sans sourire le secrétaire national du PCF. Et François Hollande, trois fois plus d'intentions de vote en moyenne, ne s'agace jamais du trait d'égalité que son alter ego trace entre eux. Il sourit à son ami, qui lui fait remarquer que, dans les meetings socialistes, il peut être plus applaudi que lui, ou qu'il a « dîné des parrains » de SOS-Racisme, le 8 février, il a été salué par une « ovation », quand François Hollande est entré presque inconnu. Le premier secrétaire du PS se souvient aussi que dans les premiers mois, Robert Hue « justifiait toujours la participation du PC au gouvernement tout en disant que ce n'était pas facile. Depuis un an, jamais cette question n'est revenue dans nos conversations, même quand il y a des points de friction. » François Hollande ne dissimule pas son plaisir.

En attendant de se retrouver pour soutenir des candidats communs aux élections municipales, tous les deux mèneront la liste de leur parti aux élections européennes. Robert Hue a toujours été persuadé que François Hollande « irait » à la bataille. Sans doute a-t-il ajusté son comportement sur le sien, même s'il affirme sans plaisanter tout à fait : « Il a choisi de faire comme moi. » Le « patron » du PS, ravi, le laisse dire.

Et tous les deux argumentent sur la façon, savante, qu'ils auront de représenter la Corréze et le Val-d'Oise à Strasbourg. Quel bonheur ! Ils se retrouveront aussi à Bruxelles ? Les deux amis sourient. En silence, mais ensemble.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

## Dans le Doubs, une cantonale à contre-emploi

## BESANÇON

de notre correspondant  
En découvrant, fin janvier, dans l'édiction locale de *L'Est républicain*, les visages des deux principaux candidats à l'élection cantonale partielle du dimanche 21 février au Russey (Doubs), l'électeur crut d'abord que les choses étaient dans leur ordre naturel, et il se dit que c'était bien ainsi. Colonne de gauche, s'offrait à lui l'image d'un quinquagénaire décontracté, à la barbe fleurie et à la tignasse rebelle, Daniel Leroux, tandis qu'en face, colonne de droite, s'affichait un quadra forcément dynamique, Gilles Robert, dont les cheveux taillés court, la veste sombre et la cravate nouée avec rigueur fleurait la fermeté. Chaque camp jugea donc qu'il se serait dignement représenté et que la bataille d'idées entre ces professeurs de l'enseignement public se serait loyale.

## DANGEREUSEMENT « ÉCOLO »

Mais, au terme d'une analyse plus fine de la situation, il fallut se rendre à l'évidence : le candidat de droite était, en réalité, celui qu'on subodorait être de gauche, et vice versa. Conseiller général sortant, contraint par la loi anticumul d'abandonner ce fief où il avait été réélu dès le premier tour en mars 1998 avec 64,3 % des voix,

Jean-François Humbert, président UDF-PPDF de la région de Franche-Comté et sénateur du Doubs, revendiquait fièrement l'héritier atypique qu'il s'était choisi, sans trop se soucier de sa silhouette à contre-emploi, ni des remous que ce dernier commençait à susciter. Quant à M. Leroux, il annonça qu'il était « sympathisant » UDF, que sa désignation avait été « votée par une majorité des maires du canton », qu'il était lui-même premier magistrat du bourg de Mont-de-Laval et directeur fondateur de *La Racontotte*, aimable revue vouée à « la défense de la nature, de l'écologie rurale et des traditions franc-comtoises ».

En dépit de la légitimité de cette investiture, confirmée par le président du conseil général du Doubs et sénateur RPR Georges Gruillot, la colère d'une partie de la droite fut immédiate. Comme il ne se reconnaissait guère en Daniel Leroux, jugé de gauche et dangereusement écolo par beaucoup, Léon Duquet, maire de La Chevalotte et secrétaire cantonal du RPR, démissionna illico de la présidence du syndicat intercommunal (Sivom) du Russey, « en signe de protestation » contre une « manœuvre » du président Humbert destinée, à ses yeux, à l'écartier de sa succession, qu'il guignait. Et il encouragea un de

ses proches, Henri Maillot, cultivateur au village du Barbour, élu FNSEA à la chambre d'agriculture et président de l'Association du massif du Jura, également membre du RPR, à se présenter « à titre personnel » et sous la prudente étiquette divers droite.

Acculé, M. Leroux révéla alors qu'il appartenait finalement, comme M. Humbert, au PPDF, mais sans préciser depuis quand. Soucieux de se démarquer de Dominique Voynet, la ministre régionale, il expliqua aussi que « l'écologie rurale » dont il se prévalait « se distinguait de l'écologie des mouvements des écologistes par son souci de maintenir et de développer des activités à la campagne », notamment « la chasse ». Enfin, il assura à son canton catholique, autrefois surnommé la petite Vendée, qu'il partageait avec lui « des valeurs telles que la reconnaissance de l'école privée et la défense de la famille traditionnelle, en opposition avec les initiateurs du projet de PACS ». Surpris par cette division insérée de la droite, Gilles Robert, candidat du PS, se prend désormais à rêver. « Certes, la gauche n'a jamais pu l'emporter ici au cours de ce siècle... Mais nous allons changer de siècle ! », sourit-il.

Jean-Pierre Tenoux

ri-  
ti-  
u-  
le  
de  
le  
de  
a-  
ait  
ou  
Un  
te-  
ux  
ice  
es  
m-  
nt  
  
ger  
i a  
de  
pas  
et  
est  
oce  
s à  
  
sau-  
mi-  
se-  
im-  
née  
ne-  
ssé  
ont  
ogé  
in-  
qui  
hard  
vision  
29  
  
e page 13  
2001  
e l'ont  
19  
22  
25  
26  
28  
29  
29



## La direction de la CFTC affronte une crise ouverte

Plusieurs fédérations dénoncent l'« autoritarisme » et le « cléricisme » du président de la centrale chrétienne

À NEUF MOIS de son prochain congrès confédéral, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) est confrontée à un violent mouvement de contestation interne. Le malaise couvait depuis des mois. Aujourd'hui, une poignée de militants menacés d'exclusion s'opposent ouvertement à l'équipe du président Alain Deleu. La révolte a pris la forme de « tribunes libres » enflammées, publiées en janvier dans le dernier numéro du magazine de la fédération des employés du commerce, cadres, techniciens (Fectam), la sixième fédération de la CFTC.

Son secrétaire général, Gilles Delmotte y dénonce les « persécution » subies par ses militants et le « machiavélisme » d'une direction qui gouverne « sans préoccupation morale, en employant la ruse et la mauvaise foi pour parvenir à ses fins ». Un peu plus loin, c'est le vice-président du syndicat des employés du commerce et de l'industrie (SECI), Christophe Devaivre, qui s'interroge sur la présence de « staliniens » à la CFTC, avant d'appeler à une « purge démocratique » du bureau confédéral au prochain congrès, pour éviter à la confédération de « se recroqueviller jérusalemment dans une attitude monolithique de crevard ».

Peu habitués à de telles envolées, le bureau confédéral a aussitôt dénoncé une attitude portant « un préjudice extrêmement grave à la CFTC ». La menace de sanctions n'a pourtant pas fait reculer les syndicalistes frondeurs, ulcérés par la réforme des fédérations entreprise par Alain Deleu dans un souci de « modernisation et d'efficacité ». Derrière la réduction du nombre des structures professionnelles de vingt-huit à dix-sept, les militants accusent les membres de l'équipe confédérale de vouloir « accroître leur contrôle sur les syndicats » et « dissoudre sans concertation toutes les fédérations qui les dérangent ».

« Nous sommes une organisation syndicale qui s'inspire de la morale sociale-chrétienne, pas un mouvement de l'Eglise catholique »

La révolte des syndicalistes du commerce apparaît comme le dernier épisode d'une guerre larvée qui déchire la centrale chrétienne depuis son échec aux élections prud'homales de décembre 1997, où la CFTC avait enregistré une perte de 100 000 voix. Quelques semaines plus tard, deux vice-présidents de la centrale - Bernard Ibal, responsable de l'union des cadres, et Jean-Paul Probst, président de la Caisse nationale des allocations familiales - ouvraient les hostilités en annonçant la création de l'association Syndicalisme d'abord pour défendre une image de la CFTC « plus ferme que celle de la recherche du compromis ». Les contestataires dénonçaient la « logique de confiscation du pouvoir » de l'équipe dirigeante, à qui ils reprochaient son mode de fonctionnement trop autoritaire et la malhonnêteté de la fédération de l'éducation privée - la première de la CFTC, dont sont issus Alain Deleu et le trésorier Guy Fazilleau - sur l'appareil syndical.

Au siège de la centrale, la naissance de cette association avait été condamnée comme un « acte de défiance » ayant jeté « un trouble profond dans l'esprit des militants ». La démocratie et la liberté caractérisent notre mouvement, explique Alain Deleu. Mais parfois, il faut mettre de l'ordre. A la demande du conseil confédéral, les responsables de Syndicalisme d'abord étaient invités, en septembre 1998, à dissoudre leur association. « On

nous a demandé de nous taire, se rappelle Roger Pol-Cottreau, secrétaire général de la fédération des cadres. Mais cela n'a pas changé les attitudes, d'un côté comme de l'autre. » Il n'y a plus aucun dialogue possible, résume Michel Momont, président de la Fectam. Nous nous heurtons à une pensée unique qui ne peut souffrir d'être contestée. »

Depuis le début de l'année, le ton est encore monté d'un cran avec la diffusion, dans les fédérations, de tracts anonymes mettant violemment en cause le président de la CFTC. Intitulées « Opinions militantes », ces feuilles dénoncent l'« autoritarisme du guide et de ses chiens de garde » et la « contagion néo-fasciste (Travail, Famille, Europe) colportée par les talibans du motus Dei et autres dérivés charismatiques ». Face à ces « comportements inacceptables », les instances dirigeantes ont estimé qu'il n'y avait « pas de meilleure réponse » que de demander aux responsables syndicaux de leur témoigner une « pleine solidarité ».

Alain Deleu refuse tout commentaire sur la multiplication des attaques directes ou clandestines dont il fait l'objet. « Les tracts anonymes n'existent pas », lâche-t-il simplement. Si les contestataires condamnent unanimement ce type d'action, ils en reprennent pourtant les accusations en s'alarmant notamment de la « radicalisation croissante » de l'équipe dirigeante. « Nous sommes une organisation syndicale qui s'inspire de la morale sociale-chrétienne, pas un mouvement de l'Eglise catholique », déclare Roger Pol-Cottreau. « Notre syndicalisme chrétien se dévoue complètement en servant aux extrémismes de tout bord », renchérit Gilles Delmotte. Alain Deleu balaye toutes les rumeurs d'un sourire : « La CFTC est indépendante des partis politiques et des Eglises, rappelle-t-il. Le cléricisme, il n'est pas chez nous. Notre philosophie est aussi aux antipodes de celle du Front national », ajoute-t-il, en précisant toutefois qu'on ne « peut pas demander aux nouveaux adhérents pour qui ils votent ».

A quelques jours d'un conseil confédéral qui doit statuer, les 25 et 26 février, sur les sanctions infligées aux mutins, les syndicalistes de la Fectam se disent prêts « à aller jusqu'au bout ». « Si la Fectam coule, la CFTC coule avec nous », préviennent-ils. De son côté, Bernard Ibal tente de calmer le jeu et qualifie cette querelle de « tempête dans un verre d'eau ». Celui qui ne cache pas son ambition d'être candidat au prochain congrès évoque la culture « très spéciale » de la centrale chrétienne : « Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la scission de 1964 est encore présente dans beaucoup d'esprits, explique-t-il. Dès qu'une critique se formule, elle est tout de suite considérée comme une dissidence. »

Alexandre Garcia

## Le Conseil d'Etat pourrait contrôler les actes administratifs du Parlement

Remise en cause d'une jurisprudence vieille de plus d'un siècle

Dans le cadre d'une affaire examinée, vendredi 19 février, par le Conseil d'Etat, le commissaire du gouvernement a proposé de redéfinir l'immunité juridictionnelle dont jouissent, depuis 1872, l'Assemblée nationale et le Sénat. La décision du Conseil d'Etat doit intervenir dans le courant du mois de mars.

LORSQU'ELLES se comportent comme des administrations, les Assemblées parlementaires sont-elles au-dessus des lois ou doivent-elles être contrôlées par un juge ? Le Conseil d'Etat a dû se poser cette question, vendredi 19 février, avant d'examiner un contentieux opposant l'Assemblée nationale à une petite entreprise, Gilaudy électronique, à propos de marchés d'équipement audiovisuel. Le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant chargé de présenter l'affaire), Catherine Bergeal, a proposé de rompre avec la jurisprudence, plus que centenaire, qui garantit l'immunité juridictionnelle aux actes administratifs de l'Assemblée et du Sénat. Elle a souhaité que la justice administrative se prononce non seulement sur les marchés qui passent les deux Assemblées, mais aussi sur tous les actes administratifs qu'elles peuvent prendre. Si le Conseil d'Etat suit M<sup>me</sup> Bergeal, ce sont non seulement des dépenses portant sur des millions de francs, mais aussi des décisions de toutes natures, souvent opaques, qui pourront être contrôlées.

Le Conseil d'Etat était saisi par l'Assemblée, qui lui demandait d'annuler un jugement rendu, en 1994, par le tribunal administratif de Paris, en faveur de Gilaudy électronique (lire ci-dessous). L'Assemblée estimait que le tribunal n'avait aucune compétence pour agir. Par la voix de son avocat, M<sup>me</sup> Claire Waquet, elle soutenait, en se fondant sur la jurisprudence, que le juge de l'administration n'a pas à contrôler les actes pris par les deux Assemblées du Parlement, car ces dernières, même lorsqu'elles exercent un pouvoir de gestion, ne sauraient être considérées comme des autorités administratives, ce que contestait l'avocat de Gilaudy, M<sup>me</sup> Pascal Dumoutet.

Le caractère sensible de l'affaire lui a valu de passer devant la plus haute formation de jugement du

Conseil d'Etat : l'assemblée du contentieux. M<sup>me</sup> Bergeal a admis que le revirement de jurisprudence proposé se heurterait au « poids de l'histoire » que représentent « 127 années de jurisprudence constante ». Depuis 1872, en effet, le Conseil d'Etat s'est presque constamment déclaré incompétent pour trancher les litiges qui lui étaient soumis, qu'il s'agisse de l'admission du public et de la presse aux séances de l'Assemblée, d'accidents causés par des véhicules parlementaires, ou de l'attribution d'allocations de secours aux anciens députés se trouvant sans emploi.

« De cet édifice jurisprudentiel, de ce temple plutôt », a ironisé M<sup>me</sup> Bergeal, aucun commissaire du gouvernement n'a jusqu'à présent osé « secouer les colonnes ». Or, M<sup>me</sup> Bergeal estime que la conception de la séparation des pouvoirs sur laquelle repose la thèse de l'immunité juridictionnelle ne se justifie « que dans un contexte historique disparu », celui des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, où « le Parlement est le seul à exprimer la volonté générale et acquiesce, du fait de la souveraineté qu'il incarne seul, un caractère sacré ». Ce caractère sacré s'étend à l'ensemble des actes qu'il prend, y compris les lois.

### ENGAGEMENTS EUROPEENS

Or, observe M<sup>me</sup> Bergeal, sous la V<sup>e</sup> République, le Parlement n'est plus le seul pouvoir issu du suffrage universel. « Surtout, ses lois ne sont plus ce qu'elles étaient : elles font l'objet d'un contrôle de constitutionnalité ou de conventionnalité. Dans ces conditions, les actes administratifs qu'il prend ne doivent plus bénéficier de la même immunité. M<sup>me</sup> Bergeal propose que le principe de la séparation des pouvoirs ne repose plus sur un « critère organique », mettant en cause la nature de l'autorité qui prend un acte, mais sur un « critère matériel », mettant en cause la nature de l'acte pris (administratif ou légis-

latif). Un tel revirement de jurisprudence imposerait, en outre, une nouvelle interprétation de l'ordonnance du 7 novembre 1958, relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. L'un de ses articles a prévu que le juge ne peut décliner sa compétence en cas de dommages causés par les services des Assemblées ou de litiges concernant les agents. Or, « pour nombre de commentateurs » et pour l'Assemblée nationale, l'affirmation de cette double compétence a été entendue comme exclusive : le principe de l'immunité serait consacré dans les matières que l'ordonnance ne touche pas expressément.

M<sup>me</sup> Bergeal a jugé cette interprétation « erronée », car peu compatible avec les intentions des « autorités politiques de 1958 », qui « mettaient en place le parlementarisme rationalisé ». En outre, elle l'a jugée contraire aux engagements européens de la France : les directives « recours » du 21 décembre 1989 et du 25 février 1992 imposent notamment que « les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour assurer que les décisions prises par les entités adjudicatrices peuvent faire l'objet de recours efficaces ». Pour assurer ce droit de recours, le Conseil d'Etat doit accepter de juger les marchés publics des entités adjudicatrices que sont les Assemblées.

M<sup>me</sup> Bergeal a estimé que « s'il s'agit de fixer à nouveau pour un siècle les limites de la compétence du juge, ces dernières doivent s'étendre à d'autres matières que le contrôle des marchés. Elle a prévenu qu'elle ne « sous-estime pas la portée du revirement » ainsi proposé. Après quoi, elle a proposé de juger que l'Assemblée, en lançant des appels d'offre pour son équipement audiovisuel, a commis des infractions au code des marchés, comme le soutenait l'entreprise Gilaudy.

Rafaële Rivals

## Des marchés publics litigieux passés par l'Assemblée

LONGTEMPS, l'Assemblée nationale s'est peu soucée de s'appliquer à elle-même les lois qu'elle votait en matière de marchés publics, « le législateur faisant ce qu'il veut », selon l'expression consacrée au Palais-Bourbon. Le paradoxe veut que le Conseil d'Etat juge aujourd'hui l'une des premières opérations ayant donné lieu au respect de ces règles, et qu'il se prépare à en condamner la mauvaise application.

Le litige examiné vendredi 19 février porte sur deux marchés passés en 1991 et 1992, pour remplacer un matériel audiovisuel vétuste, consacré à l'archivage des débats, par un équipement moderne, destiné à l'approvisionnement en images les chaînes de télévision, et pour assurer l'entretien dudit équipement.

A la demande de son président

de l'époque, Laurent Fabius, l'Assemblée a lancé en 1991 un appel d'offres auquel ont répondu six sociétés, dont Gilaudy Electronique, petite entreprise du quartier, qui travaillait pour le Palais-Bourbon depuis les années 60, sans trop souffrir d'une véritable concurrence, selon plusieurs observateurs. Le collège des questeurs déclare l'appel d'offres infructueux et passe un marché négocié avec un groupement d'entreprises, dont Philips et Thomson. Il conclut ensuite un marché d'entretien avec TDF.

Stimulant injustement évincée, Gilaudy a attaqué l'Assemblée devant le tribunal administratif de Paris et obtenu gain de cause en 1994, sans que cela change quoi que ce soit dans les faits, son recours n'étant pas suspensif. L'Assemblée ayant fait appel, Catherine Bergeal,

commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, estime irrégulière la décision de juger l'appel d'offres infructueux, et non conforme aux règles relatives aux procédures d'appel d'offres la passation du marché d'entretien.

Un autre contentieux est encore pendante, devant le tribunal administratif de Paris. Il concerne la modernisation du système de vote électronique, voulue par Philippe Séguin. L'Assemblée ayant résilié, en 1993, le contrat que Gilaudy avait obtenu en 1975, cette dernière demande une indemnité de 7 millions de francs, en réparation du préjudice causé par cette « rupture sans préavis ». A titre de provision, le tribunal a condamné l'Assemblée à lui verser 1 million de francs.

R. R.

## Le procès expéditif du « groupe Manouchian », le 21 février 1944

IL Y A cinquante-cinq ans, le 21 février 1944, vingt-deux résistants de six nationalités différentes étaient fusillés par un peloton d'exécution de la Wehrmacht au mont Valérien, près de Paris. La vingt-troisième, une femme de trente-deux ans, devait être décapitée quelques semaines plus tard à Stuttgart. Alors connus sous le nom de « groupe Manouchian », ces communistes juifs, hongrois, italiens ou polonais appartenait à l'organisation clandestine Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), dirigée à Paris par le poète arménien Missak Manouchian. Le Mouvement des Arméniens de France pour le progrès (MAPF) leur rendra hommage, dimanche 21 février, au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine. Une plaque à la mémoire des membres du groupe sera dévoilée, lundi 22 février, au 36, rue du Groupe-Manouchian, par le sénateur et maire du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Michel Charzat.

Trois jours avant leur exécution, les résistants communistes avaient été condamnés à mort, au terme d'un procès dont les Allemands avaient fait une vaste opération de propagande. A la « une » de la presse collaborationniste de Paris et de la zone Sud pendant plu-

sieurs jours, le procès des « terroristes juéo-communistes » devait en effet servir à discréditer la Résistance, en la présentant comme une « armée du crime » composée d'étrangers et de juifs. Selon René Bénédicti, dans L'Œuvre du 19 février 1944, « une trentaine de journalistes de Paris, de province et de l'étranger » étaient présents dans « une immense salle lambrissée d'or » où se sont déroulées « quatre longues audiences ». Et la presse relate en détail, durant cinq jours, les « attentats » et les « actes de banditisme » commis par les membres du groupe Manouchian, cette « horrible galerie de terroristes » aux « visages visqueux » et aux « regards fuyants ». A l'issue du procès, « l'officine rouge », réunissant les visages et les noms de dix d'entre eux, allait être placardée dans toute la France.

Cinquante-cinq ans plus tard, l'historien Adam Rayski révèle que ce « grand procès » du groupe Manouchian n'a jamais eu lieu, du moins tel qu'il a été relaté par la presse de l'époque. Dans le dernier numéro de La Lettre des résistants et déportés juifs, qu'il dirige, cet ancien responsable national des FTP-MOI pendant la guerre publie le « seul et unique » document officiel rendant compte du procès : il s'agit du verdict manuscrit du procès, tiré du

registre du tribunal militaire près du commandant du Grand-Paris et retrouvé, après des années de recherche, par l'historien allemand Ahlrich Meyer au Bundesarchiv d'Aix-la-Chapelle.

Selon M. Rayski, ce document « révèle que tout s'est passé en une seule journée, et très probablement dans la matinée du samedi 19 février 1944 ». La réception du dossier d'accusation, le procès, le verdict, la confirmation du verdict par le commandant en chef von Stulpnagel et le classement définitif du dossier y apparaissent sous la même date. Le « vrai procès s'est réduit à quelques gestes administratifs », note M. Rayski, avant d'ajouter : « Si on considère la rapidité avec laquelle l'opération a été menée, on peut également supposer que les accusés ont été réunis seulement pour entendre la lecture du verdict. (...) Ils n'ont certainement pas eu la faveur de raconter leurs faits d'armes. » Et M. Rayski conclut que « le tapage propagandiste était destiné à l'opinion française : les reportages n'étaient que des reproductions de notes diffusées par l'Office français d'information (OFI) sous le contrôle de Vichy. Les versions se ressemblaient à la virgule près. »

A. Ga.

## Le conseil régional de Midi-Pyrénées a adopté son budget

LE CONSEIL régional a adopté, vendredi 19 février, le budget de la région Midi-Pyrénées par 42 voix contre 41 et 8 abstentions. Malgré la situation minoritaire des groupes de la gauche « plurielle » (41 conseillers sur 91), le président, Martin Malvy (PS), est parvenu, de justesse, à éviter les mésaventures survenues, mardi 16 février, à son collègue de la région Aquitaine, Alain Rousset (PS) (Le Monde du 17 février). Son budget a bénéficié du vote positif d'un des deux élus « Chasseurs » ainsi que de l'abstention de 5 membres du groupe Rassemblement des républicains pour la région (RRR) qui, bien que classés divers droite, ont déclaré, par la voix de leur président, André Trigano, que « la région devait pouvoir continuer son action ». Les deux élus de la LCR se sont également abstenus ainsi que l'autre élu « Chasseur ». Les groupes UDF, RPR et les élus des deux Front national ont voté contre. L'ancien président de la région, Marc Censi (UDF), a dénoncé à la fois l'« incendie fiscal » et le « manque d'ambition » de ce budget. (Corresp. rég.)

### DÉPÊCHES

■ DROITE : Philippe Séguin plaide à nouveau, dans un entretien accordé au Figaro (daté 20 février), pour l'union de l'opposition aux élections européennes du 13 juin. « Il y a une liste socialiste, il doit donc y avoir en face une liste d'union de l'opposition », déclare le président du RPR. L'anormalité commence avec les autres listes.

■ UDF : Hervé de Charette, président-délégué de l'UDF, a affirmé, vendredi 19 février, sur France Inter, que « le choix de l'UDF » de faire sa propre liste pour les élections européennes « était fait » et que « le débat était clos », au lendemain du plaidoyer de Valéry Giscard d'Estaing en faveur d'une liste d'union derrière Philippe Séguin (Le Monde du 19 février). « Ce qui a été choisi, c'est de faire plusieurs listes correspondant à la différence des sensibilités sur l'Europe », ajoute-t-il.

■ GAUCHE : l'ancien premier ministre, Michel Rocard, a jugé, vendredi 19 février sur LCI, que la liste pour les élections européennes menée par le secrétaire national du PCF, Robert Hue, « est superbement décorative ». Mais il s'est interrogé sur « la compétence en matière européenne » des candidats qui y figurent. « J'ai eu l'impression que c'est le cadet de leurs soucis », a ajouté M. Rocard.

■ ECOLOGISTES : Antoine Waechter, tête de liste du Mouvement écologiste indépendant aux élections européennes, s'est défendu, vendredi 19 février, des accusations de dérive vers certains mouvements d'extrême droite (Le Monde du 18 février). Il a assuré que « la pensée écologiste n'a strictement rien à voir avec la pensée d'extrême droite, avec le nationalisme, la xénophobie, le national-égoïsme ».

DETAILLANT - GROSSISTE  
VEND AUX PARTICULIERS  
Toutes les grandes marques à 2x meilleurs prix

Recommandé par Paris Pour Choisir, Paris Choisir, etc.

MATELAS • SOMMIERS

foies ou réveillés - toutes dimensions

SWISSFLEX - TRESA - EPEDA - PUELLI

SIMONSON - DUNLOPILLO - BULTEX - etc.

Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clio-Clio

CORIN - TISSUS - ALICANTARA

Stalder - Berleau - Coulon - Sautou etc.

5500 m2 d'exposition

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville

Paris 19ème - M<sup>o</sup> Télégraphe

• 50, avenue d'Italie

Paris 13ème - M<sup>o</sup> Place d'Italie

01.42.08.71.00

7 jours sur 7

VENTES PAR TEL. POSSIBLE







# PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FÉVRIER 1999

## Les non-dits de Michel Lucas devant la Cour de justice de la République

Dans un rapport de 1991 qui a lancé l'affaire du sang contaminé, Michel Lucas ne faisait aucune allusion au problème des collectes de sang en prison. Il était pourtant, en 1983-1984, chef de l'IGAS, qui enquêtait en milieu carcéral. Et il participait, en 1985, au « comité santé-justice »

C'EST un témoin en trompe-l'œil qui s'exprime, vendredi 19 février, devant la Cour de justice. Un témoin attendu, qui démontre que le non-dit peut se monter parfois si haut en un prétoire. Ancien chef de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), aujourd'hui président de l'Association pour la recherche sur le cancer, Michel Lucas est l'auteur d'un rapport qui, en septembre 1991, mit le feu aux poudres dans l'affaire du sang contaminé. Jetant une ombre sérieuse sur la conduite des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), ses conclusions avaient nourri l'instruction du « premier procès du sang », qui aboutit aux condamnations des docteurs Garreta et Allain, et de Jacques Roux, ancien directeur général de la santé.

Dans ses annexes, le rapport Lucas contenait aussi une petite « bombe » : le compte-rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985, dans lequel il était mentionné que « le cabinet du premier ministre [avait] demandé que le dossier d'enregistrement du test Abbott [soit] retardé encore quelque temps au Laboratoire national de la santé ». L'autre affaire du sang contaminé, touchant aux politiques, était née.

Le procureur général Jean-François Burgelin pose d'entrée une question à Michel Lucas sur l'application, en France, des mesures de sélection des donneurs de sang préconisées par une circulaire de la Direction générale de la santé (DGS) du 20 juin 1983. Et sur la décision - apparemment contradictoire - de la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, six mois plus tard, d'augmenter les rythmes des collectes dans les prisons, où était pourtant concentrée une forte proportion de toxicomanes, et donc de sujets « à risque ».

Mais Michel Lucas, posément, préfère d'abord évoquer quelques généralités. Il évoque la commande du rapport de 1991, qui conclut à l'existence de dysfonctionnements dans la mise en place du dépistage du sida en 1985 : « Je devais établir la réalité et la chronologie des faits, apprécier un circuit de décisions, faire apparaître des dysfonctionnements, sans situer les responsabilités ». Il indique d'avoir eu que peu de temps pour mener l'enquête et avoir « rencontré des résistances pour avoir des documents écrits », dont le compte-rendu de la réunion du 9 mai 1985.

Il en vient alors aux problèmes des collectes en milieu carcéral. Son rapport de 1991 n'en faisait nulle mention mais il précise avoir confié à un inspecteur de l'IGAS, un an

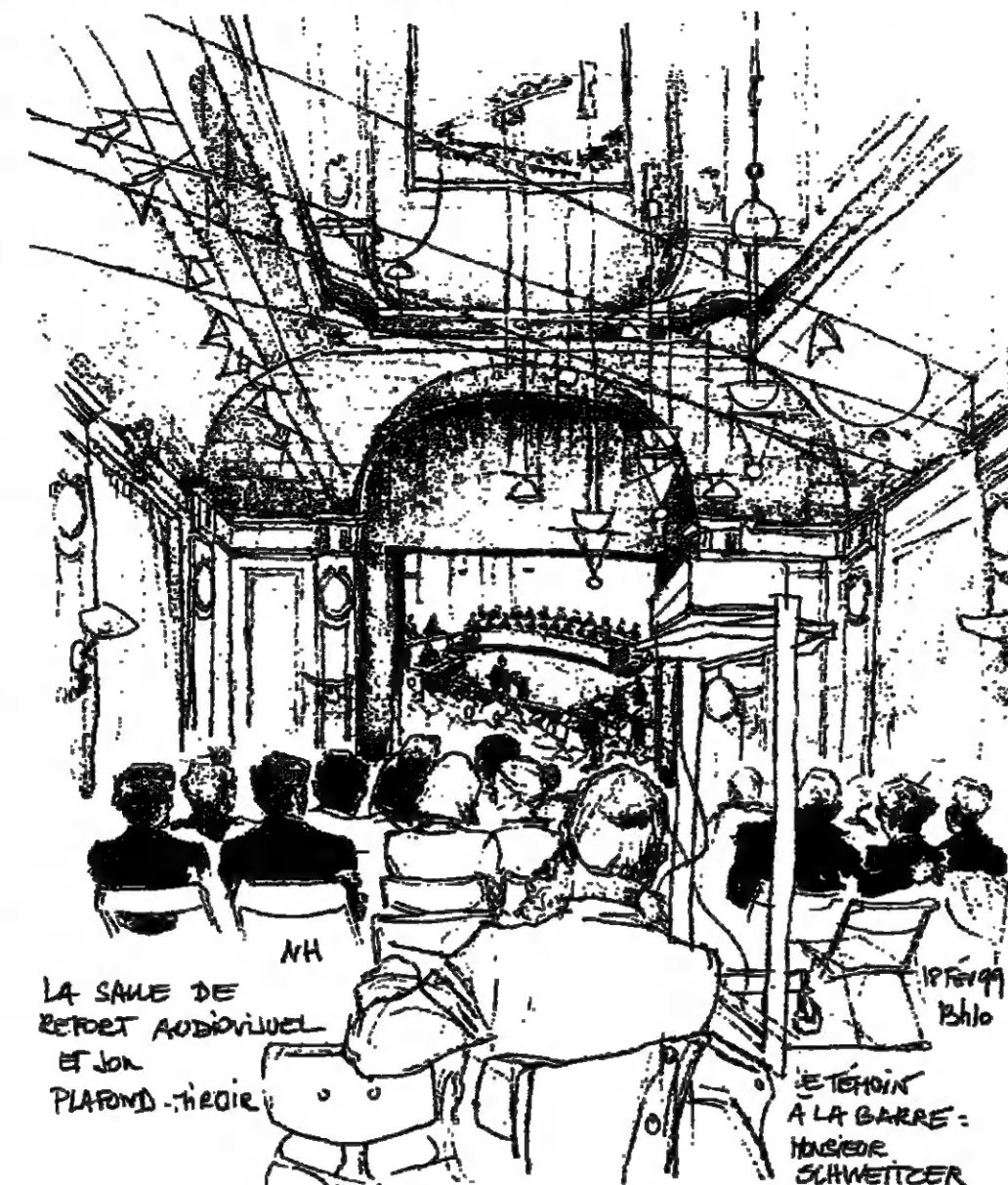
après la publication de ce document, une enquête sur le sujet. « Deux cents pages très fouillées », dit-il. Elles montrent que ces collectes, qui ont représenté 0,37 % du total des dons ont été à l'origine de 25 % des contaminations en 1985, une année au cours de laquelle elles commençaient pourtant à diminuer.

« Dans ce rapport, explique Michel Lucas, il est précisé que la circulaire de la direction générale de la santé (DGS) du 20 juin 1983 [préconisant d'écarter les sujets « à risque »] n'avait pas été portée à la connaissance de l'administration pénitentiaire, qu'elle n'avait pas été publiée au Journal officiel. L'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, proteste : « Il est faux de dire que cette circulaire n'était pas connue. Elle a été très connue. Un communiqué de presse avait été lancé dix jours auparavant. Mais on ne voulait pas focaliser sur des lieux « à risque ». Seulement sur des personnes ». Et, sec, il ajoute : « A aucun moment, y compris en 1985, il n'a été proposé d'interdire de prélever du sang dans les prisons. Pas même par les « comités santé-justice ».

### IL N'Y AVAIT PAS LIEU

Chacun le sait, personne n'a pas encore voulu le dire, mais Michel Lucas le reconnaît enfin : à partir de juin 1984, il fut membre (et non coprésident comme indiqué dans *Le Monde*) des fameux « comités santé-justice », dont la création fut validée par un décret de 1985. Et en 1983 et 1984, l'Inspection générale des affaires sociales, dont Michel Lucas était le chef, enquêtait dans les prisons. « Rien, dit-il, n'a attiré l'attention sur les collectes de sang. » Pas avant que des études soient réalisées grâce aux tests et parviennent à la connaissance de l'administration, en juin 1985.

Alors que l'ancien directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux, avait fortement mis en cause la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, l'ancien patron de l'IGAS évoque, lui, des « désaccords » et des « intérêts contradictoires » au sein de la DGS, la transfusion sanguine insistant, selon lui, sur ses besoins en matière première. Il souligne qu'une demi-page dans un projet de circulaire de la DGS, devant paraître le 2 octobre 1985, prévoyait de suspendre ces collectes. Le passage, dit-il, a été supprimé. Il indique enfin que M<sup>me</sup> Ezratty a téléphoné début août 1985 aux directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire pour interrompre ces prélèvements - une circulaire les interdira le 11 octobre 1985 - ce qui n'empêchait pas certains centres de continuer à collecter. « Il n'y avait pas lieu de réduire ces collectes », affirme Michel Lucas. L'administration pénitentiaire ne pouvait pas s'opposer à un droit de la personne. Et de reporter la faute sur les centres de transfusion sanguine : « Eux avaient connaissance de la circulaire de juin 1983 [de la DGS sur la sélection des donneurs « à risque »]. Ils ne l'ont pas plus appliquée dans les prisons que dans d'autres lieux ».



LA SAUVE DE RETOUR AUDITIONNEL ET SON PLAFOND THÉORIE

LE TÉMOIN À LA BARRE : HUGO SCHWEITZER

pas certains centres de continuer à collecter. « Il n'y avait pas lieu de réduire ces collectes », affirme Michel Lucas. L'administration pénitentiaire ne pouvait pas s'opposer à un droit de la personne. Et de reporter la faute sur les centres de transfusion sanguine : « Eux avaient connaissance de la circulaire de juin 1983 [de la DGS sur la sélection des donneurs « à risque »]. Ils ne l'ont pas plus appliquée dans les prisons que dans d'autres lieux ».

Puisque Michel Lucas est homme de multiples rapports, le président Le Guenhec l'interroge maintenant sur une enquête qui lui avait été confiée par le secrétaire d'Etat Edmond Hervé, à l'époque des faits, en février 1985, portant sur le CNTS et destinée à examiner tant la qualité des produits sanguins délivrés par l'établissement que sa gestion.

Les conclusions, formulées pendant l'été 1985, sont pour le moins surprenantes.

Une note de la DGS du 12 mars 1985 indiquait que les produits du CNTS étaient « probablement tous contaminés » mais l'IGAS, elle, les jugeait « de qualité satisfaisante, bien meilleure qu'auparavant. » Ne pensez-vous que ce rapport rassurant a pu endormir la vigilance des ministres ? demande le président. « A posteriori, j'en veux beaucoup à ceux qui nous ont lancés dans cette enquête sans nous donner des informations », répond Michel Lucas.

Gérard Welter, conseiller d'Edmond Hervé, trouve l'explication un peu courte : « A votre avis, comment imaginer que la personne qui vous a demandé ce rapport puisse conclure différemment que vous ? » Et d'expliquer celui qui connaissait, à l'évi-

dence, à partir du deuxième semestre 1985, l'impact des collectes de sang dans les prisons sur les contaminations et disposait d'informations sur le CNTS et la qualité de ses produits sanguins, toutes choses pourtant tuées dans son rapport de 1991 qui accélèrent le processus judiciaire : « Vous disiez avoir rencontré des difficultés pour trouver des documents utiles à votre rapport de 1991, monsieur Lucas. Mais ce rapport de 1985, c'est vous qui l'avez fait, vous le connaissez. Et vous n'en avez pas fait mention en 1991 ! Le dysfonctionnement, en l'espèce, c'est que vous avez peut-être eu peur à un moment d'être interrogé ».

Avec Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius et actuel PDG de Renault, l'audience revient un moment sur l'organisation du travail à Mat-

ignon, le circuit des notes, la notion de risque : « A l'époque, je me souviens de ce chiffre : on comptait seulement trois cas de sida transfusionnel en France (...). La conscience du problème sanitaire, aujourd'hui aveuglante, presque oppressante, à l'époque n'existait pas ».

### LEVER LES MALENTENDUS

L'ancien directeur de cabinet justifie ainsi implicitement que l'aspect industriel et concurrentiel ait pu, dans ces notes, prendre le pas sur le risque sanitaire. A cet égard, la saisie du premier ministre de son conseiller à l'industrie, explique-t-il, est significative. Il juge que l'implication du chef de gouvernement « n'était pas nécessaire, mais utile » et qu'elle ne dessaisissait rien les ministères. Puis, lettre en main, rétroprojecteur à l'appui, il veut « lever les malentendus » qui, selon lui, ont pu suggérer que Matignon se soit opposé à ce qu'Edmond Hervé annonce, trois semaines avant Laurent Fabius, la généralisation du dépistage. Cela relèverait, selon lui, d'une incompréhension du côté scientifique, François Gros.

Puis, progressivement, l'audience s'éloigne des faits. Maurice Abiven, médecin hospitalier, entretient, en témoin de moralité, son étonnement d'avoir lu qu'il ait reproché à Edmond Hervé une « apathie », un manque d'attention, alors que le ministre s'engageait, à cette époque, sur le dossier des soins palliatifs aux malades mourants auquel il participait. Enfin, Paul Ricoeur offre à Georges Dufour, l'« amie » qui l'a cité à la barre, ses mots de philosophe pour donner du sens à la formule proverbiale : « Responsable : je suis prêt à répondre de mes actes ; mais pas coupable : je ne me reconnais pas de faute ».

Paul Ricoeur s'attache ensuite à « un mal français institutionnel » : quand le « scandale » éclata, demande-t-il, « pourquoi fut-il pris en charge par la presse ? non par le Parlement ? Ce fut une censure du pouvoir incapable d'ouvrir une investigation politique. C'est dans la culture politique de l'avoir pas le sens du débat contradictoire. D'où le scandale par la presse. Voilà la pénalisation, faute d'un traitement politique de ces dysfonctionnements. Et d'imaginer une « cour civique », « à la bifurcation du pénal et du politique », une « commission d'enquête permanente, où l'on s'acharnerait à la minute des choix » et « à l'on pourrait, en définitive, « demander des comptes au politique ».

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschimidt

## M. Mazeaud : « On confond responsabilité politique et pénale »

COMMENT l'appeler ? Monsieur le membre ! Monsieur le juge !, lâchent en chœur des juges comme le feraient, dans une salle de garde, une poignée de carabins. Savoureux face-à-face entre hommes de loi, faiseurs de lois et gardiens des lois : Pierre Mazeaud, membre du Conseil constitutionnel, dépose devant quinze juges parlementaires et trois juges judiciaires, dont un ancien président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Christian Le Guenhec.

« C'était un procès nécessaire », dit Pierre Mazeaud. « Ce n'est pas sans émotion que je me souviens de Laurent Fabius s'adressant à nous à l'Assemblée nationale [NDLR : en décembre 1992, lorsqu'il demandait sa mise en accusation devant la Haute Cour]. » Ancien magistrat, ancien député (RPR), ancien président de la commission des lois, Pierre Mazeaud affirme que l'on « confond responsabilité politique et responsabilité pénale ». « La première est une notion vague, liée à la responsabilité du fait d'autrui. La seconde repose sur le fait personnel, car en droit pénal, on ne peut être responsable que de son propre fait ».

Et de citer les textes, codes pénal et civil à l'appui. M. Mazeaud conteste la décision de la commission d'instruction de renvoyer les ministres devant la Cour

de justice. Il cite la phrase de l'arrêt de renvoi qui le choque : « Toute faute non intentionnelle est de nature à engager la responsabilité pénale, non seulement de celui qui est directement à l'origine du dommage, mais également de ceux qui, à des degrés divers, de près ou de loin, y ont contribué. » « On ne peut pas dire : à des degrés divers, de près ou de loin », reprend le juge constitutionnel. Le droit pénal doit répondre à une analyse stricte. Je m'excuse de critiquer l'arrêt de renvoi, mais les membres de la commission ont confondu les deux responsabilités.

### UNE PETITE CONFUSION

Rejoignant la position du parquet général, qui a, par deux fois, rédigé un réquisitoire de non-lieu critiquant la pénalisation de la vie publique, Pierre Mazeaud extrapole, créant des remous sur les bancs du public : « Rendrait-on un jour les ministres responsables de catastrophes naturelles ? » Et de défendre ce point de vue juridique : seules les infractions par commission et non par omission engagent la responsabilité pénale des ministres.

Piqué au vif, l'ancien président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, le président Le Guenhec, le reprend : « N'avez-vous pas fait une petite confusion

entre infraction volontaire et involontaire ? » Le magistrat rappelle que les qualifications d'homicide et blessures involontaires peuvent être commises « par imprudence, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ». « Ceci est applicable aux citoyens lambda, aux maires, pourquoi pas aux ministres ? », ajoute-t-il. L'avocat général Roger Lucas enchaîne : « Ne pas faire quelque chose, ce peut être aussi considéré comme un acte ».

« Tout tourne autour de la responsabilité personnelle », maintient le membre du Conseil constitutionnel. Et, plus pointu : « Dans la mesure où il n'y a pas de faute, je ne vois pas où il y a un lien de causalité. Ce serait une jurisprudence créatrice de droit qui pourrait être sanctionnée par le Conseil constitutionnel par rapport au principe de la légalité des incriminations et des peines. Je ne peux considérer que la responsabilité du fait d'autrui entre dans le droit pénal. » « Ne pourrait-on pas invoquer, pour un ministre, un délit de « défaut de surveillance » de ses conseillers ? », demande-t-on encore. « Qu'arriverait-il si un premier ministre ne faisait rien ? » Réponse de Pierre Mazeaud : « La Constitution n'a pas prévu qu'un premier ministre ne fasse rien ».

J.-M. Dy

## Mis en place le 10 octobre 1984, le comité « santé-justice » est officialisé par décret le 6 août 1985

LE 13 AVRIL 1992, à la suite de la publication, dans *Le Monde*, d'une enquête sur les contaminations post-transfusionnelles liées aux collectes de sang dans les prisons, Michel Vauzelle, ministre de la justice, René Teulade, ministre des affaires sociales, et Bernard Kouchner, ministre de la santé, avaient confié à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) une enquête administrative sur les collectes de sang en milieu carcéral. Remis au gouvernement en novembre 1992, ce rapport de 200 pages, doté de 217 annexes, revient longuement sur la création du « comité santé-justice » évoqué devant la Cour de justice par Michel Lucas (voir ci-dessus).

Ce comité avait pour but de décloisonner une institution qui offrait aux détenus une médecine dépendant totalement de l'administration pénitentiaire. « L'organisation [du service sanitaire des établissements] présente l'inconvénient majeur d'être repliée sur elle-même », constatait en décembre 1982 le garde des sceaux de l'époque, Robert Badinter, dans une lettre adressée au ministre de la santé. Ce décloisonnement eut lieu selon deux axes

principaux : l'inspection des services infirmiers et médicaux des prisons fut transférée vers l'IGAS et une instance de coordination des problèmes de santé en prison, le « comité santé-justice », fut créé.

### UNE INSTANCE DE COORDINATION

Dans une lettre de juin 1984 adressée au chef de l'IGAS, Michel Lucas, la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, avait pris l'initiative d'envisager « rapidement la création d'une instance centrale de coordination ». « Cette instance, racontée le rapport de 1992, (...) se réunira régulièrement à compter du 10 octobre 1984 au ministère de la justice, sur convocation du directeur de l'administration pénitentiaire, avant même que son existence ne soit officialisée par le décret du 6 août 1985. » Elle comprenait des représentants de l'administration pénitentiaire et de l'IGAS, ainsi que les directions intéressées du ministère de la santé et des services extérieurs de la justice.

Le « comité santé-justice » fut mis en place le 10 octobre 1984 par un conseiller du cabinet du garde des sceaux, Jean Favard, et par Myriam Ezratty. Huit jours plus tard, dans une lettre adressée

au directeur de cabinet d'Edmond Hervé, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, se plaignait du fonctionnement de cette nouvelle structure. Rappelant que « les services extérieurs du ministère chargé de la santé » s'étaient vu confier, par un décret du 10 janvier 1984, « le contrôle médical des établissements pénitentiaires », il écrivait que ses représentants au « comité santé-justice » avaient « l'impression que l'IGAS ne jouait pas dans le domaine de la médecine pénitentiaire son rôle habituel et restait pour le ministère de la justice l'interlocuteur privilégié ». Au cours de la première réunion, le 10 octobre 1984, les représentants de la direction générale de la santé (DGS) avaient ainsi appris que l'IGAS avait fait des rapports sur certaines prisons mais que ces documents n'avaient pas été communiqués à la DGS.

Le rapport de 1991 présente plusieurs comptes-rendus du « comité santé-justice » antérieurs à leur officialisation, le 6 août 1985, par décret. Que ce soit le 14 janvier, le 10 juin ou le 1<sup>er</sup> juillet 1985, l'IGAS, dont le chef était Michel Lucas, était à chaque fois représenté.

Franck Nouchi



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FÉVRIER 1998

11

**JUSTICE** Trois juges d'instruction de Paris ont été désignés, jeudi 18 février, pour instruire l'affaire de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), une centrale d'achat

de fournitures et de services destinée aux ministères et collectivités locales. **DANS UN RAPPORT**, l'inspection générale des finances

commandes pouvaient être considérées comme irrégulières. En 1997, quarante marchés sur soixante relevaient, selon elle, du délit de favoritisme. **DEPUIS 1997**, le fonctionne-

ment de l'UGAP a été totalement révisé. Les marchés « négociés » ont été pros crits, et le principe de l'appel d'offres a été généralisé. **CETTE RÉFORME**, qui a permis de réduire les

prix d'achat dans des proportions pouvant aller jusqu'à 30 %, a eu pour conséquence de réduire le nombre de produits proposés aux ministères et aux collectivités locales.

## Trois juges ont été désignés pour instruire l'affaire de l'UGAP

Absence de mise en concurrence et recours au marché « négocié » alors que la loi l'interdisait : l'Inspection générale des finances a sévèrement critiqué les pratiques de cette centrale d'achat destinée aux ministères et aux collectivités publiques

**TROIS JUGES** d'instruction - **MURIN** Vaubillon, Guy Ripoll et René Pradier - ont été désignés, jeudi 18 février, pour instruire le dossier des malversations de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), la centrale d'achats des ministères et des collectivités locales.

Cette affaire, qui a débuté le 15 février, à l'ouverture d'une information judiciaire pour « favoritisme, recel de favoritisme, faux et usage de faux », a été révélée à la justice par l'Inspection générale des finances. Les trois magistrats ont été chargés d'examiner les conditions dans lesquelles l'UGAP a passé plusieurs centaines de millions de francs de marchés de 1994 à 1998.

L'UGAP est une centrale d'achat qui a pour charge d'approvisionner les administrations et les collectivités publiques en jouant le rôle d'interface entre l'acheteur et le vendeur. En outre, elle gère les stocks de matériel et de fournitures de bureaux ou l'équipement complet d'un hôpital.

Elle est ainsi parvenue à concentrer plus de 10 % de la commande publique.

le territoire français. Employant près de mille personnes, elle affiche un chiffre d'affaires oscillant entre 7 et 8 milliards de francs.

Dans son rapport, l'Inspection des finances (IGF) affirme que près d'un milliard de francs de commandes ont été passées de manière irrégulière. L'inspecteur général des finances, Pierre-Yves Bonnet, estime que de 1994 à 1998 les marchés ont été quasi systématiquement passés dans des conditions irrégulières.

**DÉLIT DE FAVORITISME** Absence de mise en concurrence, recours au marché négocié alors que la loi l'interdit, mise en place frauduleuse de marchés protégés en dépense budgétaire de la manne publique : les critiques sont à la mesure de l'importance de cet établissement public.

Selon l'IGF, 40 marchés sur 60 relevaient, en 1997, du délit de favoritisme. Elle pointe notamment les irrégularités dans l'achat de matériel pour l'armée ou l'hébergement des CRS lors de leurs déplacements.

Dans un document commercial de l'UGAP daté de 1996, on pouvait ainsi lire : « Avec l'UGAP, vous êtes dispensé des procédures

d'achat du code des marchés publics puisque vous bénéficiez des marchés conclus avec les fournisseurs ». Or, depuis 1991, date d'application du décret de l'Union des groupements d'achats publics, la loi punit le fait pour le prestataire de ne pas modifier pour améliorer la transparence de la commande publique.

En 1995, les marchés dits « négociés » ont été considérés comme pros crits. Pourtant, à en croire le rapport établi en 1994, 90 % des marchés de l'UGAP ont été passés selon cette procédure. En 1998, près de la moitié des marchés étaient encore passés dans ces conditions.

Ces dysfonctionnements ont été perdus grâce à la mise en place des marchés de type « appel d'offres » : la commission centrale des marchés, dirigée à l'époque par Marie-Laurence Pitois-Pujade, et le ministère de l'économie et des

finances. En un courrier daté du 27 juillet 1994 adressé au cabinet du ministre des finances, Edouard Alphandéry, M. Pitois-Pujade s'interrogeait ainsi sur la possibilité de tenir pour l'achat de véhicules civils par l'UGAP pour le compte du ministère de la défense. « Les marchés en question sont des marchés négociés avec les constructeurs français. La défense n'envisage pas de modifier substantiellement le cadre dans lequel elle se fournit (...) Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer le sens dans lequel je dois répondre. »

**PREFÉRENCE NATIONALE** Le 12 août 1994, le directeur du cabinet du ministre lui répondait qu'« il n'y avait pas d'objection à ce que soit retenu à l'espèce une solution analogue à celle qui avait été adoptée à l'époque ». La procédure irrégulière de cet appel d'offres, portant sur un contrat

de 3,8 milliards de francs sur cinq ans, était donc validé par les autorités de tutelle de l'UGAP, et mieux encore, par la CCM, l'organisme chargé, au nom de l'Etat, de veiller sur la régularité des marchés publics.

L'UGAP paraît avoir tiré profit de sa situation de quasi-monopole sur certains marchés pour pratiquer des tarifs, semble-t-il, prohibitifs. L'Etat, invoquant la préférence nationale en matière de véhicule ou de matériel informatique, a, quant à lui, contourné sa propre réglementation et les normes européennes.

Enfin le même temps, l'UGAP développait ses activités commerciales en privilégiant « le commissionnement » des vendeurs. Dans certains cas, grâce à la liquidité des marchés négociés, des élus locaux pouvaient ainsi demander telle ou telle entreprise de la région sans même en

concurrence. Dans les prochains jours, les trois juges d'instruction de Paris désignés pour enquêter sur l'affaire de l'UGAP devraient recevoir copie de la procédure judiciaire menée à Toulon (Var) par le juge d'instruction Jean-Luc Tournier, qui enquête, lui aussi, sur des violations du code des marchés publics imputées à l'UGAP en la matière des constructions navales de Toulon.

Signataire d'une convention, en 1992, avec l'arsenal, l'UGAP avait ainsi passé quarante-huit marchés dont un seul pouvait être considéré comme légal. L'affaire de l'UGAP Alain Hespel, a été mise en examen pour « délit de favoritisme ou faux en écriture publique ».

Jacques Follorou

## Le fonctionnement de la centrale d'achat a été totalement revu

**BERCY** veut se dédouaner. Pour le ministère, ce qui s'est passé à l'UGAP - cet établissement public qui procède aux achats groupés de fournitures et de services pour les administrations et les collectivités locales qui le désirent - n'a rien à voir avec l'équipe actuelle du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Elle est arrivée, affirme un communiqué du 11 février, Dominique Strauss-Kahn a pris les mesures nécessaires pour que les erreurs passées ne se renouvellent plus.

« En septembre 1997, Dominique Strauss-Kahn a été informé de l'existence de dysfonctionnements dans les procédures de passation de marchés de l'UGAP », explique le ministère. « Dès le 10 octobre 1997, il a lancé une mission de l'Inspection générale des finances pour étudier le fonctionnement de cet établissement public. » Le 12 décembre 1997, les trois ministres de tutelle de l'UGAP - Dominique Strauss-Kahn, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget - ont donné des instructions.

La première d'entre elles a été immédiatement la passation de marchés publics, procédures susceptibles d'être critiquées au regard du code des marchés publics. L'UGAP n'avait en fait pas, ou peu, modifié sa manière de travailler malgré les modifications de législation intervenues au début des années 90. La majorité des marchés qu'elle passait étaient « négociés ».

En clair, l'UGAP soumettait aux appel d'offres des marchés qui représentaient des conditions de marchés types déjà approuvés par la Commission centrale des marchés de l'Etat et le ministère des finances. Elle constituait ainsi un catalogue de produits - « le catalogue de la manne au grand public », selon Olivier Bailly, président de l'UGAP - peu

Dans la pratique, bon nombre de ces « marchés types », qui devaient respecter la concurrence, n'étaient pas régulièrement agréés. Il s'agissait souvent pour

l'UGAP de favoriser les fournisseurs français. Ainsi ne proposait-elle que des Peugeot à ses clients.

Une fois ces pratiques interrompues, l'UGAP a dû passer le plus rapidement possible des nouveaux marchés des fournisseurs en respectant le principe de l'appel d'offres. Un travail compliqué - l'établissement public propose des centaines d'articles différents, de la chaise au lit médical en passant par les équipements informatiques - qui est aujourd'hui en cours d'achèvement. « Le nouveau catalogue, constitué de produits ayant été choisis suite à un appel d'offres, sera publié fin mars », affirme M. Bailly. Compte tenu des délais de passation de marchés publics, qui sont généralement conçus pour deux ans, ce catalogue sera intégralement renouvelé dans les deux ans.

## « RAPPORT QUALITÉ-PRIX »

De ces évolutions, est née une certaine inquiétude. La réaction du catalogue s'est traduite à la fois par l'intrusion de fournisseurs étrangers - l'UGAP ne propose plus de produits de marques françaises - et une réduction des références. « Nous recherchons aujourd'hui le meilleur rapport qualité-prix. Il ne s'agit plus, comme avant, de proposer le plus de marques possible », explique M. Bailly. En conséquence, un certain nombre de clients ne trouveront plus auprès de l'UGAP ce qu'ils cherchent.

Cette réduction s'explique naturellement une baisse du chiffre d'affaires. Anparavant de 7 milliards de francs par an (1 067 073 170 euros), il devrait désormais ne pas dépasser 5 milliards de francs (762 100 121 euros). Cette réduction se traduira prochainement par un plan social au sein de l'UGAP, qui emploie aujourd'hui environ 1 000 personnes. Et cela malgré une légère augmentation de la masse salariale, un pourcentage du chiffre d'affaires, de l'établissement public - le montant de l'appel d'offres - a permis de réduire les prix d'achat dans des proportions qui peuvent aller jusqu'à 30 %.

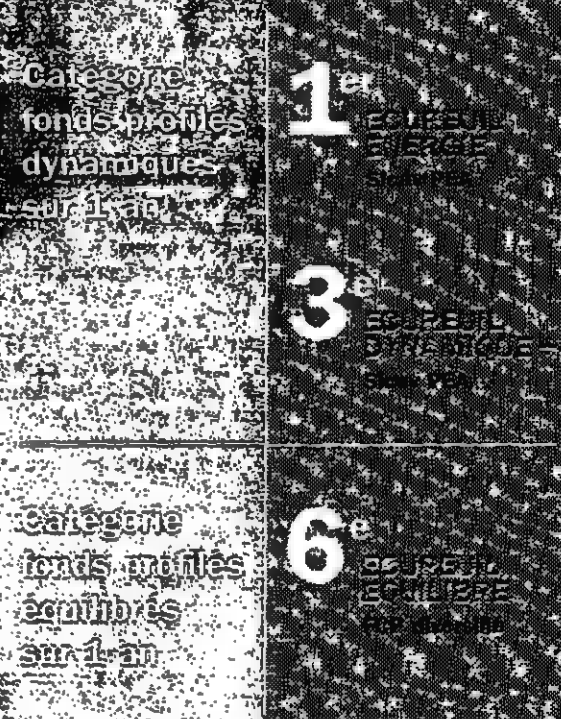
Virginie Malingre



**LES VICTOIRES  
DES SICAV 1998**  
LA TRIBUNE MICROPAL

Nous gagnons.

La victoire attribuée à Ecureuil Energie et les bons classements d'Ecureuil Dynamique + d'Ecureuil Equilibre confortent notre stratégie de gestion fondée sur un juste équilibre entre recherche de performance et maîtrise du risque. Au-delà de ces résultats, c'est notre service de gestion personnalisé Portefeuille Ecureuil, dont font partie ces fonds, qui en un an a prouvé sa pertinence.



Vous gagnez.

Grâce à lui, plus de 120 000 de nos clients ont déjà pu bénéficier de prestations souvent réservées aux portefeuilles les plus importants et diversifier avantageusement leurs placements. Alors, vous aussi, venez rencontrer un de nos conseillers financiers pour trouver le bon placement... un placement bien géré et qui vous ressemble.

## CAISSE D'ÉPARGNE

Vous seriez tellement mieux à la Caisse d'Épargne

Les Sicav et FCP Ecureuil sont gérés par ECUREUIL GESTION, filiale de la Caisse d'Épargne et des Caisse de dépôts. Retrouvez leurs valeurs liquidatives 24h/24 sur "SICAV EN LIGNE" au 08 00 68 00 00 (2.23 franc).

22

22

22

22

22



# Guerre et paix aux « puces » de Marseille

**Supermarché du pauvre, le marché aux puces de Marseille fonctionne toute la semaine. Le dimanche, il déborde et envahit un quartier entier. Les habitants sont excédés. Phénomène de société, il est aussi devenu un enjeu politique au sein de la municipalité**

C'EST une incertaine qui joue les bassins de carénage de la folle, au pied des quartiers Nord de Marseille, avec des roches encombrées, des voiles ferrées, des entrées industrielles. Sur les quatre hectares qu'occupait jadis Aïsthor pour assembler de gigantesques chaudrons, s'est installé depuis juillet le marché aux puces, nom public d'une enclave gérée par la Société provençale de la Méditerranée. André Coudert, président et directeur, ancien cadre de banque né à Istanbul, a une famille d'expatriés, y joue les emplacements de vendeurs de sacs.

Quatre-vingts personnes occupent la grande galerie alimentaire, sous l'éclairage du néon. L'immense hangar froid, les fruits forment un grand damier multicolore. Rectangles de mandarines oranges piquées de feuilles vertes, jaune pâle des bananes, à petites cases de poltrons rouges ou d'œignons blancs. Ce mercredi-là, peu de monde dans les allées : une vieille femme, foudard sur la tête, accompagnée de sa fille habillée à l'euro-pénine, porte des cabas surchargés et croise deux hommes charriant un gros sac de semoule. Un père et son garçonnet flânent devant les épiceries ouvertes sur le flanc du bazar, qui proposent câpres, cornichons, olives dans les grands seaux humides.

Les quatre premiers jours de la semaine, vingt-cinq mille personnes passent dans le marché alimentaire ou chez Lidi (hard discount alimentaire), qui occupe un autre hangar, pour s'approvisionner en denrées à petit prix. Elles viennent aussi y dégoter du mobilier d'occasion exposé dans d'autres halls qui se côtoient : brocanteurs spécialistes de la récupération : six chaises en formica, un vieux four, un meuble coulant, des livres usés. Le vendredi, la grande mosquée, installée à l'étage d'un autre hangar, désemplit pas. On voit les hommes remettre leurs chaussures sur les vieux escaliers métalliques avant de descendre.

Le dimanche, cet espace commercial florissant s'enflamme avec plus de trente mille personnes. Autour des halls ouverts semaine, d'autres évenements participent à la foire alimentaire et les bouchers halal attirent le chaland à la criée. Dans une galerie, qui s'ouvre le week-end, on visite les antiquaires qui s'approvisionnent souvent chez les débrouillards de la brocante pour fournir une clientèle venant de tout le Sud-Est. Une foule de forains ordinaires et de camelots bavards pressent entre les galeries. Ils

paient l'emplacement à la journée. Des vendeurs plus ou moins occasionnels de débris de cave louent, pour 20 francs, le droit de proposer les articles les plus invraisemblables que le Coudert appelle « des clous rouillés ».

Ce marché, dont le sociologue Alain Tarrus dit qu'il est « une mise en scène de l'abondance dans la pauvreté », emboîte ainsi les formes des commerces. L'alimentaire y est le même qu'ailleurs, en moins cher ; la brocante y suit les circuits que partout, certains officiels, d'autres moins. Tout ce petit monde fonctionne oralement, se désigne comme tel, se désigne comme tel, un seul impératif : emprunter le parcours le moins cher, le plus rapide.

Trois sociologues (Michel Peraldi, Nouria Rughaili et Nancy Spinoza, dans *Le Marché des pauvres, espace commercial et espace public*) ont décrit ce flux : achats de produits démarqués dans la région ; utilisation de filières échappant aux grossistes ; multiples déplacements de commerçants ; d'intermédiaires sur les lieux ; fabrication, à Tawana, en Inde, au ou aux Pays-Bas. Les tournées chez les grossistes alimentaires, qui liquident leurs stocks encore consommables plutôt que de les garder invendus, expliquent que le pro-

**« C'est une soupape de sécurité pour nos quartiers, qui, sinon, exploseraient : les vols, les cambriolages, tout s'écoule là-dedans »**

Un riverain

duits sont jusqu'à 30 % moins cher que sur les marchés. Quelques filières de contrefaçons y trouvent aussi leur débouché : la police y a récemment saisi un flagrant délit de mille piratés. Huit cents emplois, réguliers ou non, font fonctionner ce méli-mélo de deux cents boutiques, on ajoute aux étals les petits restaurants, les pâtisseries orientales, les coiffeurs, les agents de voyages ou les étonnants petits cafés, meublés avec ce qui se vend trois fois juste à côté. Le succès du marché va crescendo au cours de la semaine, jusqu'à l'explosion du dimanche.

Le jour du Seigneur, le marché aux puces fréquenté par la ville produit son lot d'imprévu, qui excite les passions : les avenues et carrefours

avoisinants sont envahis d'un petit peuple débaltant des caisses de carton une pacotille de misère, moins que les « clous rouillés » : les sous-puces du pauvre ou du vrai fouineur. Pour quelques heures, une zone extensible, les rues probablement plus de deux cent cinquante mètres à la sauvette, qui gagnent quelque 100 ou 200 francs, déboulent la location d'une place à l'intérieur de l'enceinte.

Voitures coincées et garées n'importe où, foule circulant des deux côtés des étals, joueurs de bonneteau qui font glisser leurs yeux, ou noie l'œil attentif de compères soupçonneux et prompts à bagarrer le débordement grouillant du

Le long d'avenues industrielles que la convention a laissées libres, l'espace avait précédemment pour but de rendre au calme. Au nord, ce quartier misère y a marginalité, suppose qu'il y a recel, long de habitations ouvrières, envahit de toits, les traverses, les rues, surtout : esprits. Le grand journal local y voyait récemment un lieu où qui vole à Marseille (y) et revendu à prix sés, tandis qu'un inspecteur de l'Urssaf expliquait à un sociologue « qu'un contrôleur seul n'est pas assuré de ressortir vivant ». Cela évidemment contraire à l'expérience de milliers de Marseillais de condition qui viennent y faire leurs emplettes, profiter de cet espace de confi-

cialité où tout le monde se mêle dans une bonne humeur.

Le comité d'intérêt du quartier (CIQ) en a fait une fixation. « Ce marché aux puces, c'est la mort du quartier, c'est cult », dit une femme, empli de nostalgie et de colère, qui anime cette association de riverains. Réunis dans une petite salle voisine, les membres exposent avec leurs griefs : « Maintenant, on ne peut plus recevoir le dimanche, et même le samedi. Les ambulances, les infirmières, les pompiers, ne peuvent plus venir. » « On ne peut plus rien arranger, il faut le déplacer, loin, dans une carrière. » « C'est scandaleux de dire que ce marché remplit une fonction sociale : c'est une soupape de sécurité pour nos quartiers, qui, sinon, exploseraient : les vols, les cambriolages, tout s'écoule là-dedans. » A ces méfaits s'ajouteraient des irrégularités systématiques : « Travail au noir, viandes avariées, recel de cambriolages », ont constatés lors d'une descente, il y a quelques années.

Mais, ces jours-là, plutôt politiquement à gauche, disent : « Si certains votes progressent dans nos quartiers, c'est à cause du marché. » Ils parlent, sans le nommer, le Front national. C'est à cause de ce marché qu'il y a désormais « des bars maghrébins, que l'école est à l'arrêt », maghrébine. Ils ajoutent : « On a même fait la mosquée. » Ce vieux quartier populaire, longtemps bastion rouge, « la municipalité s'en fout de manière révoltante », dit M. Rodriguez, président de la fédération du CIQ de la zone. Il justement, laisse-t-il entendre, parce qu'il est populaire, rouge et désormais rongé par le brun.

Al conseil municipal, l'affaire était pourtant régulièrement lieu à ces prises de parole qui font le mal mauvais de la rhétorique politique. En octobre 1998, on était, par exemple, d'une rotation supplémentaire, le maire, Jean-

**Ce marché est « une mise en scène de l'abondance dans la pauvreté »**

Le sociologue  
Alain Tarrus

Claude (DL), s'y vigou- prendre à partie par les socialistes. Le PS (PS) de contenir le marché aux puces à l'intérieur des rues, s'insurgeant qu'on « nettoie le lieu d'interdire ». Il prédisait : « Notre vote symbolique, c'est un cri d'alarme qui relate le cri de détresse des habitants de ce quartier. » Il votait donc contre le marché supplémentaire.

Guy Hermier, maire et député communiste du secteur, brandissait alors des photographies en couleur : « Voilà ce qui se passe dans notre quartier les dimanches, monsieur le maire », et il s'approchait du premier édile pour lui remettre solennellement les photos d'un carrefour où les roches envahies par ces foules de fortune. Mais le maire de secteur, qui a organisé en janvier un déballage d'objets hétéroclites devant la mairie, s'abstenait sur la délégitimation proposée. Trop content de l'aubaine, M. Jean-Pierre Baumann (FN) expliquait d'abord : « Nous sommes en général pour toutes les propriétés », avant d'affirmer que le « marché dit » aux puces est un élément essentiel des recels et méfaits contre nos concitoyens, mais nous contre le marché aux puces, pour un marché à la brocante. » Son ami M. Baumann renchérait à propos de « nuisances des gens qui sont des clandestins ».

C'est ce jour-là que le maire expliquait que c'était au préfet à faire régner l'ordre sur les marchés publics, mais il s'engageait à de-

nir la dragée haute des gens qui organisent le marché, car ils l'ont laissé se propager au-delà des limites de la convention. Sans doute oubliant-il les propriétaires du marché fermé n'ont-ils pas le pouvoir à l'extérieur de leur enceinte.

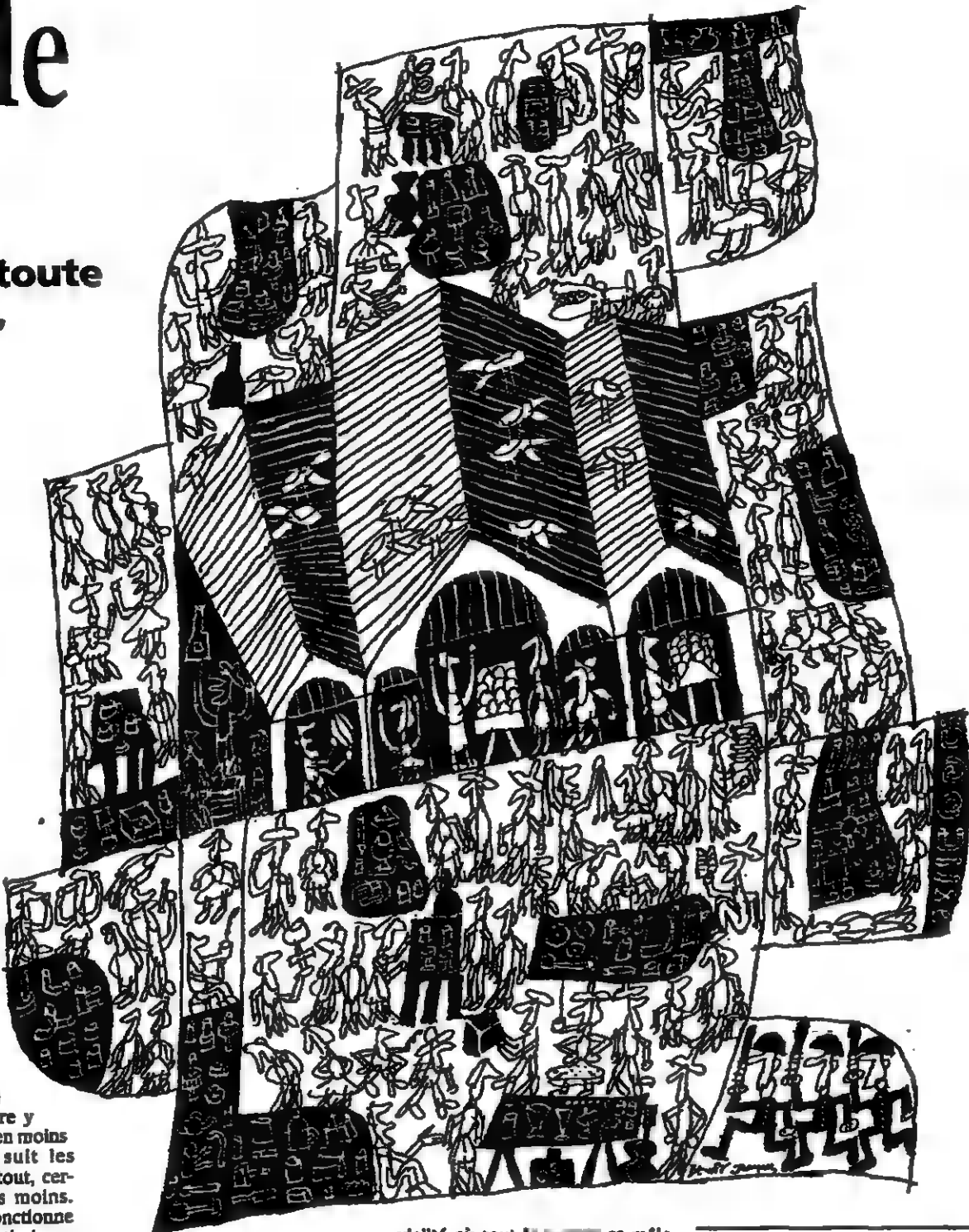
On se doute que les représentants de l'Etat, régulièrement interpellés par les sur cette affaire, s'y intéressent aussi. Plusieurs réunions ont été organisées à la préfecture. Le procureur explique que cette zone, comme les autres, est sous la législation républicaine. Les policiers approuvent, comme les représentants de la Concurrence et des prix. M. Coudert répond que son marché est, quoi qu'on en dise, un havre de tranquillité et de légalité (« 95 % », précise-t-il dans un mémoire). Il espère d'ailleurs, comme les autres, que la police, enfin s'intéressera aux auteurs du site. Mais après s'engage une opération coup de poing. Soixante-sept fonctionnaires de police font fuir des vendeurs à la sauvette, qui abandonnent leur marchandise. Quelques délits sont constatés, quelques sans-papiers attrapés, et tout recommence comme avant.

Tous les dimanches, les policiers viennent remplir les contraventions avec les voitures envahissantes : « Ça leur fait le chiffre », ironise un commerçant, qui ajoute : « C'est plus facile que de s'occuper vraiment des clandestins. » Les occupants de l'intérieur du marché ont peu à leur pitié pour les vendeurs extérieurs. En juillet 1998, ils ont d'ailleurs écrit à la mairie pour protester contre « le marché parallèle et sauvage de vendeurs ».

Officiellement, le Colonne d'Istria (RPR), adjoint municipal chargé des emplacements publics, n'est pas directement concerné : le marché fermé ne relève pas du domaine public, et le marché extérieur, sauvage, n'a aucune existence légale. Il considère qu'en semaine le marché aux puces « contient le monde » et que, le dimanche, il est « victime de son succès ». Reconnaissons qu'il y a un quel « exaspérer un quartier », il en est pour tant les embarras : « Le problème est concentré sur le dimanche entre 10 heures et 14 heures. » Défavorable à la législation du marché extérieur, il a l'idée de le supprimer, il estime qu'il faudrait faire un peu « baisser la pression », autoriser d'autres emplacements de rue ailleurs dans l'agglomération. Il se déclare à la solution que propose M. Coudert : la concession au marché aux puces d'un espace mitoyen, attribué par la municipalité précédente à un réparateur de conteneurs. Six mille places de voitures permettraient d' limiter le débordement dominical. Une part du public serait alors orientée vers le sud de la zone, occupée par les établissements industriels fermés le week-end.

Pourtant, le plus difficile n'est peut-être pas de trouver des solutions techniques, mais d'arriver à parler calmement de ce marché aux puces. Car, hormis les riverains qui en pâtissent, tous les acteurs de la ville en reconnaissent la nécessité, dans une zone où plus de la moitié des habitants vit au-dessous du seuil d'imposition minimum. Ce plaçant sous les piques du grand historien Fernand Braudel, les sociologues déjà cités rappellent que « le marché est pour nous un accomplissement quelque chose d'une paix sociale ». Le paradoxe qu'il suscite une virulente guerre de mots, alors même qu'il participe à l'instauration de la paix.

Michel Samson  
Dessin : Benoît Jacques





## Le lieu du débat

par Robert Solé

CHACQUE ANNÉE, le *Monde* est évalué avec précision par une association professionnelle. On sait que le journal touche quotidiennement quelque 2,2 millions de personnes, parmi lesquelles 55,1 % d'hommes et 44,9 % de femmes. On sait aussi que plus d'un lecteur sur deux a entre trente et cinquante ans, que plus d'un sur quatre appartient à une catégorie sociale supérieure et dirige une entreprise.



LE MÉDIATEUR

On mesure les opinions, les sensibilités, à sonder les cœurs... Le courrier reçu au journal permet au moins de vérifier l'extrême diversité de ce public, qu'il est difficile d'enfermer dans des cases. Il n'y a pas, d'un côté, le vieil abonné qui tombe de sa chaise devant chaque titre un peu vif et, de l'autre, le jeune internaute qui rédige des lettres plus d'audace.

Ces dernières semaines, dans les catégories de lecteurs, on peut appartenir à des galaxies différentes, on peut émettre la même opinion sur le journal les présentant, on n'est pas manqué de le faire par un courrier très abondant : d'un côté, des opposants au PACS, appuyés par les membres des différentes confessions religieuses ; d'un autre, des « républicains », des « laïcs », des « Jean-Pierre Chevènement », défenseurs inconditionnels de la laïcité et laïques jusqu'au bout des ongles. Dans les deux cas, ils accusent *Le Monde* de caricature, en l'occurrence l'analyse.

À propos du pacte civil de solidarité, les critiques se focalisent sur le numéro daté 31 janvier-février, qui portait sur la première page : « Les religieux et la laïcité : une manifestation nationale organisée, à Paris, dimanche, contre le pacte civil de solidarité. Des élus de droite y côtoieraient des représentants d'associations catholiques, protestantes, musulmanes et juives. Les deux tentatives du Front national ont mobilisé leurs troupes. » En dessous figurait un dessin de Pancho, représentant cinq personnes allongées, posant pour un photographe : un pasteur, un évêque, un rab-

bin, un imam et un curé, en uniforme militaire, le salut à la main.

Les protestations portent, à la fois, sur le dessin, sur le titre, et plus encore sur l'éditorial, la page 13, thématique « Un pacte civil », qui concluait : « À limiter l'adoption aux seuls couples hétérosexuels mariés, les manifestants contre le PACS imposeraient un retour en arrière. Poussée à cette extrémité, l'opposition anti-PACS aboutirait à l'écarter plutôt qu'à rapprocher. À promouvoir une famille normale - celle du mariage stable hétérosexuel - on prétend combattre d'autres normes. À imposer à la loi les seules valeurs portées par la foi religieuse. »

Plusieurs lecteurs récusent vivement les termes de « pacte civil », qui rappellent des combats d'un autre âge (le titre principal de la page Société parlait, lui, d'un « front commun des religions »). Les opposants, remarque Hubert Bonard, ne font pas la distinction (Pyénées-Orientales), n'ont « ni les moyens ni la volonté » d'imposer quoi que ce soit : « ils emploient, comme les autres citoyens, des moyens démocratiques », non pour imposer des normes religieuses dans la législation, mais pour s'opposer à une réforme que d'autres veulent promouvoir.

Il ne faut pas confondre un dessin (qui peut être une charge ou une caricature), des articles (qui sont soumis à une critique) et un éditorial, où le journal prend position après avoir publié diverses opinions contraires. Ici, les pages 13 et 14 du « Bulletin » de Jadis, qui occupait la première colonne de première page, ont été moqués pour leur ton balancé, dans « J'écoute ». Rechercher-t-on l'actualité d'être plus incisif et plus net ? *Le Monde* n'a-t-il pas pour ambition de faire réfléchir, voire de gêner un peu ?

La réaction d'un lecteur parisien, André Bernier, mérite néanmoins d'être citée : « Un problème délicat, discuté, Le Monde a tranché, péremptoire. Il y a les lois et les mauvais, les modernes et les rétrogrades, les laïques et les cléricaux, les progressistes et les réactionnaires, les tenants de la vérité et les englués dans l'erreur. » Informations, commentaires, dessins... Le

lecteur perçoit le journal comme un tout. Les « républicains », par exemple, ont été moins heurtés par tel ou tel article que par l'ensemble des informations mises en scène pendant plusieurs jours, après les petites phrases de Jean-Pierre Chevènement : la Hague, ses propos sur « les Verts qui sont allés chercher Colin-Bendit en Allemagne » et sur « les élites mondialisées », le « sur la sécurité qui l'opposait à Elisabeth Guigou et ses positions dans le Conseil européen », le plume jubilant de Philippe Sollers, éditorialiste extérieur à la rédaction, dénonçant une première page « la France moisie » par une « image du régime de Vichy », n'a pas renforcé cette impression de harcèlement. Excédé, un lecteur lyonnais, Jacques Pissard, écrit : « Votre terrorisme intellectuel, moral et politique de l'insupportable quand il insulte d'authentiques défenseurs des valeurs fondamentales de la République. »

Je rappelle que *Le Monde* est un quotidien pluraliste, qui ne fixe aucune ligne à ses rédacteurs... et à ses lecteurs. Il respecte la diversité de leurs opinions, il ne cherche pas à les aligner sur l'encontre des valeurs qu'il défend. Le tout est de bien distinguer entre les principes, avec lesquels on ne transige pas - comme le respect de la personne et ses droits des homosexuels -, et les réglementations qui, elles, peuvent être discutées. On a le droit de s'opposer au PACS sur des arguments recevables : pour le regard, le clercat ou le péjoratif, comme il doit être permis de militer pour une réforme sans encourir le soupçon de vouloir porter atteinte à la famille.

Il est est de même pour l'immigration, autre sujet délicat, empoisonné par les jeux de l'extrême droite, qui suscite également beaucoup de courriers. Si aucune expression de racisme ne saurait être tolérée, sous une forme directe ou détournée, il devrait être possible de refuser, par exemple, une régularisation massive de sans-papiers sans se sentir accusé de couvrir après le Front national. Là aussi, nombre de lecteurs réclament plus d'espace dans la discussion, des approches plus diversifiées, moins inhérentes à l'ambition d'être le lieu d'excellence.

## AU COURRIER DU « MONDE »

Au nom du droit à l'image, des procès se multiplient contre les photographes de presse. Va-t-on au déclin de la photo d'actualité au moment même où les expositions de photographes de renom connaissent un grand succès ? Henri Cartier-Bresson en appelle à



la conscience et à la responsabilité des juges. De son côté, à l'occasion du procès du sang contaminé, une lectrice nous renvoie au *Mythe de Sisyphus*, d'Albert Camus, et à sa réflexion sur l'homme absurde, responsable mais certainement pas coupable.

## RENDONS À CAMUS...

« Responsable mais pas coupable. » Le succès de la *Le Monde* dans l'actualité médiatique semble installer depuis le 4 juin 1998 un *Mythe de Sisyphus* qui voudrait que Georgina Dufort en soit la paternité - si je puis dire -, vous-même lui donnant un statut en écrivant dans votre article que c'est « la phrase la plus célèbre qu'elle n'a jamais prononcée » (Le Monde du 6 février).

Et pourtant lisons : « Les lois morales sont fondées sur l'idée qu'un acte a des conséquences qui le légitiment ou l'interdisent. On ne peut pénétrer d'apparence, seule-

ment que ces suites doivent être considérées comme des faits, et est prêt à payer. Autrement dit, si, pour lui, il peut y avoir des responsables, il n'y a pas de coupables. » (Le *Mythe de Sisyphus*)

Aussi rendons à Albert Camus ce qui appartient à Camus, et la dignité de *Mythe de Sisyphus* sera-t-elle alors celle de l'homme... absurde ?

Mario Impeccati

## DEUX PROMOTIONS POUR AVERROËS

Heureuse coïncidence, les deux de l'ENA ont opté le 23 janvier pour Averroës afin de

baptiser leur promotion 1998-1999. Ce choix est également celui des élèves de l'ENSAE - École de management des entreprises de réseau - en septembre dernier. Nous ne pouvons que féliciter nos camarades de l'ENA pour leur choix, qui illustre une volonté d'ouverture à l'international pour contribuer au rayonnement de notre pays tout en nous enrichissant des cultures étrangères.

David Fayon

Paris

## PHOTOS DE PRESSE

Dans votre article sur la photo de presse en procès (*Le Monde*

du 16 février), vous visez juste. En fait, on se trouve devant une sorte de nouvelle mode, et le retour de loi, au lieu de s'en tenir à la liberté de l'information, qui implique le droit à l'image, s'incline devant ce chantage qui n'a pour but que l'argent. (...)

Il appartient aux juges seuls d'avoir le courage et l'honnêteté intellectuelle de mettre en lumière à cette dérive sinon nous serons réduits à nous transformer en photographes conceptuels.

Henri Cartier-Bresson

Paris

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75240 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. 206 806 F  
Tél. : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

## ÉDITORIAL

## Changer la PAC, absolument

EN Europe, la politique agricole commune (PAC) doit changer. La première qualité de la réforme de la PAC tient à ce que personne ne pourra prétendre avoir été pris au dépourvu. Les premières quises furent présentées au printemps 1997 par la Commission. Et s'il n'y a pas de point qui fait aujourd'hui l'unanimité parmi les quinze, c'est bien que la réforme de la PAC est une réforme de l'Europe verte, au début des années 60 et qui est, à l'heure actuelle, pour le budget communautaire, doit impérativement être renégociée. Car l'Europe va s'élargir à d'autres États. Elle joue sans complexe la carte de la mondialisation des échanges. Mais le nombre de ses agriculteurs diminue, et les consommateurs affichent de nouvelles exigences.

La PAC présente au moins quatre mérites. Elle se veut économe, elle a permis de la rigueur budgétaire que se sont fixée pour eux-mêmes les gouvernements, afin de ne pas dériver au-delà de la moitié du budget communautaire, au lieu de 10 % en 1997. L'Europe pourrait ainsi garder quelques marges de manœuvre financières lorsqu'il faudra accueillir d'autres pays certes plus pauvres, mais importants partenaires agricoles, comme la Pologne. Elle cherche à introduire davantage d'équité entre paysans puisque les aides publiques, qui ont profité surtout aux grandes exploitations céréalières, seraient désormais soit dégressives, soit plafonnées, en tout cas moins automatiques. De plus, en un important chapitre sur le développement rural en général et les

espaces naturels, la réforme innove : elle s'inscrit dans une mutation profonde des sociétés européennes qui, bien que marquées par l'accélération de l'urbanisation, ont conscience de l'intérêt à garder vivant un patrimoine collectif fait de campagnes soignées et de montagnes accueillantes. La PAC du 2000, enfin, est opportune, alors que vont s'ouvrir d'amples négociations multilatérales avec les concurrents agricoles redoutables, les États-Unis en tête, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

On comprend les manifestations de ceux qui, redoutant les prix non compensés, craignent que la PAC de demain ne sonne le glas de l'âge d'or de l'agriculture française. Personne n'accepte de perdre ses privilèges, au demeurant de moins en moins légitimes lorsqu'ils sont défendus par des gens qui dégradent, cassent, brûlent et s'en prennent aux personnes. À l'exception de quelques catégories, les paysans français sont les moins bien placés pour se plaindre : depuis 1993, leur revenu a sensiblement progressé, davantage que la moyenne européenne. Mais les crises cruciales qui nécessitent des compromis, la crispation manifestée par la France, explicable tactiquement, est donc malvenue et dangereuse. Politiquement, M. Jospin entend soigner une tradition traditionnelle peu favorable et « coller » le plus possible à M. Chirac, elle a fait son champion. Mais le premier ministre ne doit pas prendre le risque d'une crise en Europe. Le jeu (hexagonal) n'en vaut pas la chandelle (communautaire).

Président du conseil : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Dominique Auby, directeur général  
Mick-Jean Berson, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Rémy Piquet  
Directeur de la rédaction : Thomas Piquet, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau  
Directeur adjoint : Dominique Auby  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef : Alain Fourment, Eric Lacroix (éditorial et analyse)  
Laurien Grollmann (supplément et cahiers spéciaux), Michel Krasner (édition), Edie Le Bouccher (international), Patrick Jervais (France), Francis Wodch (société), Claire Blumkin (entrepreneurs), Jacques Baud (économie), Jacques Séguy (culture), Christophe Maudou (sport et divertissement), Rédacteur en chef technique : Eric Anso

Médiateur : Robert Solé  
Directeur adjoint : Tite Piquet, directeur adjoint : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rolin, directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Rolin, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Jean-Marie (1994-1998), Jacques Pissard (1998-1999), Laurence (1999-1999)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : chaque année à compter du 30 décembre 1994.  
Capital social : 980 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Breuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Industrie, Le Monde Presses, L'Espresso, Le Monde Prévoyance, Carole Bernard Partenariats.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Incendie aux Halles

MALGRÉ sa durée, il semble que l'incendie qui a éclaté le 20 février au sous-sol du pavillon 6 des Halles de Paris ait causé moins de dégâts qu'on ne l'avait cru au début. Certes, aux dommages matériels occasionnés par le feu - destruction d'un grand entrepôt, destruction d'un grand nombre de cages et d'emballages de toutes sortes -, il faudra ajouter les troubles qu'enlèveront l'indisponibilité des pavillons 6 et 4 durant quelque temps, la réfection de la charpente crevassée par le feu, la restauration et la révision des installations électriques. Mais les pouvoirs publics assurent que le ravinage des Halles ne souffrira pas de ces dégâts. Les travaux ont été pris pour que les arrivages de marchandises ne soient pas perturbés pendant le week-end de la semaine dernière, et que leur répartition s'effectue normalement.

(22 février 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 CODE LEMONDE  
Sur Minitel : 3617 CODE LMDOC  
ou 11 11 11 11

Le Monde sur CD-ROM : 01-42-17-20-33  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-20-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Jacques Isnard

## Les États-Unis en guerre contre les « États voyous »

Suite de la première page

Enfin, il a l'intention de proposer, en avril, à ses alliés de faire de la lutte contre la prolifération du WMD, dans le monde, une priorité et, pourquoi pas, l'un des fondements du nouveau concept stratégique qui sera soumis à la discussion du cinquantième anniversaire de l'OTAN. C'est un rapport de la Central Intelligence Agency (CIA) qui a servi, en quelque sorte, de révélateur. Le directeur de la CIA, George Tenet, en a évoqué les grandes lignes devant une commission spécialisée du Sénat.

En fait, « la menace s'accroît », dit-il, « et elle est bien réelle ». Les « États voyous » menacent les groupes « tribunaux » qui coopèrent de plus en plus fréquemment avec les services de renseignement des États-Unis, dont les activités illicites - difficiles à identifier au départ - ne nourrissent ni la capacité de ces puissances régionales à nobilités des moyens importants pour réunir matériaux toxiques savoir-faire et filières clandestines d'exportation. M. Tenet dit inquiet de l'attitude de certains États car-

rément « mafieux », que la Corée du Nord, mais aussi de celle de pays proliférants qui nient l'être, comme la Libye (où la sécurité des ingrédients entrant dans la fabrication des WMD n'est plus garantie) ou comme la Chine, l'Iran, l'Inde et le Pakistan qui s'affranchissent du contrôle international efficace.

La question de la « guerre » informatique (« info war »), menée par l'appareil du Pentagone, qui consiste à détecter les intrusions dans les réseaux militaires trop vulnérables, est du ressort, depuis la fin 1998, d'un comité spécial confié au général d'aviation John Campbell. Elle est une question américaine. C'est ce qui explique que, depuis 1995, une cinquième magistrature, Jamie Gorelick, devenue aujourd'hui l'une des adjointes du conseiller pour les questions de sécurité à la Maison-Blanche, Sandy Berger, en a été chargée.

En revanche, la lutte contre le terrorisme WMD est plutôt présentée, à Washington, comme devant justifier un investissement international. Les Américains voudraient même que le sujet figure dans le communiqué de « sommet » de l'Alliance atlantique, en avril, de façon à inclure la lutte des États-Unis contre la prolifération de la WMD, laquelle l'OTAN a pour rôle de surveiller la prolifération des WMD et de participer à leur éradication de la planète. C'est la mo-

tion du « global NATO » (le Pentagone a été plus particulièrement « qui tend à traiter ce thème, compliqué et nuancé, la prolifération en termes purement militaires, en concertation avec les États-Unis, en tenant en fin de compte - mais les alliés européens de Washington. Outre-Atlantique, on compare volontiers la panoplie de WMD des « États voyous » à l'arsenal nucléaire de la seconde guerre mondiale. Il s'agit de la possession par les Allemands de ces fusées V2 vouées davantage à casser le moral du peuple britannique qu'à réduire, voire annihiler le potentiel industriel du Royaume-Uni ou à détruire des cibles militaires.

## UNE POLITIQUE AGRESSIVE

Ce qui induit la politique américaine en la matière est, d'abord, agressive et, accessoirement, défensive. Elle est la différence entre la non-prolifération - une attitude prônée par les Européens et les pressions diplomatiques - et la contre-prolifération. Autrement dit, il s'agit, sur la base de renseignements fournis par les États Américains, de se mettre en situation - OTAN ou non - de lutter contre les WMD. Le mot d'ordre est de WMD apparaît dans un pays. Les résidents de missiles Tomahawk, une usine pharmaceutique, au Soudan, et contre un camp de terroristes, en Afghanistan, en sont, semble-t-il, une démonstration.

Pour autant, le Pentagone ne s'interdit pas d'imaginer, à l'heure de 10,5 milliards de dollars (9,24 milliards d'euros) en 2005, une « défense anti-missiles » de son territoire.

Ce n'est plus la « guerre du futur », mais la « guerre du présent », revue et corrigée depuis l'arrivée de Reagan. C'est plutôt une ligne Maginot, un bouclier antimissiles, sur la base de deux programmes rivaux, le Thaad (Theater High Altitude Area Defense) de l'armée de terre ou le NTW (Navy Theater Wide Program) de la marine, opérationnels en 2010-2010 si, au juin 2000, on ne quitte la Maison-Blanche. M. Clinton a déclaré son dévouement.

Ce bouclier n'est pas une épreuve. Il comporte de sérieuses failles techniques : il requiert de puissants équipements informatiques, un réseau spatial d'alerte et de transmissions, et il suppose, toutes comparaisons égales par ailleurs, de pouvoir maîtriser l'interception d'une balle de fusil par une balle de fusil, à une distance, et la ségrégation du missile et la sa charge avant leur retombée. Autant de défis techniques qui incitent les ingénieurs des pays européens de l'OTAN sollicités à la circonspection sur un projet qui, de fait, vise à assurer la suprématie technologique des États-Unis.

Jacques Isnard

ri-  
li-  
u-  
le  
de  
lm  
A-  
alt  
nn  
Un  
te-  
ux  
ice  
vts  
en-  
nt

1, plutôt  
as, il ne  
est air-  
France  
le de cé-  
PIO, ne-  
orce ou-  
conquis  
d'un pa-  
i confie,  
numéroté.

Sau-  
mi-  
se-  
ir-  
née  
ne-  
ssé  
ont  
in-  
qui

re page 13  
ation...18  
bord...19  
rd...22  
nle...25  
nle...25  
ont...26  
in-...26  
qui...26  
bord...26  
édition...26

max



# Un scandale sous la V<sup>e</sup> République

Il y a vingt-cinq ans, la justice mettait un terme à l'affaire de la Garantie foncière. De rebondissements en indiscretions, elle avait tenu la France en haleine, révélant les liaisons dangereuses d'acrobates de la finance et de gaullistes fourvoyés dans l'immobilier

**P**ATRICIEN élégant et racé, le comte André Rives-Henrys de La-Yvesse en impose, et il le sait. Député de la Seine, il a été secrétaire général adjoint du mouvement gaulliste et chargé du cabinet de Jacques Chaban-Delmas, le premier ministre, lorsque celui-ci occupait le perchoir de l'Assemblée nationale. Ce pedigree impeccable lui confère une influence. Il faut d'André Rives-Henrys - c'est lui qu'il se fait appeler - un homme apprécié. Il doit à sa discrétion d'avoir été nommé, en juillet 1969, PDG d'une société qui fait appel à l'épargne publique à grand renfort de publicité. Le groupe qui l'emploie, la Garantie foncière, a besoin, pour inspirer confiance, d'un homme tel que lui. Quoi de plus rassurant, pour les épargnants, que de voir un tel homme introduit ? Et quel est le moins encombrant, pour les employeurs, que de voir un tel homme signer ce qu'on lui demande ? Si grand encaisse son salaire, il vaque à ses occupations ?

En 1970, l'affaire de la Garantie foncière n'a pas encore éclaté. Mais c'est une bombe à retardement qui va révéler au grand jour le halo d'affairisme où baigne l'Union démocratique pour la République (UDR), le tout-puissant mouvement gaulliste. L'affaire menacera jusqu'au président de la République, Georges Pompidou, et ébranlera son premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, elle s'achèvera la même année.

L'affaire, pourtant, tient à peu de chose : quelques équilibristes de la finance jonglant avec l'argent des autres à la faveur d'une législation imprécise sur ce qu'on appelle les SCPI, ou sociétés d'investissement immobilier. Mais quel trébuchement ! Un procès fleuve. Un scandale comme la V<sup>e</sup> République n'en avait jamais connu. Elle en verra d'autres... Tous les ingrédients, en somme, d'un maelström politico-financier dont la France a le goût.

La Garantie foncière, André Rives-Henrys n'est qu'un paravent décoratif et accommodant. Celui qui, en fait, s'appelle Robert Frenkel. Né en 1934, il a débuté dans la confection, tradition familiale oblige, avant de découvrir une passion pour l'immobilier. Jovial et rondouillard, c'est un vaillant acheteur d'entreprises. En 1967, devenu à la force du poignet un prospère marchand de biens, il a rejoint la Garantie foncière, qui enrichira vite qu'elle précipitera sa chute.

Robert Frenkel n'a pas inventé l'ingénieux système auquel il se livre. Mais il l'exploite le filon



Robert Frenkel (à gauche), créateur en 1967 de la Garantie foncière, et André Rives-Henrys, député gaulliste de la Seine, ultralibéral, lequel Robert Frenkel s'abritait. Ci-contre, M<sup>r</sup> Victor Rochenoir, l'avocat-conseil de la Garantie foncière, lors de l'instruction de l'affaire, en 1971.



munération annuelle de 10,25 % en contrepartie des loyers que perçoit la Garantie foncière.

A une époque où un livret de caisse d'épargne rapporte 11 %, c'est une aubaine. Séduits, les souscripteurs accourent. Début 1971, lorsque pointe le scandale, 12 500 ont confié leurs économies à Robert Frenkel, André Rives-Henrys et leurs acolytes. 227 millions de francs en tout.

Robert Frenkel et la Garantie foncière rêvent de pierre-papier. Il inonde les journaux de plénies de publicité qui se

de la fête, régalez eux aussi, car la Garantie foncière les soigne.

Entre Naples et Palerme, les clients de Robert Frenkel savourent leurs illusions d'épargnants choyés. Quelque temps auparavant, des rumeurs désobligeantes ont commencé à circuler sur la Garantie foncière. Elles sont alimentées par une concurrence, la Civile foncière, dont le fondateur, Raymond Roi, voit la Garantie foncière promettre à ses clients un rendement de 10,25 %, supérieur à ce qu'il a pu offrir.

Raymond Roi a été l'entregent. Il est l'époux de Ludmilla Tchérina et dîne à la table des puissants. Sans doute s'est-il intéressé suffisamment éloquent pour qu'à la fin de 1970 le secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances s'intéresse à la Garantie foncière. Jacques Chirac n'est pas le premier à s'interroger sur les manigances de Robert Frenkel. Alerté par d'autres, il a lancé la liste de Mitterrand déjà.

C'est elle qui, à son tour, saisira la justice. En janvier 1971, une information judiciaire est lancée contre la Garantie foncière, dont la première n'aura pas eu le temps de se faire. Le 8 juillet 1971, Robert Frenkel et son épouse sont arrêtés à leur domicile, rue Nicolet à Paris (16<sup>e</sup>), où ils collectionnent les lettres de malices, inculpés d'escroqueries. C'est un coup de tonnerre, suivi d'un coup de tonnerre : l'inculpation d'André Rives-Henrys. Tous trois pour escroquerie, abus de confiance et complicité d'abus de confiance.

Alors la justice, la tromperie ne peut pas rapporter 10,25 %. Tous les professionnels du secteur le disent. L'astuce consiste à régler les intérêts promis aux épargnants qui versent les nouveaux souscripteurs. Grâce à ce tour de passe-passe, la société de Robert Frenkel a des engagements, mais elle mange son capital. Pour ne rien arranger, la justice a découvert que Robert Frenkel et ses complices s'enrichissent sur le dos de leurs clients en revendant au prix fort à la



L'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, une figure de l'extrême droite, avec son client, André Rives-Henrys, quittant le Palais de justice de Paris, après son audition par le juge d'instruction.

Garantie foncière des immeubles qu'ils acquièrent et revendent à bas prix. Oubliées, les publicités mirobolantes qui séduisaient tant les gogos ! Envoyée, l'illusion de participer, sur un strapontin, au grand Monopole de l'immobilier ! En un mois de juillet 1971, les clients de la Garantie foncière tombent de haut.

Durant des mois, la France va se passionner pour ce scandale financier aux relents politiques. Dix-sept inculpations sont prononcées, dont deux à l'encontre de frères de Robert Frenkel, qui ont servi de prête-noms. M<sup>r</sup> Victor Rochenoir, l'avocat-conseil de la Garantie foncière, est à son tour incarcéré pour complicité d'escroquerie et d'abus de confiance. Il a connu Robert Frenkel au régiment et a été depuis de la politique, d'abord chez les socialistes, ensuite du côté des gaullistes de gauche. Ce n'est pas un homme politique de premier plan, loin de là, mais il a ses entrées. Une photo fait jaser. Elle le montre en compagnie de Georges Pompidou et de Jacques Baume, le secrétaire général du mouvement gaulliste, au cours d'une réunion politique comme il y en a tant. De là à penser qu'il a bénéficié de protections haut placées.

Avant d'être expédié à Fleury-Mérogis, Victor Rochenoir a téléphoné : « N'oubliez pas les 180 millions que je vous ai donnés pour la campagne électorale de Pompidou. » C'est faux, mais il a su surprendre. La première inculpation, l'opposition se scandalise. Les inculpations ont un vieux compte à régler avec André Rives-Henrys, qui a été l'un des leurs, Paul Laurent, le grand-rondissement de Paris lors des législatives de 1968. Quant à Victor Rochenoir, les communistes le connaissent bien, lui aussi, depuis qu'il s'est présenté sans succès aux trois élections dirigées : Jeannette Thorez-Vermeersch (1958), Maurice Thorez (1962) et Georges Gosnat (1967).

Le secrétaire du PS depuis peu, François Mitterrand aura un commentaire hardi : « Les scandales des malhonnêtetés seraient possibles sous un autre régime. Mais une société socialiste n'affranchit pas le champ de la spéculation, elle libère pas les terrains à la jungle des intérêts. » A l'Assemblée nationale, les socialistes obtiendront, non sans mal, la mise en d'une commission d'enquête sur les SCPI. Composée à la proportionnelle

groupes, elle est dominée par l'UDR, dont le poids écrasant depuis la marée d'après mai 68. Comme prévu, la commission absoudra le pouvoir d'avoir prospéré si longtemps la Garantie foncière et ses semblables.

Les gaullistes ne dominent pas seulement l'Assemblée. Ils règnent sur la vie politique depuis 1958. C'est une habitude, sinon un sentiment d'impunité. Le plus alarmant le jour où, pour la première fois, son honneur, André Rives-Henrys est à la tribune du Palais-Bourbon. Il sait le parti politique proche, mais s'ingère d'être libéré par son « ami ». Dans un silence glacial, il menace : « Ceux qui jettent les premières pierres feraient bien de prendre garde. » L'Assemblée en l'air. Les gaullistes ont bien compté ces mouvements dans leurs rangs, ils sont d'abord victimes d'un climat d'effroi avant le scandale de la Garantie foncière et le dévouement d'André Rives-Henrys à son symbole. Jacques Chaban-Delmas, le premier ministre, en fait à son tour les yeux lorsque le Canard enchaîné révèle en janvier 1972, en pleine mission de la Garantie foncière, qu'à Paris d'anciens clients de la Garantie foncière ont un centime d'impôt sur le revenu.

Entre Naples et Palerme, à bord du « Mermoz », les clients de Robert Frenkel savourent leurs dernières illusions d'épargnants choyés

Lorsque s'ouvre le procès de la Garantie foncière, en janvier 1973, « Chaban » a été remplacé à Matignon par Pierre Messmer. La vie politique est retombée, mais une belle empoignée judiciaire se prépare. Trois mois de procès, trente-six audiences. De jeunes avocats y aiguisent leur talent, Joseph Bédaride pour Robert Frenkel, Daniel Guillemin pour Victor Rochenoir, d'autres pour Jean-Louis Tixier-Vignancour, une figure de l'extrême droite, dont les gaullistes redoutent le pire. A leur grand soulagement, les débats ne dégèneront pas en débâcle politique.

Les inculpés déclament haut et fort : les sociétés civiles de placement immobilier n'ont été réellement réglementées qu'en 1971, et encore, jusque-là, le flou prévalait, propice aux interprétations. Le seul tort de Robert Frenkel et de ses complices est-il d'avoir profité de ce quasi-vice juridique ? Ou sont-ils des escrocs ? Comptes faits et refaits, on s'aperçoit que les clients de la Garantie foncière n'ont pas réalisé une si mauvaise affaire. Placés dans la pierre, en pleine effervescence immobilière, leur capital n'a pas fondu, loin de là. Même s'ils ont cru tout perdre dans l'effacement du scandale, leurs économies ont continué de fructifier. Malgré les acrobaties de Frenkel et ses complices, au bout du compte ils s'y sont retrouvés.

Ils ne se sont pas trompés. C'est ce qu'affirme en mars 1974, il y a vingt-cinq ans, le tribunal correctionnel de Paris. Les principaux inculpés, Robert Frenkel et son épouse, André Rives-Henrys et Victor Rochenoir, sont condamnés à des peines d'emprisonnement pour avoir détourné la cour d'appel confirmant quelques mois plus tard. Après avoir tenté, à coups de procédures, de retarder le moment fatidique, André Rives-Henrys, cédant à la tentation, a signé, en mai 1975, un acte de démission qu'Henri Salvador, si l'on mise en l'honneur : « Ah, la Garantie foncière ! Ça c'était la bonne affaire ! Je n'étais propriétaire ! Rien n'est plus que la pierre. »

Bernard Le Gendre

## Les millions envolés du Patrimoine foncier

Un scandale en cachait un autre. Alors qu'éclatait l'affaire de la Garantie foncière, en juillet 1971, une affaire civile de placement immobilier, le Patrimoine foncier, faisait à son tour parler d'elle. L'un de ses animateurs, André Roulland, ancien député gaulliste, avait été chargé de mission par le cabinet de Georges Pompidou lorsque celui-ci était premier ministre. Mais il n'était pas d'André Roulland, au Patrimoine foncier, était marginal. Le véritable patron était un brasseur d'affaires du nom de Claude Lipsky. Sur le point d'être inculpé, Lipsky s'enfuit en Israël, d'où il sera extradé puis condamné en appel à huit ans d'emprisonnement pour avoir détourné 43 millions de francs au détriment des petits épargnants qui lui avaient fait confiance. Les sommes lui avaient été remises par le groupe.

Comme pour le scandale de la Garantie foncière, les gaullistes furent montrés du doigt. L'un d'eux, M<sup>r</sup> Victor Rochenoir, avait été mêlé aux deux affaires, comme conseiller juridique du Patrimoine foncier de la Garantie foncière.

mieux que ses concurrents, les sociétés de placement immobilier comme la Garantie foncière achètent des immeubles avec l'argent des clients, sous forme de parts, que ses clients souscrivent. Les acquéreurs sont généralement des épargnants modestes, incapables d'investir directement dans l'immobilier, où le « ticket d'entrée », tel l'achat d'un studio, est trop élevé. Pour 1 000 francs la part, les souscripteurs de la Garantie foncière deviennent copropriétaires d'immeubles sis à des adresses prestigieuses, avenue de Messine, rue de la Bienfaisance, avenue d'Iéna... Commerçant-né, Frenkel s'entend à séduire le chaland. Mieux, il garantit aux souscripteurs une ré-

rieux de son entreprise : « En matière de placement, beaucoup de Suisses trouvent plus suisses qu'eux. » Conquis d'avance, le pigon pousse la porte du confortable hôtel particulier où la Garantie foncière a installé ses bureaux, rue Jamin, à Paris (16<sup>e</sup>). Luxe discret, personnel avenant. En tailleur Chanel, la dame Nicole Frenkel, l'épouse et l'associée de Robert, occupe au premier étage un bureau Louis XV où elle n'a aucun mal à balayer leurs dernières hésitations. Il faut dire que la Garantie foncière les caiole. Prodiges, elle a convié, en septembre 1970, ses meilleurs clients à une soirée d'agrément baptisée « Biens de soleil ». Une cinquantaine de journalistes sont



**IMAGE** L'institut Ipsos a réalisé un sondage inédit auprès de 637 leaders d'opinion en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni, sur la notoriété des principales

entreprises européennes. **L'OBJET** TIF est de déterminer quelles sont, aux yeux des chefs d'entreprise, des leaders syndicaux, des présidents d'association et des journalistes in-

terrogés, les entreprises les mieux préparées à affronter la concurrence internationale. **LES GROUPE** allemands et français dominent le Top européen des quatre entre-

prises citées spontanément : on trouve onze sociétés allemandes (Deutsche Bank, Deutsche Telekom, Siemens, Bayer en tête) et quatorze françaises, principalement issues du

secteur public (France Télécom, EDF, AXA-UAP, Carrefour). **MAIS LA NOTORIÉTÉ** des entreprises européennes dépasse rarement les frontières de leur pays d'origine.

## Les entreprises allemandes et françaises sont les plus influentes en Europe

Selon un sondage réalisé auprès des leaders d'opinion des cinq principaux marchés du continent, les groupes allemands et français dominent le palmarès des sociétés européennes citées spontanément pour leur notoriété. Les britanniques sont étonnamment en retrait

PLUSIEURS critères permettent d'évaluer la puissance d'une entreprise. Elle est par son poids capitalistique, qui fluctue en fonction des opérations financières et des évolutions de la Bourse, et par sa position commerciale évaluée en parts de marché. Il y a aussi son image, qui influence la façon inconsciente du consommateur lorsqu'il se face à un supermarché, l'investisseur qui prend une action ou l'homme politique lorsqu'il est prêt à commenter l'actualité devant les micros.

A l'heure des négociations multilatérales, le pouvoir économique local des patrons français qui briguent des positions internationales inquiète. Ils veulent contrôler leur image : dépensent plusieurs milliards (8,3 milliards en 1996) en relations publiques pour faire apprécier leur marque par les leaders d'opinion de l'Europe institutionnelle. Qu'en est-il ? Un sondage permet de dresser un premier état des lieux. Ipsos/Euro RSCG Corporate a interrogé, du 11 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1998, un échantillon représentatif de 637 chefs d'entreprise, leaders syndicaux, présidents d'association, journalistes, allemands, espagnols, français, britanniques, et italiens la tête des entreprises européennes les plus influentes.

La question était unique et directe : « Quelles entreprises européennes vous semblent les plus influentes ? » Les entreprises citées spontanément sont les mieux préparées à affronter la concurrence internationale dans les mois et années à venir ? Elle évolue, selon Ipsos, le degré de confiance qu'elles inspirent et le niveau d'efficacité de leur gestion.

Premier constat. Les entreprises allemandes et françaises dominent le Top 30 européen (à quatre cents entreprises citées spontanément : on trouve onze entreprises allemandes (Deutsche Bank, Deutsche Telekom, Siemens, Bayer... en

Le "Top 30" européen			
LES ENTREPRISES LES PLUS CITÉES PAR 637 LEADERS D'OPINION EN EUROPE (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni)		CLASSEMENT	PAYS
1	DEUTSCHE BANK	1	Allemagne
2	DEUTSCHE TELEKOM	2	Allemagne
3	FRANCE TELECOM	3	France
4	SIEMENS	4	Allemagne
5	ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	5	France
6	BRITISH AIRWAYS	6	Royaume-Uni
7	BAYER	7	Allemagne
8	AXA-UAP	8	France
9	ALLIANZ	9	Allemagne
10	AIR FRANCE	10	France
11	BOUYGUES	11	France
12	PHILIPS	12	Pays-Bas
13	HOECHST (GROUP)	13	Allemagne
14	SNCF	14	France
15	AVIATION	15	France
16	BOUYGUES	16	France
17	LUFTHANSA	17	Allemagne
18	CRÉDIT AGRICOLE	18	France
19	DAIMLER-BENZ GROUP	19	Allemagne
20	GROUPE AUCHAN	20	France
21	RWE GROUP	21	Allemagne
22	MANNESMANN	22	Allemagne
23	AEROSPATIALE	23	France
24	BRITISH TELECOM	24	Royaume-Uni
25	RHÔNE-POULENC	25	France
26	BNP	26	France
27	TELEFONICA DE ESPAÑA	27	Espagne
28	TELECOM ITALIA	28	Italie
29	BRITISH AEROSPACE	29	Royaume-Uni
30	SAATCHI & SAATCHI	30	Royaume-Uni

tête) et quatorze entreprises françaises, principalement issues du secteur public (France Télécom, EDF, AXA-UAP, Carrefour...). Les pays du Sud, Italie et Espagne, se hissent à la tête du tableau grâce à leurs opérateurs de télécommunication. La Grande-Bretagne ne fournit que trois entreprises à ce palmarès : la compagnie aérienne British Airways, British Telecom et British Aerospace. Ce constat, la notoriété des entreprises européennes dépasse rarement les frontières de leur pays d'origine. Il n'y a qu'en France qu'une entreprise bénéficie d'une image institutionnelle européenne.

Certains sont prisonniers de leurs marchés nationaux. C'est le cas des distributeurs d'énergie (EDF, GDF, RWE Group, Suez, Lyonnaise des Eaux...). Et dans une moindre mesure, des entreprises de transport. Ce constat n'est pas surprenant lorsqu'il s'agit de sociétés nationales (Iberia, Deutsche Bahn, Railtrack...). Il l'est pour les constructeurs automobiles : seul Volkswagen est cité par les cinq pays. BMW n'est citée que par les Allemands, les Britanniques, Peugeot-Citroën que par les Français et les Espagnols, et Fiat, que par les Italiens. L'Europe de l'automobile n'est pas faite.

LA SURPRISE NESTLÉ. Celle des médias, elle, est en chantier. Le démarrage de la diffusion des chaînes de télévision par satellite en 1997 a donné le coup d'envoi à une bataille entre opérateurs pour contrôler les « tuyaux » (décodeurs, pay-per-view...) et leur contenu (catalogues de films, sports...). Le secteur se prépare à une vague de concentrations. En attendant, Canal Plus, Murdoch, Kirch, Berlusconi, qui s'observent depuis deux ans en Europe, ne jouissent que d'une notoriété très nationale : Canal Plus est citée en France et en Espagne ; Berlusconi n'est connu que des Allemands, Bouygues (propriétaire de TF1) par les Français, et BSkyB, par les Anglais.

Le constat vaut pour la grande distribution : le niveau de concentration est élevé et les marchés restent aux mains de petits opérateurs locaux. La notoriété des enseignes comme Carrefour (citée par les Français et les Italiens), Miro (par les Français, les Allemands et les Italiens) et Marks & Spencer (par les Anglais et les Français), suit les stratégies d'implantation géographique. Une surprise toutefois, les leaders d'opinion attribuent à Nestlé, géant de l'agro-alimentaire, l'image d'un distributeur.

Il existe malgré tout des entreprises connues par les leaders d'opinion des cinq pays. Dans le secteur bancaire, par exemple : la Deutsche Bank et la banque Barclays sont citées par tous les marchés. Certes, les Allemands sont les plus nombreux à afficher leur confiance : la Deutsche Bank, mais cette confiance est partagée par les Espagnols, les Italiens et dans une moindre mesure les Français et les Anglais. Miro, citée par certains transporteurs aériens, comme Air France et Lufthansa, ou le constructeur Volkswagen, qui jouissent d'une bonne notoriété dans au moins quatre pays.

Cette présence homogène s'explique par la commercialisation de produits sous une marque unique. Dans le secteur de l'électronique, Siemens, première à être citée en Europe sur son secteur, l'est dans les cinq marchés puisqu'elle y vend des produits électroniques. « Ce type d'entreprise jouit d'une bonne notoriété institutionnelle principale-

### Les cinq premières entreprises par secteur d'activité

BANQUE	GRANDE DISTRIBUTION
1. CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE	1. CARREFOUR
2. BNP	2. METRO
3. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	3. LECLERC
4. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4. RICHIEUX GROUP
5. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	5. RICHIEUX GROUP
ÉLECTRONIQUE	PHARMACIE
1. PHILIPS	1. AXA-UAP
2. PHILIPS	2. BAYER
3. THOMSON-CSF	3. AGF
4. ALCATEL	4. SCHERING
5. ALCATEL	5. SCHERING
TÉLÉCOMMUNICATIONS	TRANSPORT
1. FRANCE TELECOM	1. AIR FRANCE
2. AIR FRANCE	2. SNCF
3. AIR FRANCE	3. AIR FRANCE
4. AIR FRANCE	4. LUFTHANSA GROUP
5. AIR FRANCE	5. DEUTSCHE
SANTÉ/CHIMIE	AÉRONAUTIQUE ET DÉFENSE
1. HOECHST (GROUP)	1. DASSAULT AVIATION
2. RHÔNE-POULENC	2. AEROSPATIALE
3. RHÔNE-POULENC	3. EUROPEAN AEROSPACE GROUP
4. RHÔNE-POULENC	4. EUROPEAN AEROSPACE GROUP
5. RHÔNE-POULENC	5. EUROPEAN AEROSPACE GROUP
ÉNERGIE/GAZ/EAU/ÉLECTRICITÉ	FINANCE ET COMMUNICATION
1. ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	1. CANAL+
2. ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	2. BERTELSMANN
3. ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	3. BOUYGUES
4. ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	4. RTL
5. ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	5. DEUTSCHE TELEKOM

ment construite à partir de la communication produit », explique Laurent Habib, le directeur général d'Euro RSCG Corporate. D'une manière un peu différente, le groupe d'assurances Allianz-AGF bénéficie d'une bonne notoriété puisqu'elle cumule des marques connues dans certains pays et dans d'autres : AGF est fréquem-

ment citée par les leaders français, Allianz, par les allemands.

Troisième et dernier constat. Les leaders allemands et français sont plus optimistes concernant leurs entreprises nationales que les espagnols, les anglais et les italiens. Deutsche Bank arrive en tête du Top 30 parce qu'elle a été citée par 66 % des leaders allemands, Deutsche Telekom par 61 %, d'entre eux. France Télécom obtient la troisième place parce que 56 % des

certes locale mais elle n'est choisie que par 26 % des leaders espagnols. Même pour les Italiens. Ils sont seulement 23 % à afficher leur confiance en Telecom Italia, la première entreprise qu'ils citent. Les Britanniques ne font guère mieux : 20 % citent fréquemment British Airways, 19 % British Aerospace et 13 %, seulement, Marks & Spencer.

Olivetti veut prendre le contrôle de Telecom Italia. Le groupe italien Olivetti a annoncé, vendredi 19 février, avoir convoqué, dimanche, une réunion de conseil d'administration, pour discuter d'une importante opération stratégique et financière concernant Telecom Italia. Selon la presse italienne de vendredi, Olivetti s'approprierait à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital de l'opérateur téléphonique Telecom Italia, dont la capitalisation Bourse équivaut à plus de 46 milliards d'euros. Roberto Colaninno, l'administrateur délégué d'Olivetti, l'un des principaux actionnaires, a réussi en deux ans à redresser le groupe d'Invea en cédant plusieurs divisions, dont la micro-informa-

## La Deutsche Bank et Allianz-AGF, en tête des établissements de la banque et de l'assurance

POUR LES DÉCIDEURS européens, les entreprises allemandes et françaises sont les mieux placées pour dominer la concurrence internationale dans les mois et années à venir ? Elle évolue, selon Ipsos, le degré de confiance qu'elles inspirent et le niveau d'efficacité de leur gestion.

Deuxième au classement dans le secteur agricole recueille 12 % des suffrages, et la BNP, numéro trois, 11 %. Le sondage, bouclé l'annonce du rapprochement générale-Paribas, crédit la Dresdner Bank, citée à seulement 2 %.

La notoriété de la Deutsche Bank s'étend bien au-delà de l'Allemagne. La banque est bien perçue par les Espagnols, les Italiens, les Français et les Britanniques. L'établissement est bien implanté à Londres où il a une banque d'affaires, Morgan Grenfell,

qui porte désormais son nom. La Deutsche Bank compte 250 agences en Italie et en Espagne où elle vient de signer un accord avec les services postaux espagnols qui distribueront ses produits. La banque s'est aussi renforcée en Belgique en y rachetant la prospère filiale du Crédit lyonnais. Il n'y a qu'en France qu'elle n'a pas réussi à créer un réseau.

BONNE POSITION. Côté assurance, Allianz-AGF vient en tête du classement. Allianz est citée par 23 % des interrogés et AGF par 8 %. Les deux marques sont complémentaires, Allianz étant citée en Allemagne, en France, et en Espagne. AGF arrive en bonne position, citée par 34 % de suffrages, une bonne notoriété en Espagne et au Royaume-Uni. AXA a en outre beaucoup pour développer sa marque en États-Unis.

Sophie Fay

## Les fusions réalisées dans la chimie et la pharmacie restent méconnues

« RIEN n'est plus difficile que l'évolution de l'image d'un groupe dans l'opinion », résume récemment le patron d'une entreprise industrielle, en observant que sa nouvelle stratégie était ignorée du grand public. « Il faut plusieurs semaines à un patron pour convaincre l'encadrement du bien-fondé d'une nouvelle stratégie, quelques mois avant que le personnel y adhère », les niveaux et parfois des années pour que cela soit perçu à l'extérieur », précisait-il. Peu de personnes interrogées par Ipsos à propos du secteur santé-chimie connaissent le véritable poids des entreprises au-delà de leurs frontières.

Le secteur chimie est dominé par les groupes allemands. Parmi les groupes cités par les leaders d'opinion (entre 13 % et 28 % des citations), ces derniers n'ont visiblement pas intégré l'importance des mutations que connaît l'industrie pharmaceutique pour affronter la concurrence. Le suisse Novartis, né de la fusion de Sandoz et Ciba, est le deuxième mondial dans la santé, à un taux de notoriété quasi instantané (2 %). Glaxo-Wellcome, résultat de la fusion de deux groupes, est à peine cité (6 %). Pourtant ces mariages ont plus de trois ans d'âge.

A l'inverse, Rhône-Poulenc profite de sa très forte image en France

pour être le jeu égal avec ses concurrents allemands (20 %). L'entreprise centenaire a un taux de notoriété quatre fois supérieur à celui de sa compatriote presque trentenaire Sanofi.

Dominique Haffari

## Olivetti veut prendre le contrôle de Telecom Italia

MILAN. Le groupe italien Olivetti a annoncé, vendredi 19 février, avoir convoqué, dimanche, une réunion de conseil d'administration, pour discuter d'une importante opération stratégique et financière concernant Telecom Italia. Selon la presse italienne de vendredi, Olivetti s'approprierait à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital de l'opérateur téléphonique Telecom Italia, dont la capitalisation Bourse équivaut à plus de 46 milliards d'euros. Roberto Colaninno, l'administrateur délégué d'Olivetti, l'un des principaux actionnaires, a réussi en deux ans à redresser le groupe d'Invea en cédant plusieurs divisions, dont la micro-informa-

tique, en recentrant Olivetti sur les télécommunications, gérées en joint-venture avec le groupe allemand Mannesmann. A travers ce joint-venture, baptisé Olimpia, Olivetti contrôle le deuxième opérateur italien de téléphonie mobile (Omnitel) et la téléphonie fixe (Infostrada).

Marie-Noëlle Therisse

en place, composé de banques d'assurances et du holding de la famille Agnelli, représente à peine plus de 6 % du capital. Le Trésor doit céder 50 jours-ci la participation résiduelle de 3,4 %.

Un

1. plutôt  
2. us, il ne  
3. crit ain-  
4. France  
5. is de cé-  
6. FIO, ré-  
7. orce ou-  
8. conquis  
9. d'un pa-  
10. i confie,  
11. numéant.  
12. sa page 13  
13. zation  
14. e bord  
15. ssé  
16. oge  
17. 25  
18. qui  
19. hurel  
20. version



## PLACEMENTS

LE MONDE/DIMANCHE - LUNDI 22 FÉVRIER 1999

## L'assurance-vie permet d'échapper aux contraintes des successions

Un épargnant peut utiliser un contrat pour favoriser un enfant - handicapé, par exemple - par rapport aux autres, voire un neveu ou une concubine. Mais l'administration fiscale se montre impitoyable envers les abus

SI L'ASSURANCE-VIE a acquis plus en plus de souplesse au fil des décennies, le point de représenter aujourd'hui plus de 60 % de l'épargne financière des ménages français, elle n'en est pas moins soumise à un régime fiscal toujours favorable, même l'exonération des droits de succession désormais limitée à 1 million de francs (152 449 euros) par héritier. Le code des assurances précise que

les règles en matière de succession ne s'appliquent pas aux versements effectués par un épargnant dans une assurance-vie pour favoriser un enfant - handicapé, par exemple -, voire un neveu, une concubine et/ou un enfant. Mais pas de façon « exagérée », même si aucun acte de fraude judiciaire ne fixe de règle précise à ce sujet.

Néanmoins, le Service de la législation fiscale a énoncé en 1993 quel-

le souscripteur indélicat, malade ou mal conseillé, d'échapper à une condamnation, financièrement lourde de conséquences vu les pénalités prévues.

■ **Les abus de droit.** Chaque année, le Comité consultatif pour la répression des abus de droit établit un rapport extrêmement précis. En 1997, le président du comité a été saisi de affaires, dont une petite majorité portant sur les droits d'enregistrement et les donations d'immobiliers déguisées en ventes. Ce rapport a notamment donné lieu à une remarquable intervention touchant l'assurance-vie, des citoyens qui peuvent malheureusement se reproduire chez des personnes âgées ou malades.

Ainsi, M<sup>me</sup> H. est placée à l'extrême fin de sa vie dans la succession de son frère, M. H. Ce dernier souscrit au nom de sa sœur alors à l'hôpital à la veille de son décès trois contrats d'assurance-vie d'un montant respectif de 300 000 francs (45 734 euros), 230 000 francs (35 063 euros) et 400 000 francs (60 976 euros). Son profit et celui de son frère, M<sup>me</sup> H. étant décédée avant l'âge de 70 ans, les contrats ont été exonérés de droits de succession au profit de M<sup>me</sup> H. et de son frère, M. H.

Le comité a pourtant considéré que M. H. n'avait souscrit ces contrats à son profit et à celui de son frère que dans un but exclusif : réduire l'actif successoral du défunt des cotisations versées, et étudier ainsi le paiement des droits de mutation par décès entre collatéraux. Il a estimé que l'administration était fondée à mettre en œuvre la procédure de rétrocession pour les raisons suivantes :

— les contrats ont été souscrits la veille du décès de M<sup>me</sup> H., alors en réanimation depuis plusieurs jours ;

— ils ne comportaient aucun aléa et ne rémunéraient que l'épargne longue ;

— le montant des primes représen-

tait la quasi-totalité des avoirs de M<sup>me</sup> H., donc une part « exagérée » ;

— la durée prévue était de quatorze ans (soit bien plus que son espérance de vie), et l'un des contrats prévoyait un versement annuel de 300 000 francs (45 734 euros), alors que M<sup>me</sup> H. n'avait plus d'argent pour le faire.

■ **Les abus de fiscalité.**

Autant le fisc peut invoquer l'abus de droit s'il a établi une volonté de fraude, autant il ne pourra effectuer que le simple rétablissement de la base normale d'imposition lorsque le caractère licite des situations créées est incontestable. Ces dispositions ne sont pas applicables lorsqu'un contribuable a consulté par écrit l'administration centrale avant de conclure le contrat en déclarant sur la portée de l'opération, et qu'elle ne lui a pas répondu dans un délai de six mois.

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité des contribuables, seul un inspecteur principal peut donner le visa nécessaire à la mise en œuvre d'une telle procédure ; toute modification de l'opération doit être motivée et indiquer la possibilité en cas de désaccord sur le rétablissement

notifié de saisir le Comité des abus de droit, le citoyen impliqué jouissant alors d'un délai de trente jours pour répondre.

■ **Des conséquences lourdes mais de portée limitée.**

Si l'administration peut obtenir le rétablissement du véritable caractère d'un contrat ou d'une convention, il se limitera à son aspect fiscal et restera donc valable entre les parties, même s'il n'avait qu'un objectif : frauder le fisc. De plus, si l'avis du comité est bien consultatif, il n'en a pas moins un effet considérable : en cas de différend persistant, aboutissant au lancement d'une procédure contentieuse, le contribuable ou l'administration refusant de s'y conformer supportera la charge de la preuve, ce qui constitue un sévère handicap pour triompher.

■ **Dissimulation de la fortune.**

Lorsqu'un certain nombre de stipulations et de conventions visent à permettre la dissimulation de la véritable portée d'un contrat ou d'une convention, les tribunaux ont le pouvoir de les déclarer nulles et de rétablir les suppléments de droits, impôts ou taxes exigibles suivant une majora-

tion de 80 % assortie d'intérêts de retard si le comité n'a pas été consulté, celle-là est solidement applicable à toutes les parties au contrat ou à la convention.

■ **Prudence.**

Tout contribuable éprouvant des doutes sur la portée réelle d'une opération ou d'un montage qu'un conseiller lui aurait présenté doit se méfier et solliciter l'avis du Comité consultatif.

A défaut, la lecture attentive des rapports rendus publics au cours des dernières années lui apportera des renseignements précieux. Lorsqu'il s'agit d'assurance-vie, d'un placement représentant des années d'épargne ou d'une partie importante d'un patrimoine familial, la « bonne gestion de famille » ne doit pas hésiter à lever les ambiguïtés possibles de leur caractère fiscal. Ce dernier est un moyen d'éviter à ses proches des soucis financiers.

Olivier Verneuil

## Il faut rembourser rapidement les avances

Tout le monde peut avoir besoin d'argent pour faire face à une situation imprévue, en particulier sur une longue période de dix ou vingt ans qui correspond à la durée de vie d'un contrat. L'avance, autorisée dans tous les cas, permet à l'épargnant titulaire d'un contrat d'assurance-vie d'obtenir une partie de son placement net à un coût modique, ce qui paraît normal puisque cet argent lui appartient virtuellement. En revanche, il devra la « rembourser » dans un délai maximal de deux ou trois ans pour éviter de tomber dans une situation d'abus et tout risque de requalification, pénalisée par le fisc. À ce sujet, il nous paraît significatif que le Groupement des assurances de personnes de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) recommande aux compagnies d'obtenir le remboursement des avances avant le terme des contrats, et de ne pas prévoir d'avances programmées dans les contrats. Cette démarche nous semble parfaitement fondée, notamment pour éviter une banalisation intégrale de l'assurance-vie, et donc à terme de son régime fiscal, avec entre-temps des requalifications pour abus.

ques principes qui éclairent bien le comportement à adopter : « Si n'existe aucune règle en la matière, on confirme que les situations examinées une par une. Quand le but exclusif d'un contrat est le détournement fiscal afin d'échapper à la sanction de l'abus de droit, la sanction de l'abus de droit ne fait aucun doute. C'est le cas, par exemple, quand un contrat est souscrit par une personne en son lit de mort, pour des capitaux importants. À l'inverse, si l'on est face à un contrat souscrit depuis vingt ans alimenté régulièrement et même si ce contrat représente une fraction très importante du patrimoine total, la question se pose différemment car il semble que l'existence du contrat, là, n'ait aucun rapport avec la volonté d'échapper à l'impôt. »

Les tribunaux se fonde sur le plus souvent le patrimoine et reve-

nus du souscripteur, l'âge de l'assuré, pour en juger, reconnaissant également qu'il est légitime d'optimiser fiscalement ses investissements, mais que le montage d'une opération à des fins exclusivement fiscales constitue un abus de droit.

■ **pratique.** Il est rare que le fisc agisse au nom de l'abus de droit, car la sécurité nécessaire des échanges, donc la pérennité des contrats, lui impose la charge de la preuve. Elle ne toulouze pas à établir la mesure où la plupart des personnes susceptibles d'être incriminées mêlent des objectifs fiscaux à d'autres, patrimoniaux par exemple, ce qui suffit à les protéger des foudres de l'administration. En revanche, lorsqu'elle se lance dans l'aventure, c'est qu'elle dispose d'un dossier solide, et il sera difficile

## Beaucoup plus d'emprunts russes recensés que prévu

LE NOMBRE de titres comptabilisés dans le cadre de l'opération nationale des emprunts russes sera bien supérieur aux trois millions sept cent soixante mille annoncés le 9 février par le ministère de l'économie et des finances, selon une estimation de petits porteurs, GPT. Le chiffre de 10 millions, présenté comme un premier décompte par la comptabilité générale de la Comptabilité publique - service du ministère chargé du recensement - correspond aux titres de créances et non au nombre de titres, explique Jean-Marie Lattès, porte-parole du groupement des porteurs de titres (GPT).

Or les emprunts russes ont été émis sous la forme de coupures simples portant une seule obligation de coupures multiples portant, selon les cas, cinq, dix ou vingt-cinq obligations. « Le nombre de titres est donc très supérieur au nombre de coupures », explique M. Lattès. Pour l'instant, le chiffre de 3,76 millions relève du nombre de papiers et non le nombre de titres recensés. A la Comptabilité publique, on confirme que ce décompte porte effectivement sur le nombre de papiers et que le nombre de titres est « forcément supérieur ».

■ **SCHEMA DE REPARTITION.** Mais, souligne une responsable de la direction générale de la Comptabilité publique, « il y a probablement des titres qui ne seront pas retenus pour l'indemnisation. Nous venons de communiquer sur ce qui avait été recensé (actions, obligations), il faut maintenant en tirer la conclusion sur ce qui va être indemnisé ».

Ce problème a été découvert cette semaine lors de l'audition de la commission de l'économie et des finances de l'Assemblée nationale et la Russie sous la présidence du ministre Jean-Claude Paye. La commission devra avoir une idée plus exacte du nombre de titres recensés avant de pouvoir proposer au gouvernement un schéma de répartition de la somme versée par la Russie pour indemniser les porteurs d'emprunts russes et les personnes spoliées.

Les porteurs de titres russes ont été invités en juillet 1994 et en janvier 1999 à venir déposer leurs titres aux guichets du Trésor public afin de procéder à un recensement en vue d'une indemnisation. L'accord franco-russe, signé en novembre 1996, pour régler un long et douloureux contentieux prévoit que Moscou verse à la France 400 millions de dollars (357 millions d'euros ou 2,34 milliards de francs) au cours de quatre ans. 150 millions de dollars ont été jusqu'à présent versés par Moscou. La France a versé trois tranches de 50 millions de dollars d'ici à août 1999.

**BOURSE**  
Dépêches économiques et financières 24 h/24  
3615 LE MONDE

## Harmonisation fiscale européenne : le Luxembourg refuse de se sacrifier

LE MINISTRE luxembourgeois des affaires étrangères, Jacques Poos, a réaffirmé cette semaine que le Grand-Duché refusait d'adhérer à la proposition de l'Union européenne sur l'autel de l'harmonisation fiscale européenne. « La matière fiscale, le Luxembourg ne met pas en jeu la nécessité d'une plus grande coordination des politiques fiscales, mais il refuse de jouer le rôle (...) qui ramènerait à celui, peu enviable, d'agneau offert sur l'autel de l'harmonisation », a déclaré M. Poos devant les députés luxembourgeois. « La coopération ne doit pas se limiter au seul impôt sur le revenu des capitaux. Elle doit être globale et cohérente, c'est-à-dire englober toutes les pratiques dommageables sur les territoires dépendant de l'Union », a-t-il souligné. Ajoutant qu'« elle devra prendre en considération la donnée irréversible de la libéralisation mondiale des mouvements de capitaux ».

■ **DÉPÊCHES.** Cortal prévoit d'étendre ses services de transactions immobilières sur Internet aux places de New York, Francfort et Londres dans le courant de l'année, a annoncé la filiale de Paris. Cortal, qui se présente comme le leader européen des transactions immobilières sur Internet, offrait jusqu'à la possibilité d'achat sur la Bourse de Paris. Cortal compte également l'accès aux Bourses de Bruxelles, Francfort, Zurich, Madrid, Milan, ainsi qu'au New York Stock Exchange et au Nasdaq américain.

■ **IMMOBILIER.** Les prix dans la promotion immobilière ont progressé de 4 % en France dans les deuxièmes trimestres 1997 et 1998, mais les prix des terrains sont restés relativement stables, selon la dernière lettre de conjoncture immobilière de la CGIS. Ces chiffres s'appuient sur les ventes de logements du groupe CGIS (15 000 unités en 1998), premier promoteur immobilier. Malgré la progression, les prix restent inférieurs à ceux du premier trimestre 1997, mais la pente haussière, a souligné Alain Dinin, directeur général de la CGIS. Pour les terrains, les prix sont restés stables mais « des poches de tensions » dessinent une parcelle (400 à 1 000 m<sup>2</sup> en Ile-de-France ou 700 m<sup>2</sup> dans les autres régions) qui vendue en moyenne 323 300 francs (49 000 euros).

**EUROCIC LEADERS**

LA SICAV DES GRANDES VALEURS EUROPÉENNES

Profitez de la stabilité et du potentiel de croissance de l'Europe

EUROCIC LEADERS est une sicav d'actions européennes principalement investie dans la zone euro ou les risques de change n'existent plus.

Comme les grands investisseurs mondiaux, elle bénéficie de ce nouvel espace de stabilité monétaire et de croissance.

Réduction de 50 % des droits d'entrée jusqu'au 31/03/99.

**CIC Banques**

Pour en savoir plus, consultez votre conseiller. Appelez le 01 45 96 43 21. Rendez-vous sur internet : www.cicg.com

**SOLSTICE**

Sicav obligations et autres titres de créances libellés en euros

distributions trimestrielles

ACOMPTÉ SUR DIVIDENDE EXERCICE 1998-1999 : le montant d'acompte de la Sicav SOLSTICE a été de 3 euros, soit une contre-valeur de 19,68 francs français. Le prochain acompte trimestriel qui sera détaché le 17 mars 1999 et mis en paiement le 19 mars 1999.

Valeur de l'action au 15.02.99 : 367,38 euros, soit une contre-valeur en francs français de 408,85.

Gestion : WTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des Dépôts et Consignations

On a tous à gagner



## Semaine hésitante à la Bourse de Paris

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris a vécu la semaine accablée autour des 4 000 points. D'un vendredi à l'autre, il a tout de même gagné 1,72 %, à 4 130,48 points. Lundi 15 février, privé du repère de Wall Street (fermé pour jour férié), le CAC 40 a poursuivi sa progression, mais n'a pas voulu prendre de position. L'indice a terminé sur un gain limité à 0,12 %. Tout au long de la semaine, l'hésitation a été de mise. Il a fallu attendre les dernières minutes de cotation, vendredi 19 février, pour voir un brusque mouvement sur l'indice. Une heure avant la fin de la séance, le CAC 40 était en hausse de seulement 0,40 %. Mais, quelques minutes avant la clôture, il s'est subitement envolé pour terminer sur un gain de 2,25 %.



## VALEURS

di 19 février, pour voir un brusque mouvement sur l'indice. Une heure avant la fin de la séance, le CAC 40 était en hausse de seulement 0,40 %. Mais, quelques minutes avant la clôture, il s'est subitement envolé pour terminer sur un gain de 2,25 %. L'explication est technique. Vendredi soir, l'action Paribas est sortie de l'indice. Les gérants indiciels ont donc massivement vendu la valeur (-4,11 % vendredi 19 février). Mais, en contrepartie, ils ont dû racheter 39 autres valeurs. L'indice pour tenir compte de leur nouveau poids. Ils ont attendu la dernière minute pour procéder à cet arbitrage de crainte qu'une contre-offre de dernière minute sur Paribas n'entraîne la cote.

Sans cela, la semaine a été morne. Les intrinsèques acheteurs sur la Bourse de Paris ont été contrariés

par la mauvaise tenue de la Bourse allemande. L'accord salarial prévoyant une hausse de 4 % des salaires et le recul du produit intérieur brut de 0,4 % au quatrième trimestre 1998 n'ont pas incité les investisseurs à l'optimisme.

Les investisseurs n'ont même pas réagi à l'annonce, attendue depuis longtemps, il est vrai, de la fusion entre Matra Hautes Technologies et Aerospatiale. A l'occasion de ce mariage, le groupe Lagardère a reçu 33 % du capital du nouveau groupe. Il a pu ainsi installer ses hommes aux commandes. Si la plupart des analystes ont considéré que cette opération était bénéfique, le marché n'a pas fait preuve d'enthousiasme. Sur une semaine, l'action du groupe de M. Lagardère a reculé de 6,43 %, à 36,49 €.

Les groupes français impliqués dans des opérations de regroupement n'ont pas passé une bonne semaine. Le groupe de luxe LVMH avait acquis 34,4 % du capital de son concurrent Gucci (société à droit néerlandais). Il croyait pouvoir s'en contenter. Or les dirigeants de Gucci n'ont pas voulu. LVMH a dû émettre des actions leur donnant autant de pouvoir que LVMH, les dirigeants de Gucci ont très vite demandé une alternative. Soit LVMH lance une OPA sur la totalité des titres Gucci, soit il accepte de se voir privé de tout droit de regard sur la société. En attendant la réaction de Bernard Ar-

nault, président de LVMH, les investisseurs ont rendu leur verdict. Le titre LVMH a cédé 2,9 % sur la semaine.

Rhône-Poulenc, qui négociait les modalités de son mariage avec le groupe allemand Hoechst, a également connu quelques déboires. L'émirat du Koweït, qui contrôle, à un tiers, l'investissement, 24,5 % du capital de Hoechst, a laissé entendre qu'il s'opposerait au mariage « à part » entre les deux groupes. La parité pourrait donc être aménagée en faveur du groupe allemand. Le titre Rhône-Poulenc en a été affecté mais s'est rapidement ressaisi : il gagne 1,91 % sur la semaine.

Le grand gagnant de la semaine a été Carrefour. Pénalisé par la crise brésilienne, l'action avait perdu 12 % en trois mois. Mais, à la présentation des résultats pour 1998 (en hausse de 18,4 %, à 647 millions d'euros), Daniel Bernard, le président du groupe, a rassuré le marché. « Même dans la pire des solutions où l'on verrait une dévaluation d'une perte économique de 50 % au Brésil et de 25 % en Argentine, avec un dollar à 5,50 francs, le résultat opérationnel progresserait de 20 % en 1999 », a-t-il déclaré. Le titre s'est adjugé 11,7 % durant la séance du jeudi 18 février et a poursuivi sa progression (+1,77 %) le lendemain.

## Engagement Renault

Laure Bruxelles	37,30	-2,58
LVI Medical Gpe	15,99	-3,40
M6-Metropole TV	149,50	-4,52
Penaforte Poly.CSA	250	-4,30
Renault Environnement	305	+5,53
TF1	155,50	+5,06
UBI Soft Entertain	114,90	+0,04
Unilever	305	-17,53

IMMOBILIER		
Immo. France	127	+1,51
Immo. Méditerranée	102,10	-0,77
Kleppner	89,05	-2,29
Rue Impériale (Ly)	1011	+1,67
Sedifex CA	154,60	-0,76
Simo	53	+3,86
Soc. Fonc. Lyon	126,50	+3,06
Unilab	112,50	+0,44
Foncière Euris	87,95	-2,22
Immo. Bâtiment N°1	170	-0,59
Immo. Hotel	2	-2,43

SERVICES FINANCIERS		
AGF	51,90	-0,95
Axa	121	+1,34
B.N.R.	24,50	+0,26
BNP	149	+0,66
CPR	35,75	+1,85
Credit Lyonnais CI	99,50	-0,67
Deia France	127,50	+0,77
Interid	22,10	+0,45
Leclercq	119,50	+0,67
Natixis	55,25	-3,88
Paribas	80,10	-4,44
SCOR	44,10	-1,56
Société Générale	102,7	-0,40
Sophia	36	-5,26
Union Assur. F&I	107,50	+0,40
Via Banque	26,49	-0,67
Worme (ex-Somah)	12,33	-4,18
Immo. Banque	105	+0,05
April S.A. (Ly)	105	+2,62
Assur. B. Populaire	96	-0,20
C.A. Paris IDF	149	-0,21
Factorem	138,20	-0,21
Union Fin. France	105	+0,38

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT		
Amis	172,40	+0,52
Cetus Europ. Reun	6,32	+0,14
CGIP	49,30	+0,80
Christian B.	106,10	+3,54
Dynadion	22,75	-3,10
Immo. Invest	450	-2,49
Immo. Invest	108	+0,93
Immo. Invest	40,80	+0,36
Immo. Invest	50,70	-1,63
Lagardère	36,49	-0,48
Leclercq	119,50	+0,67
Marine Vendel	166,10	-7,87
Marine Vendel	24,75	+5,31
Solestar (N°1)	26,80	+1,18
Albatros Invest	36	-3,91
Burelle (Ly)	36,46	-2,93
Carbone	29,60	+1,33
Carbone	55,50	-1,76
Carbone	99,95	+4,58
Carbone	47	+0,04
Fin. St-Honore	49	-
Fin. St-Honore	75,90	+0,39
Fin. St-Honore	22,83	-4,54

## REVUE DES ACTIONS

## ÉNERGIE

	en euros	DIF.
CEGEDIS	51,40	+1,95
Elf Aquitaine	99,90	+0,99
Esso	67,75	-2,59
Geopysique	34,69	-2,54
Total	34,90	-2,54

## PRODUITS DE BASE

	en euros	DIF.
Air Liquide	135	-0,74
CFR (Perrillat)	25,40	-2,14
Ermenegildo Zegna	39,85	+0,25
Gascoigne	77,90	+0,75
Metaleurop	4,70	-0,74
Pechny Act Ord A	30,20	-0,67
Rhodis	11,90	-1,05
Roquette (Ly)	2,40	-0,56
Udon	26,40	-0,59
Vallourec	26,40	-0,59
Grande Paroisse	21	-0,48
Oray-En-Orient	391	-0,25

## CONSTRUCTION

	en euros	DIF.
Bouygues	236,20	-2,25
Bouygues Off.	25,40	-2,25
Ciments Français	51,25	-2,25
Colas	175,90	-2,25
ÉIFFAGE	82,90	-2,25
Groupement GTM	104,80	-2,25
Imat	10,70	-2,25
Lafarge	60,50	-2,25
Laporte	133,20	-2,25
SCE	40,40	-2,25
Went	76,35	-2,25

## BIENS D'ÉQUIPEMENT

	en euros	DIF.
Alcatel	97	-2,25
Alstom	28,09	-2,25
Bulle	5,74	-2,25
Carbone Lorraine	36,71	-2,25
CS Signaux (SEB)	61	-2,25
Dassault-Aviation	158	-2,25
De Dietrich	49,90	-2,25
Dielectric	49,90	-2,25
France Telecom	42,90	-2,25
Immatriculation	267	-2,25
Immatriculation	190	-2,25
Immatriculation	527	-2,25
Immatriculation	32,95	-2,25
Immatriculation	36,56	-2,25
Immatriculation	48,95	-2,25
Immatriculation	31,95	-2,25
Immatriculation	180	-2,25
Immatriculation	37,80	-2,25
Immatriculation	12,47	-2,25
Immatriculation	25,39	-2,25
Immatriculation	72,50	-2,25
Immatriculation	6,71	-2,25
Immatriculation	134	-2,25
Immatriculation	31,50	-2,25
Immatriculation	37,55	-2,25

## AUTOMOBILE

	en euros	DIF.
Eds	92,50	-2,25
Labinal	167	-2,25
Michelin	41,50	-2,25

## LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 12 février

## LIBELLÉ

Organisme promoteur Rang 12/02/99 Rang 12/02/98 Val. liq. en euros

## ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 16,79 %, sur 5 ans : 71,39 %

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

Cardif Actions Opportunités

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

en euros DIF.

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98

12/02/99 12/02/98



# L'accord salarial allemand retarde une baisse des taux de la BCE

La Banque centrale européenne a laissé inchangée, jeudi 18 février, sa politique monétaire. Le yen, de son côté, a plongé après le changement de cap dans la politique de change de Tokyo

La BCE a décidé, jeudi 18 février, de laisser inchangé, à 3 %, son principal taux directeur. Plusieurs éléments plaident pour le statu quo, à commencer par la faiblesse actuelle de l'euro. L'accord conclu dans la métallurgie al-

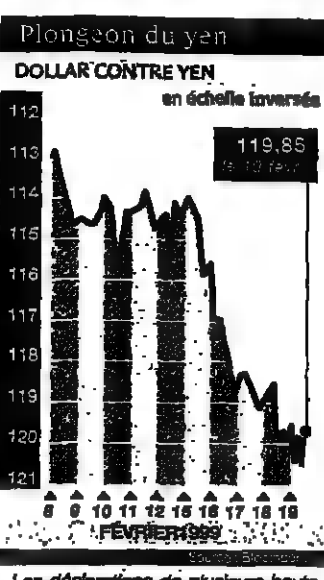
lemande, qui fait planer la menace d'un dérapage généralisé des salaires, a été mal accueilli à Francfort. Les incertitudes budgétaires en France et en Allemagne sont une source d'inquiétude supplémentaire

pour la BCE. Alors que la Commission européenne a émis un jugement négatif sur les programmes de convergence présentés par les gouvernements de ces deux pays, le ministre allemand des finances a évoqué la pos-

sibilité d'une relance budgétaire. Au Japon, l'annonce par le ministre des finances d'une reprise de ses achats d'emprunts d'Etat et les déclarations en faveur d'un affaiblissement du yen ont fait plonger la monnaie japonaise.

LES FRANÇAIS qui ont contracté des emprunts immobiliers référencés à un taux variable ont de bonnes raisons d'en vouloir aux métallurgistes allemands. En obtenant une hausse substantielle de leurs salaires (+4 %), ces derniers ont peut-être compromis, au moins pour quelque temps, une baisse des taux directeurs de la BCE. Cet accord a été mal accueilli à Francfort mais aussi par un nombre d'analystes, qui considéraient qu'il était une mauvaise nouvelle économique pour la zone euro. Ces derniers observent que le coût de la main d'œuvre en Allemagne se situe déjà parmi les plus élevés : son renchérissement risque donc de se traduire par une progression du chômage outre-Rhin. Pour essayer de maintenir leur compétitivité, les entreprises allemandes doivent continuer à réduire leurs effectifs.

Si les économistes sont d'accord pour dire que l'Allemagne souffre bien d'une faiblesse de la main d'œuvre intérieure, ils estiment qu'une relance salariale n'est pas un moyen adapté pour dynamiser celle-ci. Les hausses de salaires obtenues par IG Metall arrivent en outre à un très mauvais moment pour l'économie : la Bundesbank a annoncé, vendredi 19 février, que le produit intérieur brut de l'Allemagne avait reculé de 0,4 % au quatrième trimestre, son premier repli depuis trois ans. Les experts s'attendent à une simple stagnation du PIB au cours de cette



Les déclarations de plusieurs hauts dignitaires japonais en faveur d'un affaiblissement du yen ont été immédiatement suivies d'effets.

De son côté, le climat des affaires, mesuré par l'Institut de conjoncture IFO, s'est encore détérioré au janvier, tombant à 91,4 points après 91,4 points en décembre.

Traditionnellement, l'accord conclu dans la métallurgie sert de base pour les négociations dans les autres secteurs, ce qui peut faire craindre un relâchement des salaires outre-Rhin. La Bundesbank

avait d'ailleurs l'habitude de surveiller ces négociations et en faisait un élément clé de sa politique monétaire. L'arrivée du euro n'a pas changé la donne : l'Allemagne étant la première puissance économique de l'eurozone, la BCE est amenée à observer de près les évolutions salariales outre-Rhin. D'autant que le précédent allemand pourrait être écopé dans d'autres pays de la zone euro. Le ministre général du FO, Marc Blondel, a déclaré jeudi que l'accord sur les salaires conclu en Allemagne entre le patronat et le syndicat IG Metall constituait un « précédent » pour la France. Pas étonnant, dans un contexte, que la BCE ait opté, jeudi, pour le statu quo.

Dans son rapport mensuel, publié mercredi, l'Institut de conjoncture allemand a déclaré qu'« en ce qui concerne les pressions à la hausse sur les prix, une progression excessive des salaires et un assouplissement des politiques budgétaires pourraient compromettre les perspectives de maîtrise des prix ». Sur le deuxième point, la BCE peut aussi se montrer mécontente. A Francfort, on considère que l'assouplissement des finances publiques dans plusieurs grands pays européens est insuffisant. C'est aussi l'avis de la Commission européenne qui, dans le cadre de l'examen des programmes de convergence à moyen terme, a demandé à la France un « contrôle rigoureux des dépenses publiques » et a jugé « in-

admissible » la stratégie budgétaire de l'Allemagne. La décision de la BCE de ne pas réduire ses taux directeurs n'a pas permis à l'euro de se redresser. La monnaie européenne a terminé la semaine en baisse, à 1,1070 dollar, signe que la désaffec-

tion de la stratégie budgétaire de l'Allemagne. La décision de la BCE de ne pas réduire ses taux directeurs n'a pas permis à l'euro de se redresser. La monnaie européenne a terminé la semaine en baisse, à 1,1070 dollar, signe que la désaffec-

## Le dollar soutenu par la réduction du déficit commercial américain

L'annonce, vendredi 19 février, d'un déficit commercial américain moindre que prévu a accéléré la hausse du dollar face à l'euro et au yen. La solde s'est établie à 13,8 milliards de dollars en décembre, alors que les analystes tablaient sur 15,8 milliards. Sur l'ensemble de l'année 1998, le déficit commercial des Etats-Unis s'est toutefois monté à 168,6 milliards de dollars, un montant record depuis plus de dix ans.

Judi, le ministre allemand des finances Oskar Lafontaine avait expliqué qu'il n'était pas inquiet de l'actuelle baisse de l'euro par rapport au dollar. « L'euro tenu des exportations européennes, la situation est satisfaisante (...). L'euro par rapport au dollar n'a rien à voir avec la crédibilité de la monnaie unique. Nous ne souhaitons pas un euro surévalué par rapport au dollar. »

La baisse de la monnaie japonaise, qui a entraîné une dévaluation de 15 milliards de yens (1,5 milliard d'euros) d'obligations à dix ans au cours des deux prochains mois. Cette administration avait aussi ses réserves à l'égard de la baisse de la monnaie japonaise. Par ailleurs, le montant des titres émis à dix ans sera réduit et remplacé par des bons à deux et six ans. En réduisant l'offre d'obligations et en augmentant la demande, Tokyo espère enrayer la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui ont presque quadruplé depuis cinq mois.

Cette volte-face s'explique par un changement de cap en matière de politique de change. Les pouvoirs publics japonais ont donné leur feu vert à un renforcement du yen. La baisse de la monnaie japonaise, « compte tenu des conditions économiques actuelles, est un phénomène positif de nature à revitaliser l'économie intérieure », a notamment affirmé le gouverneur de la Banque du Japon Masaru Hayami.

A la suite de ces déclarations, le yen a vivement reculé, passant de 114 à 121 yens pour un dollar. Jusqu'alors, Tokyo se déclarait favorable à un yen stable, afin d'éviter un regain de tensions commerciales avec Washington. Pour certains observateurs, le fait que les Etats-Unis n'aient pas protesté contre la chute du yen laisse supposer l'existence d'un accord secret : la Maison Blanche serait prête à accepter le principe d'une dévaluation du yen en échange de l'engagement de Tokyo à soutenir le marché obligataire nippon. Un rapatriement des capitaux japonais placés à l'étranger pourrait provoquer une dévaluation brutale des taux d'intérêt à long terme américains, catastrophique pour Wall Street et l'économie des Etats-Unis.

liquidités des banques postales, qui ont atteint 700 milliards de yens (70 milliards d'euros) d'obligations à dix ans au cours des deux prochains mois. Cette administration avait aussi ses réserves à l'égard de la baisse de la monnaie japonaise. Par ailleurs, le montant des titres émis à dix ans sera réduit et remplacé par des bons à deux et six ans. En réduisant l'offre d'obligations et en augmentant la demande, Tokyo espère enrayer la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui ont presque quadruplé depuis cinq mois.

Cette volte-face s'explique par un changement de cap en matière de politique de change. Les pouvoirs publics japonais ont donné leur feu vert à un renforcement du yen. La baisse de la monnaie japonaise, « compte tenu des conditions économiques actuelles, est un phénomène positif de nature à revitaliser l'économie intérieure », a notamment affirmé le gouverneur de la Banque du Japon Masaru Hayami.

A la suite de ces déclarations, le yen a vivement reculé, passant de 114 à 121 yens pour un dollar. Jusqu'alors, Tokyo se déclarait favorable à un yen stable, afin d'éviter un regain de tensions commerciales avec Washington. Pour certains observateurs, le fait que les Etats-Unis n'aient pas protesté contre la chute du yen laisse supposer l'existence d'un accord secret : la Maison Blanche serait prête à accepter le principe d'une dévaluation du yen en échange de l'engagement de Tokyo à soutenir le marché obligataire nippon. Un rapatriement des capitaux japonais placés à l'étranger pourrait provoquer une dévaluation brutale des taux d'intérêt à long terme américains, catastrophique pour Wall Street et l'économie des Etats-Unis.

## Marché international des capitaux : profiter de la faiblesse du yen

LA DÉTERMINATION Tokyo a fini chérir son yen a redonné confiance aux investisseurs européens. Beaucoup souhaitent atteindre le plus grand nombre possible d'investisseurs et cherchent notamment à placer leurs titres au Japon. La faiblesse de l'euro a contrarié leur plan, ces derniers semaines. Ils avaient fini par perdre l'espoir d'aboutir avant le début du prochain exercice annuel japonais, qui s'ouvre en avril. Se préparant à limiter leurs comptes pour la fin du mois de mars, les investisseurs nippons, plutôt que d'augmenter leurs investissements en devises, cherchent à contraindre le yen à diminuer, profitant de la faiblesse de leur monnaie.

Un émetteur a déjà tiré parti de la situation : l'Autriche, pays qui se laisse la plus grande liberté dans le choix de la façon dont il lève des fonds. Il procède surtout par voie d'adjudication, suivant un calendrier précis fixé d'avance, comme le fait la France par exemple. Mais, en outre, il se présente à brève échéance lorsqu'il estime que la conjoncture lui est favorable. Il confie alors à quelques banques le soin de diriger la transaction.

L'Autriche vient d'émettre pour 1,1 milliard d'euros 10 obligations munies de coupons d'intérêt de 4 % et venant à échéance en juillet 2009. Trois investisseurs financiers s'occupent de la opération, un allemand, un japonais : Deutsche Bank, Warburg Dillon Read et Nomura. La durée d'un peu plus de six ans est inhabituelle mais recherchée, car le rendement proposé est attractif. Il correspond

à 0,10 point de plus que ce que l'on pourrait attendre de l'Allemagne si le Trésor public émettait des obligations à court terme au même intervalle. La signature de l'Autriche est fort appréciée et son seul inconvénient par rapport à la France ou à l'Allemagne est de ne pas avoir de bons titres importants. Ses emprunts sont plus petits et pourraient donc être moins facilement négociables. Il faut par conséquent payer un peu plus cher. La plupart des obligations ont été placées en Europe mais ont également retenu l'attention au Japon.

Parallèlement à cette opération menée dans la monnaie européenne, et qui pourrait être augmentée à court terme à 5 ou 6 milliards d'euros, l'Autriche s'est procurée des ressources en yens. Pour cela, elle a contracté un emprunt de 250 millions de dollars par l'intermédiaire de la Tokyo Mitsubishi International, qui a obtenu immédiatement un contrat d'échange. L'Autriche a produit des obligations japonaises. Les investisseurs ne sont pas concernés par de tels contrats d'échange. Mais eux, les obligations sont en dollars, mais pour l'emprunteur, tout se passe comme s'il était libéré de son argent.

C'est bien l'avantage de l'émission qui obtient des fonds dans une monnaie dont le cours s'apprête à diminuer (il sera donc moins à rembourser) et à laquelle sont attachés les plus hauts rendements du monde. Le Trésor public autrichien se comporte de la même manière sur le marché japonais où il a l'intention de lancer, directement ou indirectement, quand le franc japonais est fort et qu'il est appelé à faiblir et que

le taux d'intérêt sur yen est élevé. Une des raisons du succès de l'opération autrichienne en Autriche tient à sa longue durée, qui a permis aux investisseurs de bénéficier de la remontée des rendements en Europe. Il y a un mois, une telle transaction aurait été assortie de coupons d'intérêt de 3,75 % et non de 4 %. Un autre émetteur au premier plan a davantage encore tiré parti de la hausse des taux en proposant des obligations plus longues (quinze ans) afin d'attirer les investisseurs par un intérêt de 4,5 %. Plus les échéances sont éloignées et plus les taux sont élevés. Il s'agit du BNG, un établissement public hollandais, spécialisé dans le financement des collectivités locales, qui a demandé à une banque de son pays, ANGAMRO, et à la Banque générale de diriger une transaction de 500 millions d'euros. Cette affaire hollandaise est le premier chef de file des investisseurs français, d'obligations de longue durée.

L'emprunt du BNG a également été l'objet d'un contrat d'échange, lequel ne porte toutefois que sur le versement de dividendes. L'émission a servi un objectif à long terme, changeant à intervalles réguliers en fonction du taux de l'argent à court terme. C'est un objectif à long terme qui a été atteint. Le yen a retrouvé une position d'attente. Il pourra revenir à son niveau lorsqu'il le souhaitera, et le taux de l'argent à long terme vient à diminuer. Une telle façon de faire est caractéristique des investisseurs au sujet de l'évolution des taux de rendement en Europe.

Christophe Vetter

Philippe Arminius Delhommais

Carole Petit

## Début d'année en demi-teinte sur l'ensemble des places

L'EUPHORIE des dernières semaines de l'année a été même des premiers jours de l'année en Europe dans le sillage de la baisse de l'euro. Les grandes places financières ont fait du surplace depuis le début de l'année. Et la stagnation est générale. Paris, Francfort, Londres, mais aussi Wall Street à Tokyo, affichent depuis le 1<sup>er</sup> janvier des hausses modestes comprises entre 1 % et 4 %. Paris, qui enregistre de loin la meilleure performance (+4,76 %), le doit avant tout à une hausse artificielle de 2,25 % vendredi. Cette hausse correspond uniquement aux conséquences techniques de la baisse du Paribas du CAC 40 et à l'achat en contrepartie par les investisseurs, mais les dernières minutes de cotations, des 11 autres valeurs de l'indice.

Sur la semaine, les grandes places gagnent toutes un peu de terrain (entre 0,70 % et 1,73 %) à l'exception notable de Francfort,

qui a baissé de 1,50 %. Le marché allemand a été affecté à la fois par la faiblesse de l'activité outre-Rhin et les difficultés du gouvernement Schroeder. Mais sur toutes les places la prudence a été mise. Les niveaux des cours, les incompréhensions aux mouvements erratiques des changes et à une conjoncture difficile incitent les boursiers d'Europe et aux Etats-Unis à consolider les gains spectaculaires des derniers mois. A Paris, par exemple, les grandes valeurs, notamment celles qui se sont distinguées l'an dernier, ont subi des dégonflements sensibles. Des titres comme Vivendi, AXA, France Telecom, Air Liquide ou Sanofi affichent des cours inférieurs à ceux de janvier. En contrepartie, les valeurs cycliques, considérées comme les plus sensibles à la conjoncture, ont remonté la pente : Eramet, Michelin, Accor, Usinor, Metaleurop affichent des gains compris

entre 20 % et 30 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Le paradoxe est là. Les incertitudes des boursiers s'expriment au moment même où les économistes, des deux côtés de l'Atlantique, semblent rassurés sur la poursuite de la croissance. Non seulement l'économie américaine enregistre toujours des performances stupéfiantes, mais les experts considèrent pour la plupart que les économies européennes ont désormais touché le creux de la vague après la crise financière de l'été. Un sentiment renforcé par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Il soulignait, vendredi 19 février sur LCI, que le « ralentissement » de la croissance économique en Europe est « incontestable » et qu'il y avait « par ailleurs des signes encourageants ». Il est très intéressant de voir que la confiance des ménages est le peu près partout en Europe très bonne. Il faut se concentrer sur les entrepreneurs

qui semblent avoir eu un peu moins de moral et qui ont un peu de mal à retrouver le moral », a-t-il poursuivi.

Les économistes du CCF viennent de réviser à la hausse leur prévision de croissance pour la France à 2,5 % en 1999, alors qu'ils tablaient auparavant sur une hausse de seulement 2,1 % du PIB. Le CCF est la première banque à revoir ses prévisions à la hausse. Les enquêtes de conjoncture démontrent en France une activité économique en reprise après le réchec enregistré l'été dernier. L'indice de la production industrielle a été « franchement mauvais » au mois de décembre, selon l'INSEE : la production manufacturière a reculé de 0,7 % sur un mois. Mais les industriels, extrêmement prudents, ont nettement baissé leurs prévisions de dépenses d'équipement en 1999 : l'investissement industriel augmenterait

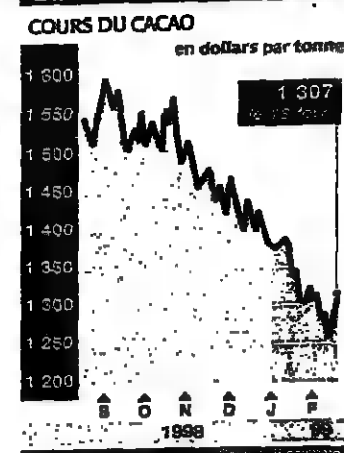
de 5 % en valeur et l'investissement manufacturier de 1 %. Aux Etats-Unis, les statistiques continuent à refléter une expansion économique. Les logements neufs ont augmenté de 3,8 % alors que les analystes de Wall Street tablaient généralement sur une baisse de 2,3 %. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis décembre 1998. Enfin, l'inflation reste toujours insignifiante.

### CRAINTES JAPONAISES

La force de l'économie américaine et la détermination inattendue de l'euro militent en faveur de l'Atlantique pour un retour à la normale en matière de taux d'intérêt. Pour Véronique Riches-Flores, de la Société générale, « en Europe, la politique monétaire a implicitement assouplie grâce à la faiblesse de l'euro face au dollar, ce qui renforce la compétitivité de la zone euro et constituera un soutien à la croissance économique ». La

## MATIÈRES PREMIÈRES

Reprise mystérieuse du cacao



LES COURS mondiaux du cacao ont pris une forme. Ce léger mieux qui s'amorce ne semble pas trop d'optimisme car on ne sait pas s'il sera durable. Il n'y a pas de place de cotation londonienne, les prix se font relever à 200 dollars la tonne en fin de semaine pour le contrat de mars et à 905 dollars pour le terme de mai. Outre-Atlantique, le CICE enregistre la même tendance, avec un contrat de mars à 1 316 dollars la tonne, et celui de mai à 1 328 dollars. En France, le commerce a bien fonctionné. Les acheteurs sont présents, qui effectuent des rachats de stocks pendant que le cacao physique s'échange contre du papier. Ainsi, le marché n'a pas vraiment été perturbé par les ventes de la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial. Pourtant, le ministre hollandais de la promotion du commerce extérieur, Guy-Alain Gauze, vient de faire savoir qu'Abidjan avait fait sur le marché 991 000 tonnes provenant de la récolte principale 1998-1999, précisant qu'il s'agit d'une « vente plus ou moins de la saison précédente, selon le calendrier ».

La libéralisation de la filière prônée par le FMI et la Banque mondiale engendre par ailleurs des conséquences quelque peu ambiguës : si, comme on s'y attend pour la fin du mois, le groupe suisse Sika reprend les activités de l'exportateur Jean-Abile Gal (JAG), se réveille alors créée une mégasociété qui contrôlerait le tiers des exportations de cacao et de café de la Côte d'Ivoire.

Pour le café, en revanche, le passage au privé ne se traduit pas dans la joie. Les petits planteurs désormais assujettis à la loi du marché annoncée quotidiennement par voie de presse ne savent plus à quel prix se vendre depuis que la Cameroenne ne se charge plus de les fixer. Beaucoup ont analphabètes et ont du mal à décoder les informations données. Ils auront en tout cas appris qu'à New York, le café cotait à 103,25 cents la livre pour l'échéance de mars (104,65 cents pour celle de mai) et qu'à Londres, les deux contrats pour le café terminaient la semaine respectivement à 1 710 et 1 650 dollars la tonne. Tout laisse à penser que cette année les leur aura pas manqué le moral.

Eric Lestr



**SCIENCES** Le laboratoire de recherche des musées de France et les services de restauration des mêmes musées viennent de fusionner en une même entité : le Centre

de recherche et de restauration des musées de France. LES 30 SCIENTIFIQUES du laboratoire parisien vont donc épauler les 300 restaurateurs installés à Versailles (Yvelines).

● CETTE NOUVELLE ENTITÉ, que tous appelaient de leurs vœux, devrait disposer d'un budget de 50 millions de francs (7,62 millions d'euros).

FUSION risque de mettre en évidence les contours plutôt inconfortables de la profession de restaurateur. La plupart des 200 spécialistes employés à Versailles sont des va-

cataires auxquels on demande de faire en permanence le grand écart pour tenir compte d'impératifs scientifiques, techniques et esthétiques.

## La technologie et le savoir-faire s'allient au service de la restauration

Le Laboratoire de recherche des musées de France et les services de restauration du ministère de la culture fusionnent. Scientifiques et « artisans », en dépit de statuts différents, vont désormais travailler de concert à la préservation du patrimoine

L'HOMME, le pinceau à la main, hésite, perplexe. Devant lui, sur un chevalet, un grand tableau. Une femme éplorée, une Renaissance, agenouillée près d'un gisant de pierre. Sur la toile, de grandes taches blanches ont dévoré la peinture, témoins non d'un bombardement qui, pendant la dernière guerre, ont irrémédiablement mutilé cette œuvre appartenant au musée d'Orléans. Le support a été minutieusement reconstitué. Il reste maintenant à déterminer comment il convient de traiter les zones manquantes.

Les laisser au blanc ? La lecture du tableau en sera certainement gênée. Les reconstituer ? Mais sur quelle base ? Celui du tombeau de Louis XII, représenté sur la toile et que l'on peut voir aujourd'hui à Paris, est un petit maître du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est toujours décliné pour la restauration de ce substituer à lui. Ne vaut-il pas mieux alors esquisser le sujet absent, de manière à ne pas perturber la lecture générale de l'œuvre ?

Ce problème est l'un de ceux que les spécialistes du service de restauration des musées de France se confrontent quotidiennement. Dans une autre salle du bâtiment

des Petites-Écuries, on s'occupe du château de Versailles, une restauration s'interroge sur le mauvais état d'un tableau de Gustave Moreau. Le tableau est compliqué, le peintre symboliste ayant fait un point sur des très personnelles en superposant l'aquarelle, le pastel et l'huile.

**DES CHOIX À ASSUMER**

Thème de la section des Petites-Écuries pour œuvres d'art en tous genres, un tombeau sur un grand malade, le Portrait de Pie VII de David. Le chef-d'œuvre est en deux morceaux. Il a été peint sur deux panneaux « mal alignés », indique l'homme de Paris. Les restaurateurs ont aggravé les problèmes et le support a fini par éclater. Il faut donc commencer par « restaurer » l'œuvre fragile, à l'extérieur, puis la « soigner » avec des techniques douces comme le système de mousses sur lequel on pose une toile pour permettre à l'œuvre de jouer. Ailleurs, on se livre à des travaux d'entretien, qu'il s'agit d'éliminer. Le plus simple est de supprimer l'oxygène en ensachant l'œuvre dans une poche hermétiquement scellée, laquelle on a insufflé de l'azote.

A la section des tissus, techniques « high tech » et doigts de

fé se côtoient. Le nettoyage et la réparation d'un vêtement copte du IV<sup>e</sup> siècle exigent par-dessus tout une patience à l'épreuve. Plus loin, la clinique des supports - on y répare les toiles de l'époque de l'Égypte (lire ci-dessus) - ou celle des pigments, une restauration est étroite, car le laboratoire des musées de France, avant de guérir, il faut un diagnostic précis. De ce point de vue, la fusion des services de restauration logés à Versailles et le laboratoire des musées de France installé au Louvre ont conduit une conférence scientifique sur l'analyse scientifique des œuvres et leur remise en état, puisque l'une ne va pas sans l'autre. Les deux laboratoires ont d'ailleurs été réunis à Versailles dès 1987.

Mais cette fusion ne risque-t-elle de mettre en évidence les lacunes plutôt inconfortables de la profession de restaurateur ? Celle-ci, en effet, n'est pas protégée - n'importe qui peut s'intituler restaurateur - et la plupart des deux cents spécialistes employés à Versailles n'ont qu'un statut de restaurateur. Au carrefour du scientifique, du technique et de l'esthétique, c'est un métier où la pratique du grand écart est la norme. « On assure une œuvre de

service public pour un public libéral et la concurrence joue à plein, insiste l'homme de Versailles, spécialiste des supports toiles. Mais du coup, on a le suspect de vouloir capter un marché. »

**Deux adresses, un seul budget**

Un nouvel organisme est apparu dans l'organigramme du ministère de la culture : le Centre de recherche et de restauration des musées de France, issu de la fusion des laboratoires de recherche et des services de restauration des musées de France. Le laboratoire était déjà associé à une unité de recherche du CNRS, l'UMR 171, et il a par une convention au Centre de recherche de l'énergie atomique. Les quatre-vingts scientifiques logés à Paris, au Musée du Louvre, rejoignent donc les deux cents restaurateurs de Versailles (Yvelines), pour déménager pour l'instant. Le Centre conservera sa double adresse. Le nouvel établissement acquiert, en revanche, une autonomie supplémentaire par rapport à la direction des musées de France. Le budget de cette entité devrait dépasser 50 millions de francs (7,62 millions d'euros). L'ensemble sera dirigé par Jean-Pierre Mohen, directeur général du patrimoine.

Si, pendant longtemps, les restaurateurs ont été jalousement protégés, transmis de manière occulte, les derniers représentants de cette tradition côtoient désormais des professionnels à la compétence - et au regard - scientifique, formés par l'université Paris-1 (ma-

trise des sciences et techniques), l'Institut de formation des restaurateurs d'œuvres d'art ou l'école d'Avignon.

Enfin la restauration est, plus que jamais, un sujet de polémique. On discute régulièrement les

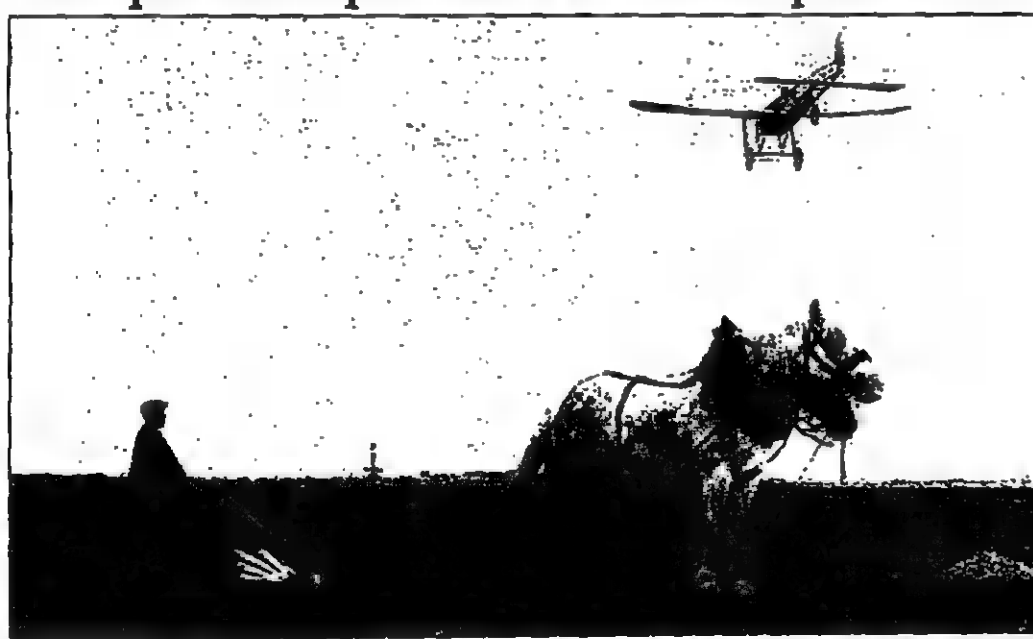
tableaux sur lesquels ils travaillent. (Le Monde du 22-23 novembre 1998)

« C'est vrai, indique Florence Djoud, qui dirige le service de restauration de Versailles, nous intervenons sur les œuvres de manière visible. Mais comment faire autrement ? Nous devons faire des choix. L'intervention doit être réversible. » Mais il faut distinguer, précise-t-elle, les pièces documentaires, les pièces historiques, celles qui ont valeur d'usage et celles qui sont purement esthétiques. Selon le cas, le traitement est différent.

« La plus grande partie de notre tâche, indique M<sup>me</sup> Djoud, c'est la prévention. Une tâche ingrate parce qu'invisible. Il faut prendre en amont : la pollution, les locaux, la qualité de l'éclairage, le nombre de manipulations - quantité de phénomènes fastidieux mais capitaux. Car s'il est impossible d'empêcher le vieillissement d'une œuvre, on peut, en revanche, le ralentir. Notre travail est de retarder le maximum la restauration. La restauration d'une pièce, c'est l'échec de sa conservation. »

Emmanuel de Roux

## Pour que l'avion qui a traversé la Manche passe le siècle



La première traversée aérienne de la Manche, par Louis Blériot, le 25 juillet 1909.

**DANS LE GRAND ATELIER.** Ici, les figures géométriques d'Albert Gleizes ; là, un portrait de femmes de Victor Trounev, Gleizes et ses filles. Et puis, étalée sur une immense table, une reproduction de la peinture d'un rose maculé de traces de graisse, les projections d'huile et de taches d'huile, à l'huile de caoutchouc. L'objet paraît fragile. Tout empêche qu'il ne soit sujet, David Cucco en a conscience délicatement. Car c'est une relique à sa place parmi les plus beaux tableaux du Centre de recherche et de restauration des musées de France, installé à Versailles.

La longue œuvre de bois, une œuvre d'art n'est autre que le panneau original du Blériot XI qui permit à Louis Blériot de traverser la Manche le 25 juillet 1909. Ce prototype, qui fit son premier vol à Issy-les-Moulineaux, est maintenant dans une souffrerie. Problèmes d'âge, car l'appareil va sur quatre-vingt-dix ans. Problèmes de matériaux vieillissants. Problèmes de restaurations menées à l'occasion d'expositions.

La structure en bois encore dont les ailes semblent trahir l'existence. « Blériot a cassé du bois lorsqu'il s'est posé en Angleterre », rappelle David Cucco. Les mécaniciens furent obligés de « réparer » l'appareil sous un chapiteau pour qu'il puisse être présenté à Londres. Toutes ces modifica-

tions ont été faites ou après le vol, les présentations ou les mises en scène. L'avion fut même accablé à la façade du Journal parisien Le Matin, qui l'avait acheté après la traversée de la Manche - ont eu raison de la machine de l'appareil.

Au point que Louis André, le directeur du musée des arts et métiers, où le Blériot XI est exposé depuis octobre 1909, s'est interrogé sur son état. « C'est pas acceptable et dangereusement évolutif », pour redonner un peu de lustre et de solidité à l'appareil, David Cucco a été consulté. Plusieurs fois durant, il a enquêté et recueilli quantité d'informations et de photographies qui l'ont aidé à distinguer ce qui était d'origine de ce qui ne l'était pas.

**POUR L'ÉTERNITÉ, DANS LA MINUTE** « Certaines des rustines posées sur le bois caoutchouté des panneaux ne sont manifestement pas d'époque », explique David Cucco. Faut-il les garder ? Faut-il les remplacer ? Doit-on restaurer l'appareil tel qu'il était avant le vol ? Tel qu'il était après ? La décision est celle qui revient à la fois à la préservation esthétique et à la simple histoire. Doit-on choisir celle qui, par l'avion de Blériot, a été restaurée par exemple à l'huile de caoutchouc pour restaurer qu'il ait pu voler ? Il faut donc, comme cela a été fait pour le premier Concorde, restaurer sans faire la remise à neuf ?

« Notre rôle, c'est d'adapter la restauration aux objets et non le contraire », insiste David Cucco. En novembre 1997, il a présenté un projet d'œuvre sur une documentation historique en partie grâce aux archives du musée de l'air et de l'espace de Paris-Mont-Valéry.

Pour l'instant, les restaurateurs ont défini les techniques et les matériaux qu'ils pourraient utiliser pour les panneaux de la machine de l'avion et pour ses ailes, plus fragiles et plus sujettes à l'humidité et à la corrosion. Des radiographies de ces pièces seraient réalisées pour lancer les travaux, mais cette opération a pris du retard. Sans certitude, les restaurateurs ont pour la restauration, même « s'ils ne peuvent garantir une symbiose parfaite avec les parties originales de l'appareil », lui donneront une « stabilité » et une « compatibilité chimique » propres à le faire durer longtemps.

Le travail sera-t-il achevé pour septembre ? Philosophes, David Cucco assure : « De toute façon, c'est toujours comme ça. On travaille pour l'éternité, mais, comme à chaque fois, dans les minutes qui viennent. »

Jean-François Augereau

## Un homme dénué de spermatides devient père

**C'EST UNE NOUVELLE** spectaculaire et fort inquiétante étape qui vient d'être franchie : le dénuement de la procréation médicale. Un groupe international de biologistes et de médecins, dirigé par le docteur Jan Tesarik (laboratoire d'Eylau, Paris), annonce dans le numéro du 13 février de The Lancet avoir réussi à concevoir in vitro deux jumeaux sans spermatozoïde. Si la conception d'enfant en l'absence de gamète masculin n'est pas, stricto sensu, une première, nul n'avait, jusqu'à présent, osé avoir recours à la technique décrite dans The Lancet.

Le docteur Tesarik avait déjà créé l'événement et la polémique en annonçant, il y a quatre ans, dans les colonnes de New England Journal of Medicine, avoir réussi pour la première fois à concevoir in vitro un embryon en fécondant un ovule par une spermatide, cellule ronde située en amont dans la lignée de production des spermatozoïdes (Le Monde du 24 août 1995). La technique, depuis, a connu une large diffusion internationale et une proposition aux hommes dénués de spermatozoïdes (azoospermie) a été faite.

Cette fois, le biologiste et les cellules germinales qui sont en amont des spermatozoïdes. Chez les hommes dénués de spermatozoïdes, ces cellules germinales étaient bloquées au stade qui, normalement, précède la méiose - processus de division cellulaire qui conduit, à partir d'une cellule comportant quarante-six chromosomes, à la formation de deux cellules de vingt-trois chromosomes qui évolueront ensuite vers la formation des gamètes.

Le docteur Tesarik et son équipe - Mihaila Balazs et Cenk Özcan (German Hospital, Istanbul), Carmen Mavrouk (université de Grenoble) et Emmanouïl Greco (European Hospital, Rome) - expliquent avoir pu, à partir de biopsies testiculaires, isoler ces cellules germinales pathologiques et les cultiver en culture. Ils expliquent aussi dans quelles conditions techniques (addition à la culture cellulaire de testostérone et de FSH, deux hormones sexuelles) ils ont rapidement pu obtenir un « déblocage » des cellules. Celles-ci ont repris leur processus de divisions et sont devenues des spermatozoïdes,

qui ont ensuite fait l'objet d'une micro-injection au stade cytoplasme d'ovocytes. Cette expérience a concerné cinq couples, et deux ont pu obtenir des enfants. L'une d'entre elles, en Turquie, permit la naissance d'un enfant à la trente-sixième semaine de grossesse. Les deux enfants, selon les données de l'expérience, ne présentent pas d'anomalies.

**VIVES CONTROVERSES**

Pour les derniers, le résultat permet de compléter l'arsenal des techniques de procréation médicalement assistée visant à pallier les stérilités masculines. Il vient s'ajouter à la pratique, plus ou moins fréquemment mise en œuvre, de la micro-injection d'ovocytes à des spermatozoïdes (ICSI), il n'y a pas de plus franchi la thérapeutique de la stérilité masculine due à des azoospermies non obstructives, les spermatozoïdes d'origine obstructive (lorsqu'un obstacle s'oppose à la présence des spermatozoïdes dans le sperme) pouvant, quant à elles, être traitées par l'ICSI.

Mais cette expérience ne peut se résumer à une telle présentation, et l'annonce dans le Lancet soulève, avec une acuité encore plus grande, les questions que pose

l'utilisation des spermatozoïdes. « Il faut distinguer les instances chargées de l'éthique ou de la sécurité sanitaire, les travaux du docteur Tesarik alimentent de vives controverses dans la communauté médicale, les praticiens estiment que les risques potentiels vis-à-vis des enfants ainsi conçus sont beaucoup trop grands pour être encourus. »

Un commentaire du Lancet signé des docteurs Kristine Steel, Sheena E. M. Lewis et Neil McClure (Queen's University de Belfast) dénonce le caractère expérimental d'une telle expérience et, plus généralement, l'absence de contrôle des pratiques de procréation médicalement assistée qu'alimentent la demande des couples et la curiosité scientifique. « Les profits qui peuvent, pour certains chercheurs et médecins, résulter de la pratique d'autant plus étonnante que le docteur Tesarik, spécialiste renommé internationale, avait, il y a ans, lancé un cri d'alarme face aux risques pathologiques auxquels sont exposés les enfants ainsi conçus (Le Monde du 15 février 1997). »

Jean-Yves Nau

**CALVITIE**

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

**CLINIQUE MATIGNON**

25, AVENUE MATHIEU 75008 PARIS

RESEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

TEL: 01 53 83 79 79 - INFO CHAUVÉ - www.clinique-matignon.com



صكر من الامل

## Rugby : Jacques Fouroux favorable à une réunion du PUC et du Racing

Ce nouveau club jouerait à Charléty ou à Colombes

**TOUS FANS** ■ Max Guazzini, réusite du président du Stade français-CASG, champion de France de rugby dès son retour au sein de l'élite, en 1997-98, donne des idées aux dirigeants des autres clubs parisiens. « Mon seul but, c'est de créer un deuxième grand club de rugby à Paris », explique Franck Mesnel, qui avance « prudemment » dans son projet de reprise du Racing-Club de France (RCF).

Depuis que Xavier Courde, le président du club de l'Ouest parisien, a décidé d'abandonner les sports professionnels au profit des sections loisirs (Le Monde du 13 janvier), la section rugby du RCF « quète d'un reprenneur. Gérard Martinez, président actuel de la section rugby, s'est mis sur les rangs. Il a été rejoint par Eric Blanc, Franck Mesnel, deux anciens joueurs du Racing, champions de France « le maillot bleu » blanc et aujourd'hui à la tête d'une florissante affaire de prêt-à-porter.

L'association de Jacques Fouroux et Franck Mesnel-Blanc, l'une des solutions « plus avancées. L'ancien capitaine « entraîneur du XV de France lui-même être « très partie prenante du projet de reprise du Racing ». « La section professionnelle du club « peut « pérenniser qu'avec des reprenneurs crédibles », précise-t-il. Le Racing envisagerait de laisser quelques installations de la Haute-de-Seine de procéder à une rénovation du Colombes après l'avoir racheté pour 32 millions de francs : « Colombes « mythique. Il « une histoire extraordinaire. Il peut donc faire l'affaire. »

Selon Jacques Fouroux, le choix du reprenneur devrait être effectué le 13 mars, date de la première journée des phases finales du championnat de France « l'élite 1 ». « Il faut rassurer les joueurs qui « à relever le défi du maintien ». Une rétrogradation du

Racing, avant-dernier de son groupe « l'issue « la saison régulière, pourrait en « compromettre l'ensemble du projet.

Jacques Fouroux, actuellement président d'un autre club « rugby de l'élite 1, le Football-Club Auch, « déjà organisé sa succession. Pour préparer son retour en « parisienne, quelques « après « échec dans le rugby « XIII, lui aussi s'inspire de la « Guazzini.

■ **MISE EN SYNERGIE** ■

A l'image du président du Stade français-CASG, qui avait réusé la fusion du Stade français « du CASG, il envisage « réunion « sections rugby du Racing « du PUC, le Paris Universit Club (Le Monde du 11 février), dont l'équipe première évolue en championnat National 1. Une telle hypothèse prévoit notamment la « mise en synergie » des deux écoles de rugby, qui conserveraient toutefois leur autonomie.

Enfin, le nouveau club parisien pourrait jouer au stade Charléty (13<sup>e</sup> arrondissement), seulement utilisé par « rugbymen du PUC. « Mon idée, c'est de remplir les stades, et Charléty, c'est un stade fait pour les spectateurs et les médias », « Jacques Fouroux. Il se souvient qu'il lui « arrivé « faire « dans « enceinte « un produit diabolisé : le rugby « XIII ». Si le « du « parisien « sa préférence « à titre personnel », il a noté « intérêt la volonté affichée par le conseil général « Hauts-de-Seine de procéder à une rénovation du Colombes après l'avoir racheté pour 32 millions de francs : « Colombes « mythique. Il « une histoire extraordinaire. Il peut donc faire l'affaire. »

« Il peut donc faire l'affaire. »

Eric Collier

## Marc Thiercelin se concentre sur sa navigation pour remporter la 3<sup>e</sup> étape de l'Around Alone

Dans le tour du monde en solitaire, une réparation risque de lui faire perdre du temps

Marc Thiercelin approche du cap Horn, qu'il a choisi pour effectuer une courte escale technique afin d'échanger des pièces endommagées.

L'autre concurrent de la classe 1, de le dépasser et d'arriver premier à Punta del Este (Uruguay), est la troisième étape.

PARFOIS il s'émervelle devant les images des mers « Sud. Thiercelin, en « de l'Around Alone, course autour du monde en « escales, franchit « deserts maritimes hostiles pour la deuxième fois. Il est beaucoup moins angoissé, même si « temps en

VOILE

temps il avoue, comme dans un entretien « Figaro du 20-21 février : « Honnêtement, je voudrais sortir de ce Pacifique Sud. C'est long à bord de « bateaux-là ».

Il navigue au « du « parallèle « une obligation « par rapport au vent ». « affirme que la lumière « superbe. Certes, il a très froid mais garde un « moral. Jeudi 18 février, il a « six mois, il ferait bien une nouvelle fête. Maintenant, Marc Thiercelin « près de l'Antarctique, il « qu'il n'y a pas « danger : « Les icebergs sont plus bas ». Il file vers le cap Horn où il doit faire escale, « une île, pour réparer « l'épave.

350 MILES ■ ■ ■ Celle-ci ne tient plus que « les sens. « On dirait une « toile d'araignée, lance-t-il, mais cela fonctionne même si je ne peux pas envoyer toute la grand-voile. »

Cela n'empêche pas le navigateur français « continuer à « des merveilles de « mer. Il « aux alentours de 1000 milles (1600 km) « jour. « Je travaille plus, je travaille plus

routes, je suis donc plus concentré sur « navigation », explique-t-il. En tête des « premières heures « la course, Marc Thiercelin tient « sa victoire d'étape, à Punta del Este (Uruguay). Pour apparaître enfin au palmarès d'une « dont il « un protagoniste.

Lors « la première étape Charleston, en Caroline du Sud (Etats-Unis) « la Cap (Afrique du Sud), le navigateur français «

(Nouvelle-Zélande), le 6 février. Le « septembre, lors du lancement « l'épreuve « Charleston, il « arrivé « jeune homme heureux. Deuxième du Vendée Globe 1996-1997, il avait attrapé la « tour du monde « gagné un sponsor généreux. Grâce à lui, il avait pu construire « bateau, « su « la nouvelle génération des « pieds, beaucoup plus léger que le précédent (9 tonnes contre 13), donc plus «. A trente-sept

mieux les joies d'Internet sur lequel il peut piocher des informations sur la météo. L'avarie « bôme le pousse à la perfection. Vraiment, une étape d'expériences.

Il « sait, la « semble un peu irréaliste. Deux monocoques « catégorie, le « celui de Giovanni Soldini, restent vraisemblablement « course : Josh Hall, qui a dématé, a dû rebrousser chemin vers la Nouvelle-Zélande à plus de trois semaines de retard.

### Agacé par Autissier

Dans un entretien publié dans « Figaro du samedi 20-dimanche 21 février, Marc Thiercelin confie son agacement vis-à-vis d'Isabelle Autissier qui, selon lui, « tire son bateau comme une mule ». Il reproche à la navigatrice « trop parler de « problèmes techniques et à son chavirage. Il s'étonne aussi qu'elle puisse déclarer qu'elle « aider Giovanni Soldini à bord : « J'ai cru qu'ils blaguaient tellement « gros... Jusqu'à « respectaient les règles, « il «

Dans une autre réponse, le marin explique que son concurrent dans l'épreuve « pendant le week-end « une dépression et que pendant ce temps je vais être obligé de m'arrêter près du Horn pour réparer ma «. A propos du « Autissier, il affirme qu'il « pouvait pas rejoindre la naufragée et que Giovanni « était mieux placé que lui, « ajoutant : « le premier qui me fait un faux procès pour cela, je l'emplacement. »

longtemps cru tenir « succès « qui sa voile n'en prend plus : gènes déchirés et grand-voile « lambeaux. Après avoir mené pendant trois semaines, il « arrivé troisième derrière Mike Golding et Isabelle Autissier. Lors « la deuxième étape, gagnée par Giovanni Soldini, il n'avait pu tenir le rythme fou donné par l'Italien. Cette troisième étape « lui est réservée avec la cadence « qu'il a imposée depuis le départ d'Auckland

### VICTOIRE ■ ■ ■ SOI-MÊME

« J'aurais préféré que plus de concurrents restent en « dit-il. « c'est « ça, et un tour du monde bouclé « une victoire sur soi-même. Quoiqu'il arrive, je « serai battu de la même façon. » Il vit « « sacrée étape » où il a amélioré par deux fois le record « distance parcourue en « heures : « milles « 392 milles (714 « 725 km). A propos « l'avarie sur sa bôme, il ne semble pas trop inquiet. A l'abri de « critique d'une île, vers le cap Horn, il faudra juste ressouder une pièce, avant qu'il « reparte, le plus vite possible.

Dans l'harmonie de « parcours glacé, Marc Thiercelin bâtit ses certitudes. Il devrait revenir par ici dans deux ans, lors du Vendée Globe, course autour du monde en solitaire sans escales. Il s'en réjouit, lui qui « de gagner cette course. Marc Thiercelin « en lui et en son bateau. Aujourd'hui, en plus, il « moral est bon et la lumière pure. Il rit : « Quand les choses sont belles, faut va «.

Bénédicte Mathieu

## Comment naviguer en solitaire à deux

ISABELLE AUTISSIER « communie plus avec « équipe demeurée à Paris. Vendredi 19 février, lors de la vacation quotidienne, la navigatrice française « à « parole à Giovanni Soldini, qui l'avait récupérée à son bord, mardi, après le chavirage « du « (Le Monde du 18 février). La décision « sage. Pour avoir annoncé, mercredi, qu'elle ne pouvait pas « les bras « sur le bateau, Isabelle Autissier « une polémique qui a secoué « monde « la voile.

L'affaire commença mardi 16 février. En repêchant Isabelle Autissier, Giovanni Soldini, concurrent de l'Around Alone, tour du monde en solitaire « escales, sort « sa solitude. Les « marins décident « continuer jusqu'à l'arrivée prévue « la troisième étape à Punta del Este (Uruguay). Un hélicoptère près du « Horn leur paraît dangereux, d'autant que le navigateur italien devrait franchir sa trajectoire au nord. Cela représenterait une nouvelle complication dans sa course, « un risque, puisqu'il pourrait « passer la nuit. Les « marins peuvent « ensemble, à condi-

tion que le « marin ne participe pas « manœuvres, sous peine « disqualification. Est-ce l'émotion du moment, l'émotion « bien « conditions extrêmes « la navigations dans les « du Sud ? Isabelle « qu'elle ne pourra rester les « croisés « qu'elle aidera Giovanni Soldini. Jeudi, elle « qu'elle s'est mal fait comprendre : « Si Gio dort, « il vent fort subitement à « nœuds, j'interviendrais, si je le faisais pas « qu'il y avait un problème, je n'en voudrais « ma vie, je n'aurais pas fait « métier de marin. Il faut se rendre compte « sommes, et ici, il est difficile d'oublier « un problème que « deux marins. »

### ■ ■ ■ STRESS MOINS

Giovanni Soldini renchérit : « C'est sûr que l'on ne fait pas « course au double, on « pas faire « folles « le bateau, se remplace « les quatre heures à « barre pour tirer « le bateau. Le pilote automatique « branché « temps « le bateau « mené dans « condition solitaire. » L'italien se « avantage : «

ne navigue pas à deux, mais c'est vrai qu'être à deux est « avantage : « dort mieux, « on sait que quelqu'un est là, « moins, on « parle. »

Les « marins ont pris le parti « d'être clairs « qu'ils « pas. Il n'existe pas d'article dans le règlement de l'Around Alone prévoyant un « incident ». La « au grand large compose donc « une tradition non écrite. La direction « course, curieusement silencieuse « toute « affaire, a simplement informé « le décompte du temps de Giovanni Soldini « venir à la rescousse. Isabelle Autissier serait « une fin les marins «.

Marc Thiercelin, après une certaine mauvaise humeur, appelle à un réalisme bienvenu : « Il y a « beaucoup plus importantes, je pense qu'ils « ce qu'ils font. » Giovanni Soldini « calme : « « course, j'estime l'avoir largement gagnée, « finalement, a peu d'importance. »

B. M.

## Comment utiliser Le Monde en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

## KIT-PRESSE

- du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant 5 jours
- la nouvelle mallette pédagogique sur la presse

Tarifs et commandes :

Tél. : 01-42-17-33-04

Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)

## Julien Bonétat, joueur de squash accusé de dopage et tardivement disculpé

IL LUI AURA FALLU attendre 27 ans, le joueur de squash Julien Bonétat, 27 ans, a « officiellement considéré, le 2 février, par le ministère de la jeunesse et des sports « innocent « faits de dopage » à la testostérone qui lui « été reprochés « 1971. Aujourd'hui installé en Grande-Bretagne, le jeune homme a toujours « qu'il se créait naturellement un « d'hormones mâles. S'il a obtenu « déclaration des pouvoirs publics, qui « ôte tout doute », comme l'indique « père, Jean-Luc Bonétat, c'est en produisant une lettre du professeur Jean-Paul Escande, en date du 22 avril 1991. Ce dernier, alors président de la Commission nationale de lutte contre le dopage, « indiquait que « rien « s'oppose plus pour le cas de Bonétat. Ce « nous le « comme un cas « de variation « quant au métabolisme de la testostérone. »

L'innocence « Julien Bonétat « donc établie « date. Le problème, c'est que le champion « son père ont découvert l'existence de ce document il y a à peine quelques semaines. Non « mal. Une copie leur en a « fournie par l'ancien directeur administratif de la Fédération française de squash (FFS), Frédéric Cellier, « que l'original ne leur soit remis par le médecin fédéral, Hakim Chalabi, « parce que le président de la fédération, Jacques Fontaine, « refusé de « l'envoyer ».

Le ministère de la jeunesse et des sports « que « la lettre « professeur Escande n'a rien changé « dossier, la sanction « Julien Bonétat ayant déjà « annulée par la fédération. »

■ **SORTIR DE L'IMPASSE** ■ Contrôlé positif le 11 mai 1991 « championnats de France, Julien Bonétat (17 ans à « date) avait « suspendu le 23 janvier 1990, pour un an, par la FFS. Suite à des « pratiqués « Allemagne, il avait « « réhabilité par la Fédération internationale et l'Association professionnelle du squash en « 1990, ce qui avait conduit la FFS à « de même, en novembre 1991.

Si le ministère s'est fendu d'une « officielle, « serait simplement par souci de permettre au joueur de « sortir de l'impasse dans laquelle il s'est placé « fédération de façon inutile ». Après avoir repris une « française en avril 1991, Julien Bonétat l'avait ren-

due en « 1996, ayant « d'attaquer la « tribunal administratif de « afin d'obtenir « indemnité réparatrice à titre de préjudices » de 1 million de francs (152 200 €).

« à expliquer pourquoi cette lettre de Jean-Paul Escande n'a jamais « portée à « des Bonétat. Son auteur l'avait adressée au ministère de la jeunesse et des sports, ainsi qu'au médecin de la FFS. Au ministère, on réaffirme que Julien Bonétat n'ayant finalement pas été sanctionné, les pouvoirs publics n'avaient « aucune « d'intervenir ». Or, dans une lettre du 2 novembre 1990, le directeur des sports au « d'Etat à la jeunesse « aux sports invitait la FFS à « pas « sa sanction, « la décision de « prise par la fédération « l'a « à partir d'un rapport d'expertise incomplet ». La direction actuelle de la FFS n'a pas souhaité se prononcer. Mais Frédéric Cellier admet qu'il aurait « sans nul « adresser une copie (de la lettre) à l'intéressé », « ainsi « une part de responsabilité ». Plus étrange, le médecin fédéral de l'époque, auquel « était logiquement « la fédération,

ne l'a jamais reçue. Il « démis- sionné juste avant. Son successeur assure ne pas l'avoir «. Ce qui « pas le « la personne qui « une « générale de la FFS. Mais Liliane Couvreur dit n'avoir « suivi l'affaire, qui « du ressort personnel du président et de la commission médicale. »

Entré à la fédération « vers 1994 », le docteur Hakim Chalabi indique avoir d'emblée « épluché « dossier ». Il n'y a pas trouvé la lettre qui ne lui sera soumise qu'en mars 1998, après l'arrivée d'un nouveau directeur technique national. « Nous avons « fait « nous n'avons jamais eu de réponse, affirme-t-il. « dans « affaire, il y a eu de la malveillance. » Jean-Luc Bonétat évoque un règlement de comptes dont son fils « la victime, mais qui le « lui. « J'ai participé à la « de la fédération, mais j'en ai démissionné début 1989 à la suite d'un net désaccord sur la gestion », dit-il, assurant que certains en auraient gardé rancune. En attendant, l'action engagée par Julien Bonétat devant le tribunal administratif de Paris « toujours en cours.

Philippe Le

Model de 11 st  
cent collectionne

GRAND JURY  
Jean Tiberi

DIMANCHE  
18h30



## Les modèles de l'Est attirent les collectionneurs

Les amateurs de Trabant, de Tatra, de Zaporozez et autres joyaux des démocraties populaires s'amuse à conduire ces charmants véhicules

« VOUS voulez vraiment ramener ça chez vous ? » Le douanier allemand du poste-frontière situé juste avant Strasbourg était sincèrement perplexe, mais il lui a fallu se rendre à l'évidence. Le monsieur avait l'intention de regagner Paris sur sa Trabant. Il l'avait achetée à l'occasion du Lion, garantie

« occasion du Lion, garantie ». Achetée l'équivalent de 110 000 F (610 €), elle trône aujourd'hui parmi quelques-unes de ces congénères, dans la sous-cave d'un parking privé des Hauts-de-Seine. Ici ont élu domicile une bonne dizaine de Trabant appartenant à des membres du club Euro-Trabi, qui rassemble en France deux cent cinquante membres et sur un cheptel de deux cent quarante-cinq curieux véhicules. Les Trabant à moteur deux-temps (dont deux, en version kaid, ont dû

surveiller le mur de Berlin pendant de longues années), mais aussi des Zil, des Volga, des Zaporozez et des Syrena polonaises, des Tatra tchécoslovaques.

Parfois recueillies au milieu d'un champ, son propriétaire venait de l'abandonner dans un état d'âme après avoir investi des deutschemarks tout neufs dans une « vraie » voiture, les « Trabi », comme on les surnomme affectueusement. RDA, ne goûtent pas pour autant une retraite paisible. Une quinzaine d'entre elles circulent quotidiennement en région parisienne. « C'est une excellente petite auto de ville. Elle démarre les matins un quart de tour en l'entendant (minimum), » certifie Claude Martin.

Membre du Club Euro-Trabi, un informaticien a parcouru près de 60 000 kilomètres au volant de son

break Trabant bleu clair, l'équipement pléthorique (jauge à essence, appuie-tête, garniture bi-ton) tient à ses origines proches de la nomenclature. Jusqu'en 1991, elle était le véhicule de fonction du responsable des finances d'un ministère.

Les facétieux propriétaires de Trabant ne manquent jamais l'occasion de placer leur acquisition dans des situations embarrassantes. Des petits gags qu'ils se partagent lors de leurs réunions. Par exemple, descendre dans un taudis et regarder le voirie débattre le levier de vitesses (pour un novice, enclencher la première sur une Trabant, c'est chercher une aiguille dans une botte de foin). Ou encore organiser le concours du PV le plus intéressant.

La chose qui tente le nom Trabant inscrit à l'arrière de la voiture est très difficile à déchiffrer pour les non-initiés. D'autant plus que les plus fervents ont point d'honneur à circuler avec l'ancienne plaque minéralogique est-allemande de l'auto. Avec l'autocollant DDR, pour être en règle. Le club, qui organise chaque année la Rallye des apparatchiks des deux-temps, ne signale pas les propriétaires de voitures anciennes - généralement très âgées - par ses reconstitutions historiques avec drapeaux rouges, portraits des grandes figures du marxisme-léninisme, chemises de l'Armée rouge.

Nostalgiques d'un monde bipolaire ni triomphant, ni déclinant, les amateurs de cette voiture, dont la carrosserie est recouverte de peintures phénoliques mélangées à des fibres de coton, ne partagent pas seulement un goût commun pour le ridicule. Souvent,



La célèbre Trabant P 601.

ils ont passé quelques mois ou quelques années de leur existence près du mur de Berlin, pour cause de service militaire, de carrière dans l'armée ou à l'occasion d'une mission professionnelle. Ils en ramènent des images fortes. « La petite Trabant, symbole d'un régime moribond, est devenue le symbole de la chute du mur. Ce la compte », dit l'un d'entre eux.

« UN VRAI TRABI, C'EST BIEN »

Bref, la « Trabi » n'est pas seulement une curiosité automobile. « Nous sommes de la dévotion avec tact », assure Claude Martin. Vous pensez bien que, cet été à Zwickau, lors du rassemblement international des collectionneurs de Trabant, nous n'avons pas déployé de drapeaux rouges, mais de la faucille et du marteau. » Mon épouse, qui roumaine, a horreur de cette voiture, se résume, pour sa part, à l'apprécier d'un charmant cabriolet Trabant rouge vif. Elle ne se gêne pas d'une voiture que l'ouvrier méritait. Karl Marx était attendu douze ans après en avoir passé commande, il avait fait attendre douze ans de sa vie.

Les aficionados de la Trabant, qu'ils soient directeurs d'entreprises, anciens militaires, enseignants, artistes lyriques ou marchands ambulants, en parlent avec un

enthousiasme oscillant entre l'estime sincère et l'ironie mordante. Ils peuvent s'émerveiller fin devant le train à vapeur à vapeur, le modeste moteur deux-temps à 26 chevaux (« placé en position transversale dès 1957, soit deux ans avant la Mini ! », fera-t-on remarquer).

Certains soutiennent, contre toute évidence, qu'aucune fumée d'échappement bleuâtre n'accroche le sillage de leur P 601, d'autres racontent leur dernière panne sans attendrissement, mais, l'instant suivant, les « trabis » s'exclament devant « Pape Wagen » (voiture en carton) qui n'a évolué d'un seul coup de 1964 à 1991.

« Il faut jamais freiner d'un seul coup », dit-il, « je n'ai jamais de quel côté on se déporte une Trabant, affirme un connaisseur. L'œil apprend à se faire à la pression du pédalier, puis l'ajuste en corrigeant avec la direction. On s'y fait très bien. » Avec son pédalier décalé sur la droite, son volant à gauche et son freinage à la moindre progressivité, la « Trabi » impose à son conducteur un apprentissage qui peut virer au bizutage. En quatrième, lorsque l'on pose le pied sur l'accélérateur, on se retrouve en roue libre, sans le moindre frein

moteur. Cela surprend toujours un peu. Mais l'attente des collectionneurs populaires surgissent d'autres productions automobiles insolites. La plus imposante est la Tatra 603 de 1970, une limousine à moteur V8 arrière entraînée par une double turbine, connue pour avoir été le véhicule officiel de la police politique tchécoslovaque. Sous le siège du conducteur, un brûleur à gaz peut réchauffer l'habitacle pendant l'hiver. « Le risque d'incendie est tel que je ne m'en sers jamais », assure son propriétaire.

Les majestueuses limousines du club (l'une est immatriculée KOD 75, l'autre fut autrefois utilisée par le dirigeant communiste bulgare Todor Jivkov) ont été achetées d'autres lieux, mais quelques curiosités sont venues s'ajouter à la collection. Une Zaporozez ukrainienne de 1965 aux allures de Tatra 600, qui a fait la France après un périple dans l'histoire de 3 200 kilomètres, et une Syrena polonaise de 1970 aux faux airs de Simca Aronde. « Rapport poids-puissance absolument catastrophique, commente, admiratif, un expert. Vous vous rendez compte, elle pèse une tonne, mais son moteur ne sort que 100 chevaux. »

Jean-Michel Narmann



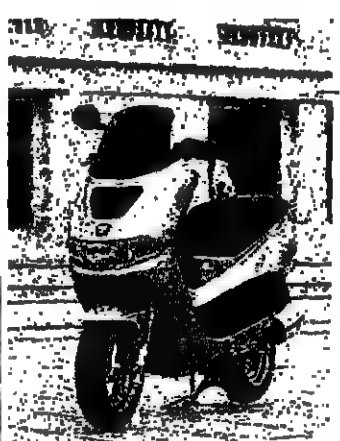
La Syrena venue de Pologne.

### Trois millions de Trabant

La première Trabant sort de l'usine de Zwickau (Saxe) le 7 novembre 1957, jour du quarantième anniversaire de la révolution russe et un mois après le lancement du premier Sputnik. Pour économiser l'acier, la carrosserie est recouverte de Duroplast (résine de phénol et fibres de coton) et la voiture ne dépasse pas 680 kilos. En 1964, la Trabant est « rayonnée ». La P 601, qui sera le modèle le plus diffusé, reçoit un nouveau moteur deux-temps (un bicyclette en ligne sans soupape de 600 cm<sup>3</sup>). Décidée en 1964, en version militaire, à l'initiative de carrossiers indépendants, en cabriolet, la Trabant a été diffusée à trois millions d'unités jusqu'en 1991.

Symbole de la chute du mur de Berlin après avoir été celui de l'automobile est-allemande, elle coûtait un an et demi à l'achat, une Trabant en bon état se négocie aujourd'hui quelque 5 000 francs (762,24 €) en Allemagne. En France, le club Euro-Trabi (19, rue Eugène-Besancçon, 92700 Colombes) propose des modèles importés, remis à neuf et garantis pour des prix allant jusqu'à 15 000 francs (2 286 €).

### Le réveil des scooters Peugeot



Après la série SV, la famille Elyseo. Ici, le modèle 100 cm<sup>3</sup>.

plancher plat, est bien sûr. D'où une certaine fatigue. Le tableau de bord (jauge, clignotants, compteur, compteur journalier) est lisible. La bécasse est positionnée sans effort, sans sur-tout, les concepteurs ont imaginé un système original pour éviter de se faire dérober son deux-roues. Au classique antivol de sécurité, Peugeot a ajouté un antivol extractible du type Bos intégré dans un tube du cadre, à l'arrière de la machine. C'est propre et peu encombrant.

Deux surprises attendent le conducteur. La surprise agréable, c'est que le moteur vire dans un « mouchet » de poche (son angle de braquage est de 120 degrés). Les propriétaires urbains apprécieront

d'échapper aux embouteillages. En revanche, les conducteurs (et conductrices), qui ont un peu de mal à se faire à la machine, laissent au sol le plancher de l'Elyseo. Important, elle leur fait courir le risque d'être déséquilibrée. Déjà rencontré dans les engins d'autres marques, le défaut de cette machine séduisante. Suggérons au constructeur une solution qui améliorerait son image de marque : lui valdrait la reconnaissance des clients : proposer deux tailles de selle !

Jean-Pierre Tuquet

Le scooter Peugeot Elyseo. Prix : à partir de 11 490 francs (2 513 €).

## GRAND JURY

RTL Le Monde LCI

JEAN TIBERI

Maire de Paris

Débat animé par JEAN-PIERRE DEFRAIN

avec HERVÉ GATTEGNO - LE MONDE et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE 18H30

RTL & LCI

ASSISTE-T-ON au rallye de Peugeot Motocycles sur le thème des scooters ? Après avoir introduit la rétrogradation, dans la France des années 80, de ces machines venues d'Italie et après avoir lancé, dix ans plus tard, la gamme des SV et conforté sa place, la marque Peugeot a fait un grand saut. C'est, de temps en temps, elle propose à quelques centaines d'engins existants - les grosses roues ici, un nez de queue là - pour séduire les « ados » : rien de vraiment nouveau. La concurrence, italienne, a su en tirer profit.

Tardivement, donc, Peugeot se réveille dans une gamme renouvelée. Finit les SV ! vivent les Elyseo ! Les scooters aux mensurations moyennes, privilégiant les aspects pratiques sur une esthétique plus proche de l'univers du scooter, celui-ci la machine. Ils sont trois - et peut-être quatre - à appartenir à la famille. Tous semblables au vu de leur ligne, et tous différents par la motorisation.

Le benjamin de la famille, l'Elyseo 50 cm<sup>3</sup>, une machine deux temps, d'ores et déjà commercialisée (14 900 F, 2 713 €), que Peugeot présente comme « la plus luxueuse des 50 cm<sup>3</sup> ». Le grand frère, l'Elyseo 125, devrait s'appeler Dédalo, mais il ne l'est pas. Depuis leur

mois, Peugeot a commercialisé sa concessionnaire qui volent des scooters leur échapper. L'arrivée sur le marché de l'Elyseo 125 n'est plus qu'une question de semaines, d'un mois ou deux, au plus, affirme-t-on chez Peugeot. Les mauvaises langues disent que le retard vient du moteur de 80 cm<sup>3</sup> produit à plusieurs milliers de milliers d'exemplaires. C'est un peu de stabilité. Les mauvaises langues disent que sa puissance largement suffisante pour un usage urbain. L'intention des ingénieurs de mécanique, le fabricant révèle que le cylindre, « désormais en fonte, est plus rigide et résiste mieux aux différences de températures », que « l'embellissage est renforcé et repose sur une roue aussi grande que celle du moteur 125 SV », enfin que « la pompe à huile est graissage séparée » et « la turbine de refroidissement » ont également été modifiées.

Cette machine est une machine pour son rapport qualité/prix (16 900 F, 2 513,88 €, avec les options type pare-brise, top-case, dossier). Avec sa ligne un peu ventrée, l'Elyseo accroche l'œil, séduit et rassure. Le pilote, buste droit, jambes à l'équerre sur un

EXPOSITION ZANZIBAR ET LA CÔTE SULTANE -50%\* SUR TOUTE L'EXPOSITION JUSQU'AU 5 MARS

LE BON MARCHÉ

SCIENCES ET AVENIR

Rester jeune jusqu'à 120 ans

Le secret de la vie : se battre contre ses gènes

EXCLUSIF

Le vrai mont Sinai

1. plutôt  
2. plus  
3. plus  
4. plus  
5. plus  
6. plus  
7. plus  
8. plus  
9. plus  
10. plus  
11. plus  
12. plus  
13. plus  
14. plus  
15. plus  
16. plus  
17. plus  
18. plus  
19. plus  
20. plus  
21. plus  
22. plus  
23. plus  
24. plus  
25. plus  
26. plus  
27. plus  
28. plus  
29. plus  
30. plus  
31. plus  
32. plus  
33. plus  
34. plus  
35. plus  
36. plus  
37. plus  
38. plus  
39. plus  
40. plus  
41. plus  
42. plus  
43. plus  
44. plus  
45. plus  
46. plus  
47. plus  
48. plus  
49. plus  
50. plus  
51. plus  
52. plus  
53. plus  
54. plus  
55. plus  
56. plus  
57. plus  
58. plus  
59. plus  
60. plus  
61. plus  
62. plus  
63. plus  
64. plus  
65. plus  
66. plus  
67. plus  
68. plus  
69. plus  
70. plus  
71. plus  
72. plus  
73. plus  
74. plus  
75. plus  
76. plus  
77. plus  
78. plus  
79. plus  
80. plus  
81. plus  
82. plus  
83. plus  
84. plus  
85. plus  
86. plus  
87. plus  
88. plus  
89. plus  
90. plus  
91. plus  
92. plus  
93. plus  
94. plus  
95. plus  
96. plus  
97. plus  
98. plus  
99. plus  
100. plus















d de Berlin à l'heure  
question kurde

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FEVRIER 1999 / 23

## Peintures, matières et couleurs

Galerie à Paris. Un hommage à Dora Vallier et Shirley Jaffe, Roger-Edgard Gillet et Byong Jin-koh

LA GALERIE Louis Carré rend hommage à Dora Vallier, historienne et critique d'art disparue le 12 septembre 1997 (*Le Monde* du 16 septembre 1997). Des particuliers ou des confrères, comme les galeries Thessa Hérolid ou Louise Leiris, ont contribué par leurs prêts à un accrochage à la fois nostalgique et frais, avec des œuvres bien choisies et, pour beaucoup d'entre elles, pas vues depuis longtemps.

Dix-sept artistes ont été réunis, de Bissière à Zao Wou-ki. Des amis, comme Albert Bitran, auteur d'une chaleureuse préface qui rappelle la rigueur et la passion de la critique d'art, ou d'autres sur lesquels elle écrivait quelques textes qui firent date, comme Georges Braque - dont on montre, entre autres, une précieuse gravure cubiste, *Fox*, de 1911 - Jacques Villon ou Serge Poliakoff. Dora Vallier publia de 1954 à 1960, dans les *Cahiers d'art*, des entretiens avec des figures majeures du XX<sup>e</sup> siècle.

En 1967, elle publie *L'Art abstrait*, première synthèse accessible en français sur le sujet. Chez Louis Carré, des vitrines présentent certains de ces ouvrages et rappellent un parcours exceptionnel, scandé de rencontres et d'amitiés. Les peintres aimaient Dora Vallier : son prénom, calligraphié en grand par Picasso, ou le Miro dédié

qui fit la couverture d'une livraison des *Cahiers d'art* en 1960 en témoignent. Et Dora Vallier aimait la peinture.

La chose est aujourd'hui suspecte. Pourtant, les tenants de la toile et des couleurs sont bien vivaces. Ainsi l'Américaine Shirley Jaffe, qui, après avoir longtemps exposé chez Jean Fournier, est à présent montrée par Nathalie Obadia. Née dans le New Jersey en 1923, Shirley Jaffe est installée à Paris depuis 1949. D'abord proches de l'expressionnisme abstrait, ses tableaux sont devenus plus ordonnés, tout en conservant un rythme et une spontanéité qui n'appartiennent qu'à elle. Enfin, pour l'instant : bien des travaux de jeunes artistes actuels pourraient revendiquer la maternité de Shirley Jaffe et l'inspiration de ses aplats mats, aux tons d'une rare vigueur.

GILLET, GEMÉREUX ET SUTIL

Aux antipodes de cette abstraction tendue comme une corde prête à se rompre, la peinture de Roger-Edgard Gillet témoigne d'une sensualité joyeuse. Même si la thématique n'est pas d'une gaieté folle - crucifixions, la brosse donne une telle densité à la pâte et la main une telle expression aux figures que l'oeil s'attarde, ravi par une matière généreuse et subtile, des qualités peu



Le Coréen Byong Jin-koh dans son atelier parisien.

répandues désormais. En 1952, le critique Michel Tapié avait inclus Gillet, alors abstrait, dans son livre *Un art autre*. Autre, il l'est demeuré.

Mais qui voudrait être projeté dans un univers totalement inconnu en trouvera l'occasion à la galerie Casini. Né à Séoul en 1954, Byong Jin-koh expose à Paris depuis 1993, date à laquelle il avait montré, au regret de Carré des arts, des toiles gigantesques couvertes d'une matière foisonnante, une jungle moite et grouillante qui révélait un peintre exceptionnel. Justement titrée « Etranger »,

l'exposition actuelle réunit des toiles et de grands papiers, ces derniers remarquables par leur densité. Dans l'un et l'autre cas, les formes imaginées par Byong Jin-koh n'ont rien perdu de leur puissance, et mêlent toujours l'organique au végétal, en créant un monde imaginaire dont la culture occidentale ne peut qu'affluer la richesse.

On y verra, selon les cas, une ribambelle d'ours cheminant vers le ciel, une jungle luxuriante et noire ou des figures bizarres, mi-amibes mi-légumes, surpris en pleine copulation. Bref, ce qu'on y apporte, ce qui est très bien ainsi. Tout le monde sait, depuis Marcel Duchamp, que c'est le regard qui fait l'œuvre. Cela vaut pour le ready-made comme pour la peinture lorsqu'elle est bonne.

Harry Bellet

★ « Hommage à Dora Vallier », galerie Louis Carré, 8, rue de Valenciennes, Paris 10. Tél. : 01-45-62-57-07. Jusqu'au 13 mars.  
★ « Shirley Jaffe », galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3. Tél. : 01-42-74-67-68. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.  
★ « Roger-Edgard Gillet », Galerie Henry Bussière Arts, 26, rue Mazurine, Paris 6. Tél. : 01-43-54-78-11. Jusqu'au 27 février.  
★ « Byong Jin-koh », Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon, Paris 3. Tél. : 01-48-04-00-34. Jusqu'au 20 mars.

### INSTANTANÉ

#### FATTORINI, DIVINE SURPRISE

Morena Fattorini, notez le nom, la voix, la présence, Morena Fattorini est une chanteuse peu connue. Elle chante aux 7 Lézards, café-concert très accueillant, juste en face de chez Jo Goldenberg, rue des Rosiers. Le salon est aménagé en théâtre, en club. Le son juste, sans amplification.

Avant de connaître la chanteuse, avant de découvrir sa voix, son corps de marionnette, on sait qu'une vocaliste qui a pu s'en-tourer de Frédéric Sylvestre (guitare) ou Gilles Nattel (contrebasse), une chanteuse venue avec son percussionniste Souleymane

Mboj, honorée par Steve Potts, guest-star, plus le meilleur pianiste de cœur, Alain Jean-Marie, on sait que cette chanteuse a quelque chose. Les musiciens ne se trompent pas. C'est une chose complexe, un signal, mais si cela devait ne plus arriver, on sait : on cesserait d'un coup de courir la nuit et la chance de la nuit. Ce n'est pas du « jazz », mais cela ne peut être joué à ce point que par des musiciens de jazz. Ainsi va la vie.

Répertoire : Kurt Weill, Hans Eisler, Bartok, Fattorini elle-même ou Brecht pour les textes. La voix est superbe, clairement affirmée, parfois sans micro, à nu, hors tout effet, la mise en place, heureuse. Morena Fattorini est d'une présence qui fait croire à la personne. Tout semble lié à la chance, cela

ne l'est qu'à l'attention, aux climats, les accents, un trait de guitare comme s'il y allait de l'avenir du monde (Frédéric Sylvestre).

Ou alors cette monstrueuse descente d'accords, fugace, délicate, que se permet Alain Jean-Marie en un final d'accompagnement discret : pour qui, grands dieux ? pour personne, pour elle, pour l'art de la musique, certainement pas pour lui-même, comme un Richter qui jouerait devant les sept pianistes du monde ? Non : vraiment pour elle, pour une belle femme qui chante. Sans plus.

Francis Marmande

★ Les 7 Lézards, 10, rue des Rosiers, 75004 Paris. M<sup>o</sup> Saint-Paul, 01-48-87-08-97.

## Une création désabusée de Franco Donatoni à Pleyel

Franco DONATONI : *Fire (in cauda IV)* (création). Ernest BLOCH : *Schelomo*. Ludwig van BEETHOVEN : *Symphonie n° 3 « Héroïque »*. Marie Devellereau, Rie Hamada (sopranos), Nadine Denize (mezzo-soprano), Cécile Elor (alto), Eric Picard (violoncelle), Orchestre de Paris, Christoph von Dohnanyi (direction). Salle Pleyel, le 17 février.

Chef de file dans les années 60 de l'avant-garde musicale, entré dans l'histoire avec les cours d'été de Darmstadt, Franco Donatoni (né en 1927) fait aujourd'hui figure de repenti. Il n'a plus foi en la musique contemporaine et la dénie dans un opéra autobiographique, *Alfred*, *Alfred* (*Le Monde* du 14 octobre 1998). Il ne croit peut-être même plus à la musique tout court et répond aux commandes d'une manière qui semble, pour le moins, désabusée.

L'œuvre créée par l'Orchestre de Paris à tout de la performance du clown triste. *Fire (in cauda IV)* arpente la scène orchestrale par mouvements limités, désunis et hagards. La rhétorique de l'escalier (accords enchaînés dans une besogneuse ascension, échelles mélodiques parcourues dans de facétieuses glissades) engendre un numéro d'équilibriste emprunté qui se rétablit sur des figures parodiques. De plus en plus fréquentes, les citations à peine voilées (de *Peer Gynt* de Grieg, de *La Walkyrie* de Wagner, de la *Marche funèbre* de Chopin, etc.) paraissent aussi incongrues que l'activité démesurée du quatuor vocal féminin chargé de diffuser en anglais un court poème de Jack Béeching.

Peu concerné par cette musique sans queue ni tête, on considère avec compassion les gestes vains d'un artiste qui s'imaginerait que « la plus belle mort est la plus volontaire ». Le pathétique dans l'affaire tient à l'accueil de l'œuvre par le

public de Pleyel. « Pour de la musique moderne c'était plutôt bien fait », entendait-on ça et là à l'entracte. Bien fait ! Pour qui ?

Aucune arrière-pensée en revanche à l'écoute de *Schelomo*, superbe rhapsodie pour violoncelle et orchestre composée au début du siècle par Ernest Bloch. Le jeune Eric Picard, au goût sûr et personnel, la communique avec une générosité jamais excessive. A son contact, l'Orchestre de Paris, d'abord un peu raide après le pas de charge donatonien, retrouve progressivement une liberté d'exécution qui sert aussi bien la perspective soignée que les couleurs rutilantes du tableau peint par le compositeur à partir de motifs hébraïques. Trop saillante et parfois instable, l'*Héroïque* de Beethoven dirigée par Dohnanyi n'atteindra pas un tel degré d'excellence.

Pierre Gervasoni

### FILMS NOUVEAUX

MADÉLINE ■ Dans un Paris rêvé, peuplé de 2 CV, de « tubes » Citroën, de Simca 1000 et où Notre-Dame de Paris côtoie le Sacré-Cœur, se trouve une pension pour petites filles dirigée par une religieuse, Soeur Clavel. Une orpheline blondinette, Madeline, s'en détache par son caractère volontaire. Ce décor posé, les scénaristes de cette bande pour enfants se sont contentés d'accumuler diverses situations déjà vues cent fois ailleurs. L'héroïne devra, en effet, empêcher que l'école soit vendue par son nouveau propriétaire. Elle devra sauver du kidnapping l'insupportable morveux qui habite à côté et qui est le fils de l'ambassadeur d'Espagne. Elle devra enfin faire accepter la présence d'un chien qui lui a sauvé la vie. Une telle multiplication de clichés ne donne guère au récit la possibi-

été de trouver la respiration qui lui permettrait de surprendre.

Jean-François Rauger  
Film américain de Daisy Scherler Mayer. Avec Frances McDormand, Hatty Jones, Nigel Hawthorne (1 h 29).

#### LES COLLÈGUES

■ Un petit club de football amateur de Marseille en proie à de graves difficultés trouve, en pleine Coupe du monde, le moyen d'échapper à sa disparition programmée. Tourné durant la dernière Coupe du monde, *Les Collègues* aligne les pires clichés imaginables sur le football et la ville de Marseille, et se complait dans une évocation plate d'une équipe composée de caractériels en puissance. Philippe Dajoux, le réalisateur du film, a sans doute été trop préoccupé par sa produc-

tion pour négliger à ce point toute crédibilité au point, par exemple, de programmer la finale en plein après-midi. L'aspect « gadget » du film, renforcé par la présence de Joël Cantona, le frère d'Eric, ne pèse pas lourd face à un scénario concocté à toute vitesse, trop pressé de surfer sur la victoire française en Coupe du monde.

Samuel Blumenfeld  
Film français de Philippe Dajoux. Avec Joël Cantona, Sacha Bourdo, Patrick Basso, Albert Cantona, Armen Kelif (1 h 33).

#### JACK FROST

■ Pour qui douterait que Hollywood est encore capable de produire des films vraiment décalés, *Jack Frost* est à conseiller. Non parce que ce conte de Noël sort en France quasiment au printemps. C'est plutôt que les scénaristes ont dépassé ici toutes les bornes de l'audace et de la fantaisie. Qu'on en juge : Jack Frost (Michael Keaton)

est un chanteur de blues, blanc et heureux. On est déjà aux frontières du réel. Sa vie de famille est enviable, entouré d'une femme belle et compréhensive, et d'un garçonnet intelligent et sensible. Et voici qu'un tiers temps il meurt dans un stupide accident de voiture, puis ressuscite aussi sec, transformé en bonhomme de neige. Son fils a du mal à le croire, nous aussi. Il faut pourtant l'admettre : cette omelette montée en neige, dépourvue de jambe, avec deux branches en guise de bras et un bouchon en guise de nez, est bien Jack Frost. Il ne lui restera alors, en un ultime rebondissement qui confine à l'apothéose, qu'à remplir une mission à laquelle il avait failli sous sa forme humaine : enseigner à son fils le hockey sur glace. Insoutenable.

Jacques Mandelbaum  
Film américain de Troy Miller. Avec Michael Keaton, Kelly Preston, Joseph Cross (1 h 40).

### SORTIR

#### PARIS

The Winter's Tale  
Sous une tente du quai d'Austerlitz, autour d'une piste circulaire, le Footsbarn Theatre retrouve, en anglais, ses marques shakespeariennes dans *The Winter's Tale* (*Le Conte d'hiver*). Avec son inventivité habituelle, la troupe anglo-franco-indo-germanique crée une Sicile et une Bohême vénéto-arabo-indo-africaine, dont la fantaisie est maîtresse. Ici, toutes les libertés avec le texte sont autorisées, pourvu qu'elles célèbrent le plaisir de jouer ensemble. Dans des costumes splendides, acteurs fantasques et animaux fantastiques, masques venus en musique du fond des temps, chantant avec un bel ensemble la mort et la résurrection de la femme aimée. *Sous chapiteau*, 47, quai d'Austerlitz, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Gare d'Austerlitz. Les 20, 24, 25, 26 et 27, à 20 heures ; les 21 et 28, à 16 heures ; le 23, à 19 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. 90 F et 140 F.

Jonathan Richman

Par la grâce d'un film, Mary à tout prix, où il joue le rôle d'un chanteur-récitant assez irrésistible.

Jonathan Richman est revenu miraculeusement sur le devant de la scène. Cette figure culte de la scène proto-punk américaine, découverte par John Cale au début des années 70, a conservé ses allures d'éternel jeune homme et un goût des refrains naïfs qui ont toujours fait merveille en concert. A noter qu'il vient de signer, avec le récent *I'm So Confused*, un de ses meilleurs albums. *Le Triomphe*, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. Le 20, à 20 heures. Tél. : 01-44-92-78-03. 135 F.

Natalia Gutman

D'allure austère, la violoncelliste russe Natalia Gutman déploie une intensité farouche qui impose tout à la fois le respect et l'admiration du public. Menant sa carrière loin des projecteurs, elle n'a pas la célébrité d'un Rostropovitch, mais il est évident qu'elle a la stature musicale de son compatriote. *Bach : Suites pour violoncelle seul BWV 1009 et 1011. Hindemith : Sonate pour violoncelle seul op. 25 n° 3*. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. Le 21, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 120 F.

### GUIDE

#### FILMS NOUVEAUX

La Biographie d'un jeune accordéoniste de Svyatoy Narymbetov (Kazakhstan, 1 h 30).

Les Collègues de Philippe Dajoux (France, 1 h 33).

Feuille sur un oreiller de Garin Nugroho (Indonésie, 1 h 23).

Jack Frost de Troy Miller (Etats-Unis, 1 h 40).

Lein des yeux de João Mário Grllo (Portugal, 1 h 27).

Madeline de Daisy von Scherler Mayer (Etats-Unis, 1 h 29).

Peasantville de Gary Ross (Etats-Unis, 1 h 54).

Seul contre tous (\*) de Gaspar Noé (France, 1 h 33).

Very Bad Things (\*) de Peter Berg (Etats-Unis, 1 h 40).

Vigo, histoire d'une passion de Julien Temple (France-Grande-Bretagne, 1 h 42).

Virus (\*) de John Bruno (Etats-Unis, 1 h 40).

Yam Yam d'Amos Gitai (France-Israël, 1 h 39).

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Ensemble Musica Mundana Œuvres de Hildegard von Bingen Cité internationale (Maison Heinrich Heine), 27, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-44-16-13-00.

30 F. Marcos Barrientos (clarinette) Artes Balalaouas (piano) Œuvres de Weber, Sauguet et Guastavini. 30 F.

Eglise Notre-Dame-de-Compassion, place du Général-Koenig, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-Maillot. Le 20, à 21 heures ; le 21, à 16 heures. Tél. : 01-45-74-83-31. 40 F.

Les Négropolitains Chœurs de Boby Lapointe interprétés par un duo de chanteurs africains. Théâtre d'Edgar, 58, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Edgar-Quinet. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-42-79-97-97. De 70 F à 90 F. Jusqu'au 28 février.

Buffet, Christian Pachet, Philippe Verneil. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Passy. Le 20, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-15.

30 F. Sergent Garcia L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Place-de-Clichy. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 110 F.

Paola Boni, Pino de Vittorio Cité de la Musique, 271, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. Le 21, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

La Merienda cubana Suds, 55, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>. 30 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

28 février : Le Marchand de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Partage de midi de Paul Claudel, mise en scène de Gérard Desbarats. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

28 février : Lucien Pissarro et le post-impressionnisme anglais Musée Teyssier-Delaunay, 4, rue Lemoine, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir Musée Marmottan-Claude-Monet, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

M<sup>o</sup> Ledru-Rollin. Le 21, à 21 heures. Tél. : 01-43-14-06-36. Jusqu'au 28 février.

Nugay Espace Germain, avenue du Mesnil, 95 Fosses. Le 20, à 21 heures. Tél. : 01-34-72-88-80. 80 F.

#### CHANGEMENT DE LIEU

La Péniche-Opéra et la péniche Adèle sont, pendant la durée des travaux sur le canal Saint-Martin (à la hauteur du quai de Jemmapes), amarrées au bassin de la Villette, face au 42, quai de la Loire, Paris 19<sup>e</sup>. La déviation des places pour La Veuve et le Grillon (Salon musical) autour des airs de cour du XVII<sup>e</sup> siècle, jusqu'au 27 mars se fait au 01-53-38-49-49.

#### RESERVATIONS

Le Cabaret latin de Karine Saporta. Le Cabaret sauvage, pers de La Villette, Espace « au bord du canal », Paris 19<sup>e</sup>. Du 26 février au 10 avril. Tél. : 01-40-03-75-15.

La Clémence de Titus de Mozart, livret de Pietro Metastasio, adapté par Caterino Mazzola. Ivor Bolton (direction), Willy Decker (mise en scène), avec Dion Van der Walt, Christine Goerke, Heidi Grant Murphy, Susan Graham.

Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. Le 27 février, les 1<sup>er</sup>, 4, 12, 15 et 18 mars, à 19 h 30 ; le 7, à 15 heures. Tél. : 08-36-68-78-68. De 60 F à 650 F.

Don Giovanni de Mozart







## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

- 17.10 Le Monde des idées.  
Thème : Les Kurdes.  
Invités : Gérard Chailand  
et Jean-Christophe Rufin.  
LCI
- 21.25 La Rue  
vers le 7<sup>e</sup> art.  
Forum Planète
- 23.20 Grèce antique, la mémoire  
en héritage.  
Forum Planète

## MAGAZINES

- 19.00 T.V.  
19.00 Histoire parallèle. 20 février 1949.  
Israël 1949 : une nouvelle démocratie ?  
Invité : Salim Sami.  
Arte
- 21.05 Thalassa.  
La Porte de l'Inde.  
TV 3
- 21.35 Métropolis.  
Berlin, Cannes, Venise :  
un concours entre stars ?  
Le cinéaste allemand de la mort  
de Thomas Bernhard.  
Arte
- 22.15 Envoyé spécial.  
Sierra Leone, à feu et à sang.  
Le marché sauvage des animaux.  
TV 5
- 22.50 T'as pas une idée ?  
Invité : Daniel Buren.  
Canal Jimmy

## DOCUMENTAIRES

- 20.35 Planète animal. L'arche.  
2000 après (9/16) : les félins.  
20.35 Il était une fois  
le maître de la mer.  
Planète
- 20.40 L'Aventure humaine.  
Les Sahraouis.  
Arte

## 20.50 Chypre, otage

- de l'histoire.  
Odysée
- 21.40 Planète Terre. Les croisés :  
La croisade et la bannière [1/3].  
TMC
- 21.45 Boat people, les oubliés  
de l'espoir.  
Odysée
- 21.50 Jazz Collection. Max Roach.  
Planète
- 22.30 Athènes  
et la Grèce antique.  
Forum Planète
- 22.35 Les Blanchisseuses  
de Magdalen.  
France 3
- 22.45 Images inconnues :  
La Guerre du Vietnam.  
[3/3] Les frères des hommes.  
Planète
- 23.00 Les Descendants.  
[2/3]. Les Bernadottes.  
Histoire
- 23.30 Music Planet. Michel Petrucci.  
Arte
- 0.00 Les Auteurs du rêve. [2/3].  
Cinq fleurs pour la Chine.  
Histoire

## SPORTS EN DIRECT

- 16.45 Football. Coupe de France.  
Lens - Marseille.  
TF1
- 20.25 Basket-ball. Pro A :  
Pau-Orthez - Chalons.  
Eurosport
- 22.30 Golf. PGA américaine.  
AB Sport

## MUSIQUE

- 21.25 Théâtre.  
Opéra de Lully (version révisée).  
Par l'ensemble Les Arts florissants.  
dir. William Christie.  
Mezzo

## 22.20 Echo et Narcisse.

- Opéra de Gluck.  
Mise en scène : Herbert Wernicke.  
Par l'Orchestre du Concerto  
de Cologne, dir. René Jacobs.  
Mezzo
- 23.35 Simply Red.  
Paris Première
- 0.00 An Evening  
with Nat "King" Cole.  
Musique
- 0.45 Certains Jazz à Nice 98.  
TF1

## THÉÂTRE

- 0.40 Le Comédien. Sacha Guitry.  
Mise en scène : Annick Blancheteau.  
France 3

## TÉLÉFILMS

- 20.55 De père en fils.  
Jérôme Foulon.  
France 3
- 22.30 Julie de Carmelien.  
Christopher Frank.  
Festival

## SÉRIES

- 20.30 Working.  
Épisode pilote (v.o.). Série Club
- 20.40 New York Undercover. Guerre  
des gangs. Erreur judiciaire. 13<sup>e</sup> Rue.  
M 6
- 20.50 Le Caméléon. [2/2].  
Parodie générique.  
Canal Jimmy
- 21.00 Cop Rock. The Cocaine  
Mafia (v.o.).
- 21.20 Spin City.  
Embrasse-moi idiot.  
Canal +
- 22.13 High Incident.  
Beau Quartier (v.o.). 13<sup>e</sup> Rue
- 22.20 The Practice. La loi du talion (v.o.).  
Question de morale (v.o.). Série Club
- 22.35 Spectromania. Massage.  
Arte

## FILMS

## 15.25 Le Trésor

- de la Sierra Madre ■■■  
John Huston (États-Unis, 1948,  
N., 125 min) O. Ciné Classica
- 20.45 La Colonne Chabert ■■■  
Yves Angelo (France, 1994,  
110 min) O. RTBF 1
- 23.00 Mad Dogs ■■■  
L. Belyou (États-Unis, 1997, 94 min) O. Canal +
- 23.30 La Reine des bandits ■■■  
Shekhar Kapur (Grande-Bretagne,  
1994, 120 min) O. Ciné Cinéma 1
- 23.00 Trainpotting ■■■  
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995,  
95 min) O. Ciné Cinéma 2
- 23.00 Cocoon ■■■  
Ron Howard (États-Unis, 1985,  
v.a., 115 min) O. Ciné Cinéma 3



23.15 Jardins de pierre ■■■  
Francis Ford Coppola. Avec James  
Cao, James Earl Ray (États-Unis,  
1987, v.a., 110 min) O. Cinéstar 1

## 0.30 The Great Gatsby ■■■

- Francis Ford Coppola. Avec James  
Cao, James Earl Ray (États-Unis,  
1987, v.a., 110 min) O. Cinéstar 1
- 0.35 Le diable ou le crépuscule  
des dieux ■■■  
Luchino Visconti [1/2] (Fr., It., Al.,  
1972, 110 min) O. Ciné Cinéma 2

## 0.55 Grand Canyon ■■■

- Louise Lomax (États-Unis, 1992,  
v.a., 135 min) O. Ciné Cinéma 3
- 1.05 Kika ■■■  
Pedro Almodóvar (France - Espagne,  
1993, 115 min) O. Cinéstar 1

## 2.10 Cœur de Cordura ■■■

- Robert Rossen (États-Unis, 1959,  
v.a., 110 min) O. Ciné Cinéma 1
- 3.10 Trainpotting ■■■  
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995,  
v.a., 95 min) O. Ciné Cinéma 3

## 4.15 Midnight Express ■■■

- Alan Parker (États-Unis, 1978,  
120 min) O. Ciné Cinéma 2
- 4.35 Last Action Hero ■■■  
John Woo (États-Unis, 1997,  
v.a., 120 min) O. Cinéstar 2

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF1

- 19.50 Bloc modes.  
20.00 Journal. Météo.  
20.45 Trafic infos.  
20.50 Plein les yeux.  
23.10 Hollywood Night.  
Le Village du danger.  
Téléfilm. David Mitchell. O.  
0.45 Certains Jazz à Nice.

## FRANCE 2

- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.20 Le monde est petit.  
20.00 Journal. Météo.  
20.55 Les Victoires de la musique.  
0.10 Journal. Météo.  
0.30 Troisième mi-temps.  
1.20 Bouillotte de culture.  
Le ciel, la météo et les jardins.  
2.30 La Vie à l'endroit.  
Cancer et pourtant survie.

## FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.  
20.05 Protection rapprochée.  
20.35 Les Victoires de la musique.  
20.55 De père en fils.  
Téléfilm. Jérôme Foulon. O.  
22.35 Les Blanchisseuses de Magdalen.  
23.35 Météo. Soir 3.  
0.00 On est-ce qu'elle dit, Zazie ?  
Café littéraire. Juan Manuel  
De Prada. Jean Paulhan.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35  
19.00 T.V.  
19.10 Jean-Luc et Faipassa. O.  
20.00 Les Simpson.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.35 Samedi comédie.  
20.36 H. Une histoire de famille. O.  
21.00 Biquette à Paris. Parents. O.  
21.30 Spin City. Embrasse-moi idiot. O.  
21.45 South Park.  
Boulette de chef au chocolat sale. O.  
22.10 Supplément décalé.  
23.00 Mad Dogs ■■■  
Film. Larry Bishop. O.  
0.25 XXL ■■■ Film. Ariel Zeitoun. O.

## ARTE

- 19.00 Histoire parallèle.  
Semaine du 20 février 1949 - Israël  
1949 : une nouvelle démocratie ?  
19.45 Météo. Arte info.  
20.00 Le Dessous des cartes.  
20.15 Monty Python Live  
at the Hollywood Bowl. [1/3]. O.  
20.40 L'Aventure humaine. Les  
Sahraouis. Un peuple oublié en exil.  
21.35 Métropolis.  
22.35 Spectromania. [5/6]. Massage. O.  
23.30 Music Planet. Michel Petrucci.  
0.30 The Great Gatsby ■■■  
Film. Elliott Nugent (v.a.). O.  
1.55 Les Mercredis de l'histoire.  
La Cagoule : enquête sur une  
conspiration d'extrême droite.

## M 6

- 19.05 Turbo.  
19.45 Warning.  
19.54 Le Six Minutes. Météo.  
20.10 Plus vite que la musique.  
20.40 Ciné 6.  
20.50 La Trilogie du samedi.  
20.50 Le Caméléon.  
Parodie générique. O.  
21.45 The Sentinel.  
Comme un mur. O.  
22.40 Buffy contre les vampires.  
Remontances. O.  
23.35 Le Corps du délit.  
Téléfilm. L.W. Swackhamer. O.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 Fiction. Chacun à son aise.  
de Luigi Pirandello.  
22.35 Opus. Gerry Mulligan. Le roi du saxo.  
0.05 Le Gal Savoir. Yves Bonnaud.

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Mols et Aaron. Opéra  
de Schoenberg. Par le Chœur  
et l'Orchestre du Metropolitan  
Opera de New York, dir. James Levine.  
20.00 Présente la facture.

## RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Soirées. L'école romantique.  
Œuvres de Weber, Mendelssohn,  
Mozart, Schubert, Bruch,  
Liszt, Berlioz, Tchaïkovski.  
22.00 Da Capo. Artur Schnabel, piano.  
Œuvres de Beethoven, Brahms, Weber,  
Haydn, Schubert, Schumann.

## TELEVISION

## TF1

- 16.45 Lens - Marseille  
Le hasard s'est révélé fatidique,  
lors du tirage au sort des seizièmes  
de finale de la Coupe de France,  
en choisissant d'opposer à nouveau,  
quelques semaines après leur ren-  
contre qui avait été à l'origine de dis-  
cussions lors de la Coupe de la  
Ligue, le Racing Club de Lens à  
l'Olympique de Marseille. Le coup  
d'envoi du match, disputé au Stade  
Bollaert de Lens et diffusé en di-  
rect, est à 17.00.

## M 6

- 20.50 Le Caméléon  
La deuxième saison du « Camé-  
léon » s'achève ce soir avec la dif-  
fusion de la seconde partie de  
l'épisode Patrimoine génétique. Les  
inconditionnels de cette série, de  
plus en plus nombreux, qui re-  
çoivent les programmes de la  
chaîne Sérieclub auront le privi-  
lège de découvrir dès le mercredi 3  
mars, en version originale qui plus  
est, la troisième saison program-  
mée depuis octobre 1998 sur NBC.

## CINÉ CINÉMA 3

- 23.00 Cocoon ■■■  
En Floride, des vieillards farceurs  
vont se baigner dans la piscine  
d'une villa déserte où des extra-  
terrestres ont déposé de bizarres  
cocos. Ceux-ci dégagent un fluide  
qui revitalise et rajeunit. Une  
comédie de science-fiction, réali-  
sée en 1985 par Ron Howard, avec  
Don Ameche et Jessica Tandy, qui  
fait penser, un peu, à Spielberg.  
Une réflexion sur la crainte du  
vieillessement et de la mort.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

- 12.05 et 3.15 Polémiques.  
France 2
- 12.10 et 0.10 Le Monde des idées.  
Thème : Les Kurdes.  
Invités : Gérard Chailand  
et Jean-Christophe Rufin.  
LCI
- 18.30 Le Grand Jury RTI. Le Monde-LCI.  
Invité : Jean Tardieu.  
LCI
- 19.00 Public.  
Invité : Claude Allègre.  
TF1
- 21.20 Vingt-mille nuits  
sous les mers.  
Forum Planète
- 22.45 Politique dimanche.  
Invité : Bernard Thibault.  
France 3
- 23.25 Billets et cartes bleues.  
attention aux faux [Forum Planète]

## MAGAZINES

- 12.30 Arrêt sur images.  
Reconstitution [qui ?] comment ?  
pourquoi ? Invités : Robert Namias  
et Alain Hamon.  
La Cinquième
- 16.00 Le Sens de l'histoire.  
S.T.O. chronique d'une collaboration  
forcée. Invités : Jacques Nobécourt,  
Philippe Masson.  
La Cinquième
- 16.15 Zone sauvage.  
Spécial chiens et chats.  
France 2
- 18.30 Le Gal Savoir.  
Les voyageurs.  
Invités : Michel Grisolia,  
Michel Le Bris, Olivier de Kersanton,  
Christian Guillemin,  
Christine Amthor.  
Paris Première
- 20.45 Le Magazine de l'histoire.  
Invités : Yves Le Marrec, André Selière,  
Frédéric Monier, Dominique Veltour,  
Alain Ray.  
Histoire

## 20.50 Capital.

- Salariés contre patrons.  
l'attaque aux Prud'hommes.  
l'argent de la CDT. A quel servent  
les inspecteurs du travail ?  
M 6

## 21.05 Faut pas rêver.

- Invité : Alexis Gruss.  
TV 3
- 21.45 Envoyé spécial. Les années 90.  
Ira, la bombe atomique. Les pleurs.  
Invité : Marie-Hélène Labbé.  
Sylvain Jouy.  
Histoire

## 23.00 Les Dossiers de l'histoire.

- Thème : Les forces.  
23.10 Le Week-end politique.  
LCI

## DOCUMENTAIRES

- 17.55 Jazz Collection.  
Max Roach.  
Planète
- 18.00 La Chine, dragon millénaire.  
Les montagnes pourpres  
de Nanjing.  
Odysée
- 18.30 Les Descendants. [2/3].  
Les Bernadottes.  
Histoire
- 18.50 Images inconnues :  
La Guerre du Vietnam. [3/3].  
Le secret des hommes.  
Planète

## TELEVISION

## FRANCE 3

- 20.10 Le feuilleton de la vie  
Jusqu'à présent, on ne peut pas  
dire que ce genre ait emballé. Ce  
n'est pas que le docu-soap à la  
française soit franchement mau-  
vais, simplement il est fade. Or  
voilà que le dernier spécimen  
amène un petit vent frais. « Pro-  
tection rapprochée », le feuilleton  
de Philippe Lallamant, est léger. Il  
n'y a pas beaucoup de fond, mais  
l'écriture est moderne, les person-  
nages rigolos.

## ARTE

- 20.35 Thema : Casanova  
Casanova accédait-il enfin à sa  
véritable dimension posthume ?  
C'est la question thématique partici-  
pe en tout cas du développement entre-  
pris depuis quelques années en fa-  
veur du chevalier de Seingalt  
(1725-1798). Donnée à la suite de  
Casanova, un adolescent à Venise,  
de Luigi Comencini (en VF, hélas),  
le documentaire d'Alain Jaubert,  
Giacoma Casanova, déboute  
joyeusement le lot d'idées reçues.

## FRANCE 3

- 0.00 Une dépêche Reuter ■■■  
Comment Julius Reuter établit, en  
1833, un service postal par pigeons  
voyageurs pour la transmission  
des nouvelles, puis créa à Londres,  
en 1851, un système de liaison télé-  
graphique avec Paris et, en 1858, la  
fameuse agence de presse portant  
son nom. Cette dernière des  
grandes biographies de person-  
nages historiques réalisées par  
William Dieterle brille par la quali-  
té de la reconstitution d'époque.

## FILMS

## 16.55 Le Trésor

- de la Sierra Madre ■■■  
John Huston (États-Unis, 1947, N.,  
125 min) O. Ciné Classica
- 19.40 Ludwig ou le crépuscule  
des dieux ■■■  
Luchino Visconti [1/2] (Fr., It., Al.,  
1972, 110 min) O. Ciné Cinéma 2

## 20.30 Trente secondes sur Tokyo ■■■

- Maryn LeMay (États-Unis, 1961,  
N., 140 min) O. Ciné Classica
- 20.40 Casanova.  
un adolescent à Venise ■■■  
Luigi Comencini (Italie, 1969,  
120 min) O. Arte

## 20.40 Enemy ■■■

- Wolfgang Petersen (États-Unis, 1985,  
110 min) O. RTBF 9
- 20.50 Les Désobéissants ■■■  
Alfred Hitchcock (États-Unis, 1963,  
115 min) O. Ciné Cinéma 3

## 20.55 Trois hommes

- et un couffin ■■■  
Colin Serreau (France, 1985,  
110 min) O. France 2
- 22.13 Le Privé ■■■  
Robert Altman (États-Unis, 1973,  
112 min) O. 13<sup>e</sup> Rue

## 22.20 Les Belles de nuit ■■■

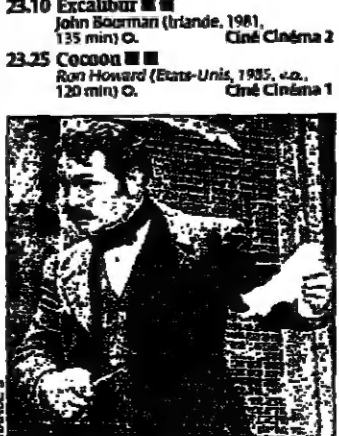
- René Clair (France, 1952, N.,  
90 min) O. Disney Channel
- 22.50 Le Mécano  
de la « General » ■■■  
Buster Keaton et Clyde Bruckman  
(États-Unis, 1926, N., muet,  
v.a., 75 min) O. Ciné Classica

## 23.00 Je vous aime ■■■

- Claude Berri (France, 1980,  
105 min) O. Ciné Cinéma 3
- 23.10 Escalibur ■■■  
John Boorman (Irlande, 1981,  
135 min) O. Ciné Cinéma 2

## 23.25 Cocoon ■■■

- Ron Howard (États-Unis, 1985, v.a.,  
120 min) O. Ciné Cinéma 1



0.00 Une dépêche Reuter ■■■  
William Dieterle. Avec Edward  
G. Robinson, Eddie Albert (EU, 1940,  
N., v.a., 90 min) O. France 3

## 1.05 Domicile conjugal ■■■

- François Truffaut (France, 1970,  
95 min) O. Ciné Cinéma 1

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF1

- 14.15 Les Dessous de Palm Beach. O.  
15.10 Rick Hunter, inspecteur choc. O.  
16.05 Mitch Buchanan. O.  
17.00 Dawson. O.  
17.50 Vidéo gag.  
18.25 30 millions d'amis.  
18.58 L'Europe en poche.  
19.00 Public. Claude Barolome.  
20.00 Journal. Météo.  
20.50 Pretty Woman ■■■  
Film. Gary Marshall. O.  
23.00 Ciné dimanche.  
23.10 Le Pacha. Film. Georges Lautner. O.  
0.40 TF1 nuit. Météo.  
0.55 Musiques en France.

## FRANCE 2

- 14.10 Vivement dimanche.  
16.15 Zone sauvage.  
17.10 L'Europe.  
17.15 José Bridges. O.  
18.04 Parcours olympique.  
18.05 Stade 2.  
19.20 et 22.45 1 000 enfants  
vers l'an 2000.  
20.00 Journal. Météo.  
20.55 Trois hommes et un couffin ■■■  
Film. Coline Serreau. O.  
22.50 Lignes de vie.  
Dans le secret du SAMU.  
23.55 Journal. Météo.  
0.15 Musiques au cœur.  
Dancer Gershwin.  
1.35 Les Quatre éléments.

## FRANCE 3

- 14.25 Sports dimanche.  
14.35 Hippisme. 13.10 Athlétisme.  
17.43 et 22.43 L'Europe mode d'emploi.  
17.45 Va savoir.  
18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.  
20.05 Bel d'air.  
20.15 Protection rapprochée.  
20.45 Consommas.  
20.50 Wydiff.  
Pères et fils. O. Vengeance. O.  
22.45 Politique dimanche.  
23.40 Météo. Soir 3.  
0.00 Cycle à la redécouverte  
de la Warner Bros.  
0.01 Une dépêche Reuter ■■■  
Film. William Dieterle (v.a.). O.  
1.30 Roaring Guns. Court métrage.  
Jean Negulesco (v.a.). O.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 14.55  
14.55 Rugby.  
17.10 Babyflop 5. Sleeping in Light. O.  
17.55 Flash infos.  
18.00 Chérie, nous avons été rétro-  
cés. Téléfilm. Dean Cundey. O.  
► En clair jusqu'à 20.35  
19.20 Ça cartoon.  
20.35 L'Invité de Phiver ■■■  
Film. Alan Rickman. O.  
22.20 L'Équipe du dimanche.

## 0.50 Territoire romanche ■■

- Film. Gerardo Herrero (v.a.). O.  
3.55 Homère, la dernière odyssée ■■  
Film. Fabio Carpi. O.

## LA CINQUIÈME ARTE

- 14.00 Socotra. Filles aux oubliés.  
15.00 Les Seychelles.  
16.00 Le Sens de l'histoire.  
17.35 Coups légendaires.  
18.05 Le Fugitif. O.  
19.00 Maestro.  
19.45 Météo. Arte info.  
20.15 Bob et Margaret.  
ensemble pour le pire. O.  
20.35 Soirée thématique.  
Casanova.  
20.40 Casanova.  
un adolescent à Venise ■■■  
Film. Luigi Comencini. O.  
22.40 Giacomo Casanova.  
0.30 Variations sur Casanova.  
Le mythe d'un aventurier.  
1.15 Métropolis.

## M 6

- 13.15 Princesse Daisy.  
Téléfilm. Véra, Huisson [1 et 2]. O.  
16.45 Plus vite que la musique.  
17.15 Duplex. Téléfilm. Michel Lang. O.  
18.55 Stargate SG-1. O.  
19.54 Le Six Minutes. Météo.  
20.05 E + M.  
20.35 et 1.00 Sport 6.  
20.50 Capital. Salaries contre patrons.  
22.45 Météo. Minute Internet.  
22.50 Culture pub.  
Les rendez-vous. Bien sûr alcool.  
23.30 Mille désirs.  
Téléfilm. Francis Leprince. O.  
1.10 Boulevard des clips.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 19.00 Dimanche musique.  
20.30 Le Concert. Transcontinentales.  
Alain Jean-Marie, Supranova Oiva :  
deux pianistes en solo.  
21.45 Laissez-Passer.  
22.35 Atelier de création  
radiophonique. A combien de litres  
jusqu'à Baykova. A de Kaye Mortley.  
0.05 Radio archives. Claude Lévi-Strauss.

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.07 Comédie de bien entendu.  
David Robertson.  
20.30 C'était hier. Symphonie n° 2 D 125.  
de Schubert : Une vie de héros. de R.  
Strauss, par l'Orchestre symphonique  
de la Radio bavaroise, dir. Carl Bohm.  
22.00 En musique dans le lycée.  
23.07 Transversales.

## RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Soirée lyrique.  
Anabella. Opéra de Strauss.  
Par l'Orchestre philharmonique  
de Vienne, dir. Georg Solti.  
22.27 1800 op. 191, de Wajdewitz ;  
Le Conte de Lucanov, extraits,  
de Lehar, par le Chœur et l'Orchestre  
de l'Opéra de Vienne,  
dir. M. Schönner. Œuvres de Mozart.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA  
O Tous publics  
O Accord parental souhaitable  
O Accord parental indispensable  
ou interdit aux moins de 12 ans  
O Public adulte  
Interdit aux moins de 16 ans  
O Interdit aux moins de 18 ans
- Les codes des films  
■ On peut voir  
■ A ne pas manquer  
■ Chef-d'œuvre ou classique  
■ Les symboles spéciaux de Canal +  
DD Dernière diffusion;  
♦ Sous-titrage spécial pour  
les sourds et les malentendants



## Réforme de la politique agricole commune : la position française augure mal d'un compromis

Les ministres européens de l'agriculture se retrouvent, lundi 22 février, pour une semaine de négociation-marathon

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
Le conseil européen extraordinaire, qui se tiendra vendredi 26 février à Petersberg, près de Bonn, à la suite d'un marathon agricole qui commence lundi 22 février à Bruxelles - une importante manifestation d'agriculteurs européens est prévue le même jour dans la capitale belge -, promet d'être animé en raison notamment de l'attitude prise par la France. Jean Glavany, le ministre de l'Agriculture, a expliqué, jeudi, à Karl-Heinz Funke, son collègue allemand, l'actuel président des Quinze, et au commissaire européen Franz Fischler qu'il ne serait pas possible d'en terminer avec le dossier agricole tant qu'on n'y verrait pas plus clair sur les divers autres chapitres de l'« Agenda 2000 », c'est-à-dire sur la prochaine étape du financement de l'Union européenne. Cette stratégie dilatoire n'a pas été comprise et risque de conduire à de fortes tensions.

En effet, la présidence allemande et la Commission, appuyées par les autres États membres, entendent faire le maximum pour parvenir à un accord sur l'agriculture avant le rendez-vous de Petersberg. M. Funke ne veut pas se contenter de creuser les dossiers et de rapprocher les points de vue, comme le lui suggèrent les Français.

Dès lundi, la présidence mettra un premier projet de compromis sur la table et les débats seront conduits en vue d'aboutir. Les Allemands laissent entendre que, s'il le faut, ils feront voter, autrement dit qu'ils n'hésiteront pas à mettre les Français en minorité. Les ministres de l'agriculture risquent donc de se retrouver, jeudi soir 25 février, sans

accord, ou bien avec un accord obtenu en isolant les Français - deux scénarios détestables pour la suite des événements.

La France ne veut pas être entraînée à faire des concessions en matière agricole tant qu'elle n'aura pas acquis la conviction que ses partenaires - allemands, anglais, pays du Sud - sont eux aussi prêts à consentir des efforts pour trouver un compromis d'ensemble sur l'« Agenda 2000 ». Elle est consciente que, dans l'esprit de plusieurs États membres, c'est la France, parce qu'elle compte parmi les pays les plus prospères de l'UE et parmi les principaux bénéficiaires du budget européen, qui doit supporter l'essentiel de l'effort de rééquilibrage que réclament l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède afin de réduire leur contribution. Il y a là, pense-t-on à Paris, un raisonnement qui peut conduire à des dérives insupportables.

**POUR UNE REFORME - ÉCONOMIE**  
Les Français respirent déjà mieux si les Allemands renoncent à réclamer, comme moyen de réduire leur propre contribution budgétaire, le cofinancement des aides versées aux paysans (une partie de celles-ci seraient désormais prises en charge par les Trésors nationaux). Mais, M. Funke, perplexe sur les solutions proposées par Paris, s'est bien gardé de les rassurer.

Pour réduire la « contribution nette » de l'Allemagne et des Pays-Bas - un objectif auquel ils acceptent de concourir -, les Français suggèrent de commencer par réduire les dépenses agricoles, en adoptant une réforme de la PAC aussi « économe » que possible et en décidant ensuite la « dégressivité » (3 % par an pour les grandes cultures, 1 % pour les autres productions) des aides directes versées aux paysans, les plus modestes d'entre eux étant dispensés de cette entaille dans leur revenu. Selon leurs calculs, un tel effort permettrait de ramener les dépenses agricoles de 40,5 milliards d'euros aujourd'hui à 37 milliards en 2006.

C'est ce que vous nous réclamez depuis quarante ans que la PAC existe », proclament-ils. Ils constatent ensuite, avec une certaine ironie, que la plupart des autres délégations, Allemands en tête, ne veulent pas toucher au budget agricole et plaident pour une réforme coûteuse. « Vous ne pouvez pas nous imposer d'alourdir la facture et ensuite nous demander de payer l'addition », essaient-ils de faire valoir.

Cette manière de se présenter en martyrs et d'exclure une conclusion rapide sur le chapitre agricole ne fait pas recette. L'entretien de jeudi entre M. Glavany et M. Funke semble avoir été tendu. Du côté de

la Commission, on note que les Français, s'ils persistent dans cette voie, risquent d'être mis sur la touche. « Il s'agit de prendre des décisions claires et tournées vers l'avenir. Le pire serait un scénario caractérisé par une absence de réforme et un gel des dépenses agricoles au niveau de 1999, soit 40,5 milliards d'euros », a souligné M. Fischler, vendredi, au cours d'une conférence de presse. Pour le commissaire, le refus de conclure la négociation agricole au cours du « marathon » s'explique, difficilement, car, rappelle-t-il, « le conseil a déjà décidé que rien ne serait acquis tant qu'il n'y aurait pas accord sur tout ».

Pour faire des économies, M. Glavany suggère principalement de laisser en l'état l'organisation commune de marché (OCM) du lait, ce qui permettrait d'épargner 2 milliards d'euros. La Commission, qui propose une baisse du prix du lait de 15 %, compensée à 60 % et assortie d'une augmentation des quotas de 2 %, constate qu'une ma-

jorité de délégations veulent revoir le régime actuel. Même situation pour la viande bovine, où une majorité est favorable à la proposition de la Commission de baisser les prix de 30 %, en compensant à 80 %, alors que les Français plaident pour une baisse limitée à 15 %.

En fait, la contrainte budgétaire limite, apparemment plus que prévu, la marge de manœuvre de M. Glavany dans le débat agricole. Par ailleurs, la dégressivité des aides directes, que la Commission appuie, ne permettrait pas, selon ses experts, de dégager des sommes suffisantes pour amorcer un règlement crédible du problème budgétaire allemand. Pour certains à Bruxelles, ce sont les faiblesses, tardivement découvertes, du schéma qu'ils proposent qui expliqueraient le refus de conclure annoncé jeudi par le ministre français.

Philippe Lemaître

Lire aussi notre éditorial page 13

## Au congrès du « bio », Jean Glavany critique les céréaliers

**TOULOUSE**  
(de notre correspondant)  
« Vous êtes le fer de lance de l'agriculture », a lancé Jean Glavany aux militants de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) réunis, vendredi 19 février, en assemblée générale à Labège (Haute-Garonne). C'est la première fois en vingt ans qu'un ministre de l'Agriculture se rend à un congrès des agriculteurs bio, longtemps considérés comme des marginaux. Cette catégorie d'agriculteurs

comptait moins de 5 000 exploitations et seulement 0,55 % de la surface agricole utile en 1997, mais elle a enregistré une progression spectaculaire en 1998. Les chiffres précis de l'Observatoire national de l'agriculture biologique devraient être dévoilés lors du prochain Salon de l'agriculture, qui ouvre ses portes dimanche 28 février.

M. Glavany a annoncé que 60 millions de francs seront engagés en 1999 pour aider la conversion des exploitations conventionnelles à l'agriculture biologique. Un mouvement qui pourrait concerner environ 1 500 exploitations. Ce rythme reste cependant en deçà des prévisions du plan pluriannuel de développement, initié par Philippe Vasseur et mis en forme par Louis Le Pennek, qui vise l'objectif de 25 000 exploitations et de 1 million d'hectares sur le territoire en 2005.

Le président de la FNAB, Benoît Canis, juge l'enveloppe insuffisante. Et les pionniers de cette agriculture sont inquiets face à l'arrivée massive de nouveaux producteurs, qui accaparaient l'essentiel des aides financières. « Aider les agriculteurs à faire mieux, c'est bien ; aider les agriculteurs à faire bien, c'est mieux », a tenu à dire M. Canis au ministre. Pour affirmer la place de l'agriculture bio, la FNAB compte

sur les premiers contrats territoriaux d'exploitation (CTE) prévus par la loi d'orientation agricole (LOA) actuellement en cours de discussion au Parlement. M. Glavany espère signer dès cette année « quelques centaines ou milliers de CTE exemplaires » si un accord est trouvé entre députés et sénateurs sur la LOA.

Le ministre de l'Agriculture a profité de l'occasion pour railler les critiques des grands céréaliers à l'encontre des CTE : « Quand ils vont chercher leurs gros chèques de primes à l'administration, ils considèrent que c'est du libéralisme, mais quand on leur propose de signer un contrat, ils parlent de technocratie ! »

Jean Glavany a également évoqué les difficiles négociations européennes sur la réforme de la PAC (lire ci-dessus), en précisant à nouveau qu'il refuserait de signer un accord avec ses partenaires tant qu'une réforme globale du financement de l'Union européenne pour l'avenir ne sera pas arrêtée : « Je ne vois pas pourquoi on ferait payer à nos petites et moyennes exploitations du Sud-Ouest le double échec des grandes exploitations héritées du communisme à l'Est, ou du libéralisme. »

Stéphane Thépot

### DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : le module Soyuz TM-29 emportant vers la station orbitale Mir le spationaute français Jean-Pierre Haigneré, le Russe Viktor Afanassiev et le Slovaque Ivan Bella a été lancé avec succès, samedi 20 février à 5 h 18 (heure de Paris), depuis le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). L'équipage de la mission franco-russe Perseus a engagé une course-poursuite avec Mir, à laquelle le Soyuz doit s'amarrer lundi 22 février à 6 h 37 (heure de Paris). Jean-Pierre Haigneré, dont c'est le deuxième séjour dans l'espace, devrait rester au moins 168 jours à bord de Mir, la date de son retour dépendant des financements recherchés par les Russes pour prolonger la vie de leur station (Le Monde du 20 février).

■ **BIENS JUIFS** : Lionel Jospin a assuré, vendredi 19 février, que Matignon ne disposait plus d'aucun bien récupéré après la seconde guerre mondiale. « La totalité des œuvres, meubles et objets référencés MNR (Musées nationaux récupération) et OAR (Objets d'art récupération) qui étaient déposés à l'hôtel Matignon ou au pavillon de la Lanterne (la résidence mise à disposition du premier ministre à Versailles) ont (...) été reversés au Mobilier national ou au Musée du Louvre », a indiqué le premier ministre. Selon la mission Matignon sur la spoliation des Juifs de France, cinquante objets d'art volés en France par les nazis, récupérés à la Libération, puis confiés à l'État et prêtés à des musées et à des palais nationaux, n'ont toujours pas été retrouvés.

■ **BERNARD TAPIE** : la cour d'appel de Paris a infirmé, vendredi 19 février, le jugement du tribunal de commerce de Paris, qui avait condamné, le 7 novembre 1996, la Société de banque occidentale à payer 600 millions de francs aux liquidateurs de Bernard Tapie. Comme dans son précédent arrêt du 23 janvier 1998, la cour explique qu'il convient d'attendre qu'une « décision définitive » du juge pénal intervienne dans la procédure pour banqueroute actuellement suivie par le cabinet du juge Joly.

■ **TELEVISION** : TF1 ne devrait pas sanctionner Henri Chambon, le rédacteur en chef du magazine Reportages accusé d'avoir diffusé le 5 décembre 1998 un reportage « bidonné ». M. Chambon conserverait la direction du magazine mais serait placé sous la surveillance d'un comité éditorial.

■ **JUSTICE** : une plainte pour « coups et blessures volontaires » doit être déposée, lundi 22 février, au tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), contre Joey Star, le chanteur du groupe de rap NTM. Sa compagne l'accuse de l'avoir roué de coups. Un certificat médical fait état d'une double fracture du nez et de nombreuses ecchymoses, a indiqué l'avocat de la victime.

Tirage du Monde daté samedi 20 février 1999 : 492 811 exemplaires.

## Trois nouvelles mises en examen dans l'enquête sur le RPR

**VALIDÉE** dans ses grandes lignes par la chambre d'accusation de Versailles (Le Monde des 27 et 28 janvier), l'enquête du juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure sur le financement du RPR a connu un rebondissement discret. Dans l'attente d'un premier interrogatoire d'Alain Juppé, qui reste mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » et « complicité et recel d'abus de biens sociaux » mais qui s'est pourvu en cassation, le juge a adressé, le 10 février, trois nouveaux avis de mise en examen, relatifs à des emplois mis à la disposition du parti gaulliste par des entreprises privées. Il s'agit, cette fois, de la société informatique Bull et d'une petite SARL de la région parisienne, dénommée Travaux publics réunis. Le député (RPR) de l'Essonne Pierre Lasbordes compte parmi les trois personnes visées - pour des faits toutefois antérieurs à son élection.

La dirigeant de l'entreprise de travaux publics, mis en examen pour « abus de biens sociaux », est soupçonné d'avoir versé les salaires d'un secrétaire, qui travaillait en réalité au siège du RPR, entre 1991 et 1993. Une douzaine de responsables de sociétés ont déjà été mis en examen par M. Desmure pour des faits similaires.

Le cas de la société Bull semble différent. Les soupçons des enquêteurs portent sur le détachement d'un ingénieur informaticien auprès du RPR, après l'achat, en 1983, d'ordinateurs installés dans les locaux de la rue de Lille. Interrogé par la brigade financière, cet homme aurait confirmé s'être consacré à la maintenance du parc informatique du RPR durant près de quinze ans, tout en étant rémunéré par Bull - alors entreprise publique. Selon son témoignage, cette situation aurait pu être favorisée par la présence, au sein de la société, de deux personnes aux sympathies gaullistes affichées : Pierre Lasbordes et Dominique Vescovall - désormais mis en examen pour « abus de confiance ».


Elu député en 1997, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Lasbordes occupait alors chez Bull des fonctions de responsable commercial. « Pour moi, le RPR était un parti politique, mais c'était surtout un client, a-t-il indiqué au Monde, samedi 20 février. A cette époque, lorsqu'on vendait du matériel, on fournissait en même temps une assistance technique et commerciale. C'est pourquoi un technicien a été affecté à cette tâche au RPR. » Se déclarant « très surpris » par sa mise en examen, M. Lasbordes a assuré qu'il n'avait pas été « responsable de ce détachement ». Il a en outre précisé que la mise à disposition du même technicien avait été « facturée au RPR à partir de 1993-1994 ».

Chargé de mission pour « les relations avec le Parlement » au sein de l'entreprise informatique de 1977 à 1996, M. Vescovall a, pour sa part, déclaré au Monde n'avoir « jamais eu le pouvoir de décider s'il fallait facturer ou non » au RPR la prestation qui lui était ainsi offerte. Envisageant une éventuelle « erreur de gestion », il a dit se laisser dépasser », suggère-t-il. « Il explique avoir eu, un temps, l'œil sur cette installation » en raison de ses bonnes relations avec le RPR, mais avoir ensuite été « mis à l'écart par Alain Juppé au début de l'année 1990, au moment de la reprise en main du parti ».

Considéré comme un proche de Charles Pasqua, M. Vescovall avait alors été remplacé par M. Lasbordes dans cette mission particulière de « contact » entre Bull et le RPR. Comme pour s'être, par la suite, engagé dans le Var aux côtés de la députée (UDF) Yann Plat, dont il soutenait le combat contre la corruption, il dit avoir été « très marqué par son assassinat (en 1994) » et avoir pris, depuis lors, ses distances avec la politique. « Je suis malheureux de me trouver pris dans une affaire de ce type », a-t-il conclu.

Hervé Gattégno

Souvenir d'Angleterre...



Traversée avec aire de jeux, cinéma, pont promenade et casino.

\* Prix pour 1 voiture, 2 adultes avec 3 enfants (moins de 16 ans) pour un séjour de 3 jours en Grande Bretagne que vous n'êtes pas près d'oublier.

**P&O PORTSMOUTH**

Cherbourg ou Le Havre → Portsmouth

Notre brochure des horaires (plusieurs départs par jour) et tarifs 1999 avec un choix de formules d'hébergement est disponible dans votre agence de voyages ou par téléphone 0803 013 013

Offre valable jusqu'au 31 mars 1999. Les tarifs des croisières et des forfaits de croisière sont indiqués dans la brochure. Les tarifs des croisières sont indiqués dans la brochure. Les tarifs des croisières sont indiqués dans la brochure.

Vos vacances sont sur...

Al de...